

Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2010

BMO Groupe financier annonce de très bons résultats pour le deuxième trimestre, ayant dégagé un revenu net de 745 millions de dollars

Des revenus et un revenu net en hausse pour un cinquième trimestre consécutif

PE Canada affiche toujours un excellent rendement

Les dotations à la provision pour pertes sur créances diminuent encore

À 13,27 %, le ratio du capital de première catégorie demeure solide

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2009

- Revenu net de 745 millions de dollars, pour une augmentation de 387 millions par rapport à il y a un an
- RPA¹ de 1,26 \$ et RPA avant amortissement² de 1,28 \$, tous deux en hausse de 0,65 \$ par rapport à la même période l'an dernier
- Rendement des capitaux propres de 16,4 %, contre 8,1 % à la même période de l'exercice précédent
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 249 millions de dollars, soit 123 millions de moins qu'un an plus tôt

Comparaison du premier semestre de 2010 et du premier semestre de 2009

- Revenu net de 1 402 millions de dollars, contre 583 millions il y a un an
- RPA de 2,38 \$, comparativement à 1,00 \$, et RPA avant amortissement de 2,41 \$, contre 1,03 \$

Toronto, le 26 mai 2010 – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 745 millions de dollars, ou de 1,26 \$ par action, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010. Les résultats ont été excellents partout dans l'entreprise. Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada ont obtenu un bon rendement, le revenu net atteignant 396 millions, en hausse de 56 millions ou de 16 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net du groupe Gestion privée a bondi de 64 %, pour s'établir à 118 millions, et celui de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 259 millions, en hausse de 38 %.

BMO a annoncé aujourd'hui un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, soit le même montant que pour le trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

- « Grâce à une stratégie clairement définie et à son profond désir d'aider sa clientèle à réussir, BMO a pu, pour un cinquième trimestre d'affilée, accroître ses revenus ainsi que son revenu net », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier.
- « Nos résultats se résument ainsi : un revenu net fort élevé, la progression continue de nos revenus et la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances, ce qui rend compte de l'amélioration constante des conditions de crédit. »

¹ Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

² Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du Rapport de gestion, où sont également expliqués ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

- « Vers la fin du trimestre, nous avons acquis certains actifs et pris en charge certains passifs d'une banque ayant son siège social à Rockford, en Illinois, ce qui a enrichi notre réseau de ses 52 succursales de l'Illinois et du Wisconsin. Cette acquisition s'inscrit parfaitement dans notre stratégie, soit assurer l'expansion de PE États-Unis dans le Midwest. Nous sommes fiers d'accueillir nos nouveaux clients et nouveaux employés et de consolider nos assises dans un marché que nous connaissons bien et où notre marque a déjà acquis une grande notoriété. »
- « PE Canada a encore enregistré d'excellents résultats, son revenu net ayant atteint 396 millions de dollars, soit 16 % de plus qu'il y a un an. Nous avons accru de manière appréciable les revenus des unités des services bancaires aux particuliers, des services bancaires aux entreprises et des services de cartes grâce à l'essor des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à l'attention soutenue que nous accordons à notre part de marché. »
- « Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont eux aussi été très bons, le revenu net atteignant 259 millions de dollars, soit 38 % de plus que pour les trois mêmes mois de l'exercice précédent. Durant le trimestre, BMO Marchés des capitaux a continué de tirer parti des occasions du marché pour recruter du personnel qui compte parmi le meilleur du secteur et qui nous permettra de poursuivre notre croissance dans des domaines clés. »
- « Le revenu net du groupe Gestion privée a été élevé et a progressé de 64 % depuis un an pour atteindre 118 millions de dollars, car le renforcement des marchés boursiers et l'ajout net d'actifs de nouveaux clients ont accru les revenus tirés des services tarifés. »
- « Quant au revenu net de PE États-Unis, il a été de 45 millions de dollars américains, ce qui témoigne de l'attention stratégique accordée à notre modèle de services bancaires aux entreprises, lequel consiste à intégrer tous nos clients américains qui sont des entreprises dans ce secteur d'activité. Nous avons déjà la structure qui nous permettra de l'élargir, et l'équipe de direction qui en est responsable est des plus compétentes. »
- « Nos résultats confirment que l'approche centrée sur le client que nous avons adoptée il y a trois ans porte fruit. Notre force financière nous procure la marge de manœuvre dont nous avons besoin pour recruter les meilleurs employés qui soient et attirer de nouveaux clients et ainsi accroître notre présence en Amérique du Nord, tout en obtenant un excellent rendement », a ajouté M. Downe.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons repéré des moyennes entreprises américaines clientes qui pouvaient bénéficier d'un modèle de services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'incidence de ce transfert et le mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

PE Canada

Le revenu net a été élevé, atteignant 396 millions de dollars, en hausse de 56 millions ou de 16 % depuis un an. Les revenus générés par les services aux particuliers, les services aux entreprises et les services de cartes ont tous progressé fortement, ce qui s'explique par l'accroissement des volumes de la plupart des produits, par la prise en compte de Diners Club dans les résultats financiers et par l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Alliée à une gestion efficace des dépenses d'exploitation, la saine croissance des revenus s'est traduite par un excellent levier d'exploitation avant amortissement, soit 6,1 %.

Notre objectif est d'être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle. En regard d'il y a un an, nous avons rétréci l'écart entre nos taux de fidélité des particuliers et des entreprises et ceux du chef de file du secteur, et le nombre moyen de catégories de produits qu'utilisent nos clients des services aux particuliers et aux entreprises a augmenté. Ces réalisations témoignent de notre engagement à écouter, à comprendre et à bien conseiller nos clients.

Pour ce qui est des services aux particuliers, notre campagne hypothécaire du printemps 2010 a pour objet d'aider notre clientèle à prendre les bonnes décisions de financement hypothécaire en lui donnant de judicieux conseils. Nous avons lancé un nouveau produit facile à comprendre, soit un prêt hypothécaire à taux fixe réduit fermé, et avons simplifié la façon dont nos clients peuvent rejoindre un spécialiste – Prêts hypothécaires ou faire une demande de prêt en ligne. Nous faisons également une promotion active de notre MargExpress sur valeur domiciliaire, un produit fort apprécié qui permet aux clients d'utiliser la valeur de leur propriété pour financer des rénovations ou tout autre projet.

Dans le cas des services aux entreprises, nous avons lancé la Formule futée BMO pour entreprises afin que les propriétaires de petites entreprises puissent obtenir facilement des conseils sur la façon de mieux gérer leurs affaires. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux entreprises et notre but est de devenir la banque de choix des entreprises canadiennes.

Nous sommes l'un des plus importants émetteurs de cartes MasterCard du Canada. Nous faisons croître nos services de cartes tout en assurant une gestion prudente du crédit, et nos taux de pertes sur créances sont largement inférieurs à ceux de nos pairs. Durant le trimestre, BMO est devenue la première banque canadienne à offrir la carte MasterCard World Elite, une carte de prestige qui offre un niveau de service supérieur ainsi que des avantages et une assurance-voyage de première classe.

PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le revenu net s'est chiffré à 45 millions de dollars, ayant baissé de 20 millions ou de 31 % depuis un an. Les revenus provenant de l'amélioration des marges sur les prêts ont été plus qu'annulés par la baisse des soldes de prêts aux entreprises en raison de la moins grande utilisation de prêts par les clients, par la compression des marges sur les dépôts et par l'incidence des prêts douteux.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, le revenu net du trimestre à l'étude s'est chiffré à 61 millions de dollars. Compte tenu d'un tel rajustement, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à $62,3\,\%$.

Afin de mieux préparer nos services bancaires aux entreprises à une croissance en cette période qui marque la fin de la récession aux États-Unis, nous avons repéré des moyennes entreprises américaines clientes qui pouvaient bénéficier d'un modèle de services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis. Ainsi, PE États-Unis a pris en charge 5,4 milliards de dollars de prêts et 3,2 milliards de dollars de dépôts. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre compte de ce transfert. Nous entendons profiter de ce regroupement de comptes pour renforcer nos liens avec nos clients existants et en recruter de nouveaux. Nous prévoyons réaliser des avantages économiques en réduisant le coût des services de chaque compte et en faisant valoir notre réputation fort enviable de prêteur aux entreprises bâtie grâce à la marque Harris. Le fait d'avoir transféré à PE États-Unis des comptes relevant essentiellement du crédit permettra à BMO Marchés des capitaux de se concentrer sur les secteurs et les clients auprès desquels il détient un atout concurrentiel unique et d'axer ses efforts sur l'obtention de nouveaux mandats de banque d'investissement.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, nous continuons de tout mettre en œuvre pour respecter notre promesse envers nos clients, soit clarifier les questions d'argent. Nous inspirant d'un programme qui a fait ses preuves, la Formule futée BMO, nous en avons créé un autre appelé Harris Helpful Steps. Lancé en juin par voie d'une vaste campagne intégrée de commercialisation et de vente multicircuits, ce programme propose aux consommateurs cinq moyens fort simples d'économiser, de mieux gérer leurs dépenses et de prendre le contrôle de leurs finances.

Le 23 avril 2010, nous avons annoncé l'acquisition de certains actifs et la prise en charge de certains passifs d'une banque située à Rockford, en Illinois, auprès de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Cette opération est entrée immédiatement en vigueur, et dès le lendemain, les 52 succursales de cette banque arboraient l'enseigne Harris. Cette acquisition a ajouté environ 2,2 milliards de dollars américains de dépôts et 2,5 milliards de dollars américains d'actifs. Cette opération, d'une grande importance stratégique, stimulera notre croissance en nous dotant d'établissements de qualité et d'une précieuse clientèle, et elle a étendu notre réseau de succursales dans des villes du nord de l'Illinois et du sud du Wisconsin, régions où notre présence en tant que fournisseur de services bancaires aux entreprises est solide et de plus en plus imposante. Comme l'exige souvent une acquisition, nous analysons les chevauchements des activités et des succursales afin de réaliser des synergies.

Groupe Gestion privée

Le revenu net, soit 118 millions de dollars, a bondi de 46 millions ou de 64 % depuis un an.

Le revenu net du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, a été de 73 millions de dollars, avant augmenté de 31 millions ou de 79 % depuis un an. Dans le cas de celui des activités d'assurance, il s'est situé à 45 millions, ce qui traduit une hausse de 15 millions ou de 43 % en regard de la même période de 2009, hausse qui a résulté d'une croissance interne et de l'incidence favorable, d'un montant de 8 millions, de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Les revenus du groupe Gestion privée ont augmenté de 91 millions ou de 19 % en raison de l'embellie des marchés boursiers et de notre capacité à obtenir des actifs de nouveaux clients. Ces facteurs ont permis à toutes les unités d'augmenter leurs revenus. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a elle aussi favorisé l'essor des revenus. Le ratio de productivité avant amortissement, soit 71,2 %, a progressé de 800 points de base depuis l'exercice précédent.

Les actifs sous gestion et sous administration ont monté de 45 milliards de dollars ou de 20 % depuis un an, après rajustement pour exclure l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Au cours du trimestre, le groupe Gestion privée a lancé six nouveaux portefeuilles de fonds négociables en bourse (FNB) grâce auxquels les investisseurs bénéficient d'un meilleur choix et d'un accès plus simple au marché en croissance qu'est celui des FNB. Les nouveaux produits offerts comprennent deux fonds à gestion tactique et quatre portefeuilles à gestion stratégique assortis de niveaux de risque différents. Ces fonds, qui permettent de constituer un portefeuille de FNB dans le cadre d'une solution de placement tout-en-un, sont regroupés dans une structure de fonds d'investissement que les investisseurs connaissent bien.

BMO Marchés des capitaux

Après un premier trimestre couronné de succès, BMO Marchés des capitaux a poursuivi sur sa lancée au cours du deuxième, dégageant un revenu net de 259 millions de dollars, soit 71 millions ou 38 % de plus qu'il y a un an. Le rendement des capitaux propres a été de 24,8 %, comparativement à 12,8 % pour la même période de l'exercice précédent. Les revenus ont crû de 186 millions de dollars ou de 27 %, pour s'établir à 864 millions. L'attention que nous accordons à nos clients et le maintien d'une gamme d'activités diversifiée ont encore favorisé la hausse des revenus. Les revenus de négociation ont été nettement supérieurs à ceux d'il y a un an car ceux-ci avaient été affaiblis par des pertes liées à notre entité canadienne de protection de crédit. Les gains sur titres de placement ont été positifs pour les trois mois à l'étude alors que dans la période correspondante de 2009, des charges liées à la mauvaise conjoncture des marchés financiers avaient été constatées. Les revenus tirés des prêts aux grandes entreprises ont reculé à cause de la forte diminution des actifs et de la baisse des commissions. Les résultats des activités de banque d'investissement se sont également dégradés depuis un an, mais celles-ci devraient s'intensifier grâce aux occasions prometteuses qui s'offrent à nous.

Durant le trimestre, son souci du service à la clientèle a valu à BMO Marchés des capitaux d'être nommé meilleure banque d'investissement au monde pour le secteur des métaux et des mines par le magazine *Global Finance*, ce qui témoigne de notre expérience et de notre profonde connaissance du secteur. Notre équipe Opérations de change s'est classée au premier rang pour ce qui est de la croissance de la part du marché des opérations de change au terme du sondage annuel du magazine *Euromoney*, sondage qui constitue la mesure de référence dans le secteur du change. BMO Marchés des capitaux a continué de rehausser ses compétences dans divers champs d'activité, dont les prêts de titres, le financement sur levier financier, les fusions et acquisitions, les ventes et la négociation, la recherche et les financements par actions et par emprunt, afin de se positionner en vue de sa croissance à venir.

BMO Marchés des capitaux a participé à 119 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 25 émissions de titres d'emprunt d'entreprises, 36 émissions de titres d'administrations publiques, 53 émissions d'actions ordinaires et cinq émissions d'actions privilégiées, pour un total de 39 milliards de dollars.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise ont subi une perte nette de 74 millions de dollars au cours du trimestre. Cette perte représente une amélioration de 249 millions en regard de celle d'il y a un an, ce qui a résulté de la progression des revenus et de la réduction des frais et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les frais ont baissé car ceux de la même période de l'exercice précédent tenaient compte de charges de 118 millions au titre des indemnités de licenciement. Les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux Services d'entreprise ont diminué de 187 millions. Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation de ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées aux groupes d'exploitation clients, et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise.

Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives. (non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois terminées le

Pour les périodes de six mois terminées le

	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	Variation par rapport au 30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	Variation par rapport au 30 avril 2009
Points saillants de l'état des résultats		2 02 5 Å	2 000 4	2 070 6	2 455 Å				
Revenu total Dotation à la provision pour pertes sur créances	3 049 \$ 249	3 025 \$ 333	2 989 \$ 386	2 978 \$ 417	2 655 \$ 372	14,8 % (33,1)	6 074 \$ 582	5 097 \$ 800	19,2 % (27,2)
Frais autres que d'intérêts	1 830	1 839	1 779	1 873	1 888	(3,1)	3 669	3 729	(1,6)
Revenu net	745	657	647	557	358	+100	1 402	583	+100
Revenu net par unité d'exploitation	396 \$	403 \$	398 \$	362 \$	340 \$	16,4 %	700 ¢	655 \$	22,0 %
Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis	46	403 ş 51	51	58	81	(42,8)	799 \$ 97	177	(45,2)
Groupe Gestion privée	118	113	106	113	72	63,7	231	140	65,6
BMO Marchés des capitaux	259	214	260	310	188	38,2	473	303	56,5
Services d'entreprise a)	(74)	(124)	(168)	(286)	(323)	77,0	(198)	(692)	71,1
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars) Résultat dilué par action	1,26 \$	1,12 \$	1,11 \$	0,97 \$	0,61 \$	0,65 \$	2,38 \$	1,00 \$	1,38 \$
Résultat dilué par action avant amortissement b)	1,28	1,13	1,13	0,98	0,63	0,65	2,41	1,03	1,38
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00	1,40	1,40	0,00
Valeur comptable d'une action Cours de clôture de l'action	32,04 63,09	32,51 52,00	31,95 50,06	31,26 54,02	32,22 39,50	(0,18) 23,59	32,04 63,09	32,22 39,50	(0,18) 23,59
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	35,3	28,9	27,6	29,6	21,5	13,8	35,3	21,5	13,8
, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	•		Au			,	· · ·		<u> </u>
	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	Variation par rapport au 30 avril 2009			
Points saillants du bilan									
Actif	390 166 \$		388 458 \$	415 361 \$	432 245 \$				
Solde net des prêts et acceptations Dépôts	169 753 239 260	169 588 240 299	167 829 236 156	173 558 244 953	179 650 247 169	(5,5)			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 944	18 054	17 626	17 144	17 561	(3,2) 2,2			
			r les périodes o mois terminée		Pour les pér six mois terr				
	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009		30 avril 2010	30 avril 2009	
Mesures et ratios financiers (% sauf indication contraire) c)									
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans	7,2 +100	3,5 +100	1,8 4,7	4,0 (1,0)	(1,2) (51,2)		7,2 +100	(1,2)	
Croissance du résultat dilué par action Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement b)	+100	+100	4,7	(2,0)	(50,0)		+100	(41,9) (41,1)	
Rendement des capitaux propres	16,4	14,3	14,0	12,1	8,1		15,3	6,5	
Rendement des capitaux propres, avant amortissement b)	16,6	14,4	14,2	12,3	8,4		15,5	6,8	
Croissance du profit économique net b) Levier d'exploitation	+100 17,9	+100 24,0	10,4 8,5	(35,1) 3,3	(+100) (11,1)		+100 20,8	(+100) (3,5)	
Levier d'exploitation, avant amortissement b)	17,7	23,9	8,3	3,3	(11,0)		20,7	(3,5)	
Croissance du revenu	14,8	23,9	6,3	8,4	1,3		19,2	9,7	
Croissance des frais autres que d'intérêts Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement b)	(3,1) (2,9)	(0,1) 0,0	(2,2) (2,0)	5,1 5,1	12,4 12,3		(1,6) (1,5)	13,2 13,2	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	60,0	60,8	59,5	62,9	71,1		60,4	73,2	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement b)	59,7	60,5	59,2	62,5	70,7		60,1	72,7	
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde									
moyen des prêts et acceptations (annualisée) Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des	0,59	0,79	0,89	0,94	0,79		0,69	0,85	
capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	14,34	13,11	14,06	12,75	12,95		14,34	12,95	
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total Ratio du capital de première catégorie	35,8	33,9	31,9	30,0	28,2		35,8	28,2	
Ratio du capital total	13,27 15,69	12,53 14,82	12,24 14,87	11,71 14,32	10,70 13,20		13,27 15,69	10,70 13,20	
Cote de crédit			•	•			•		
DBRS Fitch	AA AA-	AA AA-	AA AA-	AA AA-	AA AA-		AA AA-	AA AA-	
Moody's	Aa2	Aa2	Aa1	Aa1	Aa1		Aa2	Aa1	
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+		A+	A+	
Rendement total des capitaux propres sur douze mois Rendement de l'action	68,7 4,44	67,1 5,38	25,1 5,59	21,4 5,18	(15,2) 7,09		68,7 4,44	(15,2) 7,09	
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	4,44 14,1	3,36 13,6	16,3	17,8	13,0		4,44 14,1	13,0	
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,97	1,60	1,57	1,73	1,23		1,97	1,23	
Profit (perte) économique net (en millions de dollars) b)	263	171	159	79 0.53	(87)		434	(306)	
Rendement de l'actif moyen Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	0,78 1,88	0,66 1,85	0,63 1,73	0,52 1,74	0,32 1,55		0,72 1,87	0,25 1,53	
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	50,1	49,3	51,7	50,8	49,7		49,7	47,8	
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,3	5,2	5,2	4,7	4,6		5,3	4,6	

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent

les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 26 mai 2010. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2010, qui sont inclus dans le présent document, et du Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, qui est inclus dans le Rapport annuel 2009 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		Augmentation	(Diminution) c. T2-2009	Augmentation	(Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	Augmentation c.	(Diminution) cumul 2009
Revenu net d'intérêts	1 522	187	14 %	(10)	(1 %)	3 054	392	15 %
Revenu autre que d'intérêts	1 527	207	16 %	34	2 %	3 020	585	24 %
Revenu	3 049	394	15 %	24	1 %	6 074	977	19 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	249	(123)	(33 %)	(84)	(25 %)	582	(218)	(27 %)
Hausse de la provision générale	-	-	-	-	-	-	-	_
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	249	(123)	(33 %)	(84)	(25 %)	582	(218)	(27 %)
Frais autres que d'intérêts	1 830	(58)	(3 %)	(9)	-	3 669	(60)	(2 %)
Charge d'impôts sur les bénéfices	207	189	+100 %	30	17 %	384	437	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	(1)	(5 %)	(1)	(5 %)	37	(1)	(2 %)
Revenu net	745	387	+100 %	88	13 %	1 402	819	+100 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts) 1)	7	(3)	(16 %)	-	-	14	(4)	(24 %)
Revenu net avant amortissement 2)	752	384	+100 %	88	13 %	1 416	815	+100 %
Résultat de base par action (en dollars)	1,27	0,66	+100 %	0,15	13 %	2,40	1,40	+100 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,26	0,65	+100 %	0,14	13 %	2,38	1,38	+100 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 2)	1,28	0,65	+100 %	0,15	13 %	2,41	1,38	+100 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	16,4 %		8,3 %		2,1 %	15,3 %		8,8 %
RCP avant amortissement 2)	16,6 %		8,2 %		2,2 %	15,5 %		8,7 %
Ratio de productivité	60,0 %		(11,1 %)		(0,8 %)	60,4 %		(12,8 %)
Ratio de productivité avant amortissement 2)	59,7 %		(11,0 %)		(0,8 %)	60,1 %		(12,6 %)
Levier d'exploitation	17,9 %		n.s.		n.s.	20,8 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 2)	17,7 %		n.s.		n.s.	20,7 %		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,88 %		0,33 %		0,03 %	1,87 %		0,34 %
Taux d'imposition effectif	21,4 %		17,0 %		0,6 %	21,1 %		30,5 %
Ratios de capital :								
Ratio du capital de première catégorie	13,27 %		2,57 %		0,74 %	13,27 %		2,57 %
Ratio du capital total	15,69 %		2,49 %		0,87 %	15,69 %		2,49 %
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	442	21	5 %	(12)	(3 %)	896	64	8 %
PE Canada	396	56	16 %	(7)	(2 %)	799	144	22 %
PE États-Unis	46	(35)	(43 %)	(5)	(9 %)	97	(80)	(45 %)
Groupe Gestion privée	118	46	64 %	5	4 %	231	91	66 %
BMO Marchés des capitaux	259	71	38 %	45	21 %	473	170	57 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(74)	249	77 %	50	41 %	(198)	494	71 %
		20-	400.51		40.51		0.1-5	400.51
Revenu net de BMO Groupe financier	745	387	+100 %	88	13 %	1 402	819	+100 %

¹⁾ L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'est pas ajouté au revenu net pour déterminer le revenu net avant amortissement.

n.s. - non significatif

²⁾ Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du rapport de gestion, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Banque de Montréal ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 avril 2010 et portant également sur la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2010, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, telles qu'elles sont définies par la Securities and Exchange Commission et par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Le contrôle interne de la Banque de Montréal à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Banque de Montréal; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est prévenue ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'il ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de la Banque de Montréal a examiné le présent document, incluant les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal a approuvé ce document avant sa publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2009 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2010 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 32 et 33 du Rapport annuel 2009 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'aux conditions de marché générales et à l'ensemble de leurs répercussions sur nos activités, incluant ce qui est décrit sous la rubrique intitulée Perspectives économiques et survol, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités stratégiques, de nos objectifs et de nos attentes pour ce qui est de nos activités. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

Perspectives économiques et survol

Stimulée par des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes et par les meilleurs prix des marchandises, la reprise de l'économie canadienne a été plus rapide que ce qui était prévu. Bénéficiant du regain marqué de l'emploi, les dépenses à la consommation se sont renforcées, les ventes d'automobiles revenant aux niveaux d'avant la récession. La perspective d'une hausse des taux d'intérêt, d'un resserrement des règlements dans le secteur immobilier et de l'entrée en vigueur d'une taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique a catalysé les ventes d'habitations et poussé les prix à de nouveaux sommets. Malgré la vigueur du dollar canadien, les exportations se sont accrues à la faveur d'une demande plus forte à l'échelle mondiale, ce qui a donné un nouvel élan au secteur manufacturier. L'économie devrait croître de plus de 3 % en 2010. Les investissements des entreprises devraient s'intensifier vu la forte demande pour des marchandises, plus particulièrement le pétrole et les métaux communs. Le crédit aux particuliers devrait profiter de la vigueur continue de la demande intérieure. Par contre, il est à prévoir que la demande de prêts hypothécaires à l'habitation s'essoufflera quelque peu, la montée des taux d'intérêt ralentissant le marché du logement. De fait, la Banque du Canada devrait resserrer sa politique monétaire pendant l'été. Cependant, la crainte que les problèmes d'endettement de certains pays d'Europe n'aient un effet de contagion pourrait retarder l'augmentation des taux.

Aiguillonnée par des politiques d'expansion budgétaire et monétaire, l'économie américaine affiche une reprise plus forte que celle espérée. Le marché de l'emploi s'étant amélioré, les dépenses des consommateurs ont augmenté. Comme la reprise économique suscite de plus en plus de confiance et qu'on assiste à une certaine détente des normes de crédit, les investissements des entreprises se font plus importants. Les marchés de l'habitation continuent de se stabiliser grâce à une grande abordabilité et aux encouragements fiscaux, mais la demande et les mises en chantier demeurent fragiles. Comme il est probable que les taux d'intérêt demeureront faibles quelque temps encore, l'économie américaine devrait connaître une croissance modérée, soit d'environ 3 % en 2010. On peut s'attendre à ce que la demande de prêts de la part des consommateurs et des entreprises se raffermisse dans le reste de l'année, mais demeure faible, les saisies se poursuivant et le marché de l'immobilier commercial ayant peine à se relever. Un taux de chômage important et un faible taux d'inflation devraient inciter la Réserve fédérale à maintenir ses taux à près de zéro jusque vers la fin de l'année. Les marchés financiers devraient afficher une bonne tenue car l'expansion économique se poursuit.

Nos établissements bancaires aux États-Unis sont situés en majeure partie dans le Midwest, région qui suit généralement les tendances économiques nationales. De fait, l'emploi commence à augmenter, le secteur manufacturier affiche une forte remontée grâce à la hausse des exportations et à la production d'automobiles et le marché de l'habitation se redresse lentement. Comme dans le reste du pays, l'économie du Midwest devrait afficher une certaine croissance en 2010.

La présente section qui traite des perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices en dollars américains de BMO ont baissé par rapport à ce qu'ils étaient au deuxième trimestre de 2009 et au premier trimestre de 2010 en raison du recul du dollar américain. Le taux de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a fléchi de 17 % depuis un an et de 3 % en regard de la moyenne du premier trimestre de 2010. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication	T2-20	Cumul 2010		
contraire)	c. T2-2009	c. T1-2010	c. cumul 2009	
Taux de change entre les dollars canadien et				
américain (moyenne)				
Période courante	1,0274	1,0274	1,0433	
Période précédente	1,2417	1,0587	1,2343	
Revenu augmenté (diminué)	(157)	(23)	(285)	
Frais diminués (augmentés)	92	13	162	
Dotation à la provision pour pertes sur créances				
diminuée (augmentée)	26	6	57	
Impôts sur les bénéfices diminués (augmentés)	2	-	16	
Revenu net augmenté (diminué)	(37)	(4)	(50)	

Au début de chaque trimestre, BMO détermine si elle doit ou ne doit pas prendre part à des opérations de couverture qui sont censées compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ces trois mois. Ainsi, les activités de couverture atténuent l'incidence des fluctuations du taux de change au cours d'un trimestre. Cependant, elles ne visent pas à annuler les répercussions de telles fluctuations d'un exercice à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Le dollar américain s'est replié au cours du trimestre à l'étude, passant de 1,0693 \$ canadien au 31 janvier 2010 à une moyenne de 1,0274 \$ canadien. Par conséquent, les opérations de couverture se sont soldées par un gain après impôts de 4 millions de dollars pour le trimestre et de 5 millions depuis le début de l'exercice. Au cours des périodes à venir, les gains ou pertes résultant de telles opérations dépendront à la fois des fluctuations des monnaies et du montant des opérations de couverture sousjacentes, car celles-ci sont conclues chaque trimestre en fonction du revenu net prévu en dollars américains pour les trois mois

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net s'est établi à 263 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), comparativement à 171 millions au premier trimestre et à un montant négatif de 87 millions au deuxième trimestre de 2009.

Pour la période de cinq ans terminée le 30 avril 2010, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 7.2 %.

Revenu net

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2009

Le revenu net s'est chiffré à 745 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, en hausse de 387 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat par action a été de 1,26 \$, contre 0,61 \$. Les résultats du même trimestre de 2009 tenaient compte d'un montant de 227 millions après impôts (0,42 \$ par action) au titre d'une charge de 147 millions après impôts liée à une entité canadienne de protection de crédit et à des charges au titre des indemnités de licenciement de 80 millions après impôts, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables qui figure à la fin du Rapport de gestion.

Au cours du trimestre à l'étude, les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 123 millions de dollars puisque le marché du crédit aux États-Unis était moins propice il y a un an.

Le revenu net de PE Canada a fortement augmenté, progressant de 56 millions de dollars ou de 16 %. Chacune de ses unités des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes a enregistré une bonne hausse de revenus grâce à l'augmentation des volumes de la plupart des produits, à la prise en compte de Diners Club dans les résultats financiers et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts.

Le revenu net de PE États-Unis a baissé de 35 millions de dollars canadiens, ou de 20 millions de dollars américains, pour se situer à 45 millions de dollars américains. Les revenus provenant de l'amélioration des marges sur les prêts ont été plus qu'annulés par la baisse des soldes de prêts aux entreprises en raison de la moins grande utilisation de prêts par les clients, par la compression des marges sur les dépôts et par l'incidence accrue des prêts douteux.

Le revenu net du groupe Gestion privée a monté de 46 millions de dollars ou de 64 %, ce qui reflète la progression de celui dégagé par toutes ses unités et inclut l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie qui a été menée à terme le 1^{er} avril 2009.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a monté de 71 millions de dollars ou de 38 %. Ses revenus ont affiché une saine croissance, mais celle-ci a été atténuée par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances et des coûts de rémunération du personnel, reflétant l'amélioration du rendement au chapitre des revenus. Les résultats d'il y a un an tenaient compte d'un montant élevé de charges qui avait été constaté à cause de l'essoufflement des marchés financiers.

La perte nette des Services d'entreprise, d'un montant de 74 millions de dollars, a baissé de 249 millions depuis un an grâce essentiellement à la progression des revenus ainsi qu'à la diminution des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus ont augmenté essentiellement puisque le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs a diminué par suite des mesures prises par la direction et de conditions de marché plus stables et aussi en raison de l'incidence moindre des activités de financement menées l'exercice antérieur ayant rehaussé notre situation de trésorerie déjà excellente. Les frais ont diminué puisque ceux d'il y a un an tenaient compte de charges de 118 millions au titre des indemnités de licenciement.

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2010

Le revenu net s'est amélioré de 88 millions de dollars ou de 13 % par rapport à celui du premier trimestre. Les revenus ont monté, les dotations à la provision pour pertes sur créances ont fléchi et les frais ont quelque peu baissé.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 84 millions de dollars, et ce, essentiellement dans notre secteur aux États-Unis.

Le revenu net de PE Canada s'est comprimé de 7 millions de dollars ou de 2,0 %. Le fait que le trimestre à l'étude ait compté trois jours de moins a plus qu'annulé l'incidence de l'essor des volumes et de l'acquisition de Diners Club.

Le revenu net de PE États-Unis a reculé de 5 millions de dollars canadiens, ou de 3 millions de dollars américains, pour se chiffrer à 45 millions de dollars américains, ce qui a été causé notamment par l'incidence plus forte des prêts douteux.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est renforcé de 5 millions de dollars ou de 3,8 % en raison surtout de la croissance de ce groupe, excluant les activités d'assurance, ce qui a été atténué par l'incidence du nombre moins élevé de jours durant le trimestre.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'est amélioré de 45 millions de dollars ou de 21 %. Les résultats du deuxième trimestre reflètent la montée des revenus et la proportion plus grande du revenu exonéré d'impôts. Les revenus se sont accrus par suite de la hausse de ceux de négociation et des gains sur titres de placement, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des frais de banque d'investissement et des revenus générés par les services bancaires aux grandes entreprises. Les frais sont demeurés inchangés.

La perte nette des Services d'entreprise, d'un montant de 74 millions de dollars, a diminué de 50 millions depuis le premier trimestre, ce qui est en grande partie imputable à la réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Comparaison du premier semestre de 2010 et du premier semestre de 2009

Le revenu net s'est amélioré de 819 millions de dollars pour s'établir à 1 402 millions. Le revenu net de la même période de 2009 avait été affaibli par des éléments notables totalisant 396 millions après impôts et ayant trait à des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et à des indemnités de licenciement.

Le revenu net de PE Canada s'est renforcé de 144 millions de dollars ou de 22 % grâce aux améliorations enregistrées par ses unités des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes ainsi qu'à l'essor des volumes de la plupart des produits, à la prise en compte de Diners Club dans les résultats financiers et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts.

Le revenu net de PE États-Unis, soit 93 millions de dollars américains, a reculé de 50 millions de dollars américains ou de 35 %. Les revenus provenant de l'amélioration des marges sur les prêts ont été plus qu'annulés par la baisse des soldes de prêts aux entreprises en raison de la moins grande utilisation de prêts par les clients, par la compression des marges sur les dépôts et par l'incidence accrue des prêts douteux.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est renforcé de 91 millions de dollars ou de 66 % depuis un an. Les résultats reflètent la progression des revenus de toutes ses unités, ce qui inclut l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a monté de 170 millions de dollars ou de 57 %, pour s'établir à 473 millions. Les revenus ont enregistré une hausse de 416 millions ou de 33 % en raison de la réalisation de gains sur titres de placement au cours de l'exercice à l'étude, alors qu'il y a un an, des pertes importantes avaient été inscrites à ce chapitre à cause de la mauvaise tenue des marchés financiers. Les revenus de négociation de taux d'intérêt se sont fortement améliorés car les résultats d'il y a un an tenaient compte d'un montant élevé de pertes liées à notre entité canadienne de protection de crédit. Les commissions sur les fusions et acquisitions et les commissions de prise ferme de titres d'emprunt se sont également renforcées grâce à l'embellie économique.

La perte nette des Services d'entreprise a diminué de 494 millions de dollars depuis un an, ce qui a découlé essentiellement de la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la montée des revenus. Ceux-ci ont augmenté essentiellement en raison des facteurs décrits dans l'analyse des résultats trimestriels d'un exercice à l'autre. Les frais ont diminué puisque ceux d'il y a un an tenaient compte de charges de 118 millions (80 millions après impôts) au titre des indemnités de licenciement.

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total a augmenté de 394 millions de dollars ou de 15 % par rapport à la même période l'an dernier. La dépréciation du dollar américain a comprimé la croissance des revenus de 157 millions ou de 6,0 points de pourcentage depuis un an, ce qui a touché principalement BMO Marchés des capitaux et PE États-Unis. Les revenus de PE États-Unis, en dollars américains, ont légèrement baissé, mais ceux de chacun des autres groupes d'exploitation et des Services d'entreprise ont été nettement supérieurs.

Les revenus ont progressé de 24 millions de dollars ou de 0.8% depuis le premier trimestre de 2010. Le repli du dollar américain a réduit les revenus de 23 millions ou de 0.8 point de pourcentage.

Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 187 millions de dollars ou de 14 % par rapport à la même période l'an dernier en raison de la hausse de celui de PE Canada et des Services d'entreprise. Dans le cas de BMO Marchés des capitaux et PE États-Unis, le revenu net d'intérêts a fléchi.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 33 points de base depuis un an pour s'établir à 1,88 %. Tant PE Canada que PE États-Unis ont affiché des hausses à ce chapitre. Dans le cas de PE Canada, l'amélioration a découlé surtout de la progression des volumes des produits les plus rentables et de la hausse des frais de refinancement hypothécaire. Quant à PE États-Unis, la progression enregistrée est imputable à l'accroissement des marges sur les prêts malgré la diminution des soldes de prêts, ce qui a été atténué par la compression des marges sur les dépôts. La hausse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a résulté essentiellement du fait que le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs a diminué par suite des mesures prises par la direction et de conditions de marché plus stables et aussi en raison de l'incidence moindre des activités de financement menées l'exercice antérieur ayant rehaussé notre situation de trésorerie déjà excellente.

L'actif productif moyen a régressé de 21 milliards de dollars ou de 6,1 % en regard d'il y a un an, mais a progressé de 1 milliard après rajustement afin d'exclure l'effet du recul du dollar américain. En dollars canadiens, sa baisse a résulté d'une réduction de l'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux par suite principalement d'une diminution des titres pris en pension ou empruntés, des prêts aux grandes entreprises et des actifs de négociation. L'actif productif moyen de PE États-Unis a lui aussi fortement baissé car l'essor sous-jacent des montages a été plus qu'annulé par la moins grande utilisation de prêts par les clients et par la vente de nouveaux prêts hypothécaires sur le marché secondaire. Le volume de PE Canada s'est élargi et l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a contribué à l'essor du groupe Gestion privée.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net d'intérêts a reculé de 10 millions de dollars ou de 0,6 %, ce qui s'explique par le fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a augmenté. L'actif productif s'est amélioré dans le cas de tous les groupes, sauf PE États-Unis, dont l'actif a quelque peu diminué. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est améliorée de 3 points de base en raison surtout de la hausse du revenu des Services d'entreprise, laquelle a découlé essentiellement de l'incidence moins prononcée des activités de financement menées l'exercice antérieur et ayant rehaussé notre situation de trésorerie déjà excellente. La marge de PE États-Unis s'est également élargie. L'actif productif moyen a progressé de 3 milliards de dollars grâce à l'essor des volumes de PE Canada.

Depuis le début de l'exercice, le revenu net d'intérêts a augmenté de 392 millions de dollars ou de 15 % en raison surtout de l'élargissement de la marge de PE Canada et de la hausse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 34 points de base depuis le début de l'exercice pour s'établir à 1,87 %. Tant PE Canada que PE États-Unis ont vu leur marge augmenter, et les revenus des Services d'entreprise se sont accrus. Dans le cas de PE Canada, l'amélioration a découlé

surtout des mesures prises en 2009 pour atténuer l'incidence de la montée des frais de financement à long terme et de l'essor des volumes des produits les plus rentables. Quant à PE États-Unis, la progression enregistrée est imputable à l'accroissement des marges sur les prêts malgré la diminution des soldes de prêts, facteurs atténués par la compression des marges sur les dépôts. La hausse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a résulté essentiellement des mêmes facteurs que ceux à l'origine de la hausse trimestrielle d'un exercice à l'autre.

Au cours du semestre à l'étude, l'actif productif moyen a régressé de 21 milliards de dollars ou de 5,9 % en regard d'il y a un an, soit de 1 milliard après rajustement afin d'exclure l'incidence du repli du dollar américain. En dollars canadiens, la baisse a résulté avant tout d'une réduction de l'actif productif moyen de BMO Marchés des capitaux par suite principalement

d'une diminution des titres pris en pension ou empruntés, des prêts aux grandes entreprises et des actifs de négociation. L'actif productif moyen de PE États-Unis a également reculé car l'essor sous-jacent des montages a été plus qu'annulé par la moins grande utilisation de prêts par les clients et par la vente de nouveaux prêts hypothécaires sur le marché secondaire. Des hausses de l'actif productif moyen ont également été enregistrées par PE Canada en raison de l'essor des volumes et de l'inclusion des soldes de cartes de Diners Club ainsi que par le groupe Gestion privée, ce qui a découlé principalement de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T2-2010	Augmentation (Diminution) c. T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	Augmentation (Diminution) c. cumul 2009
PE Canada PE États-Unis	291 355	10 29	(4) 19	293 345	17 33
Services bancaires Particuliers et entreprises Groupe Gestion privée**	303	11	- (1)	303	18
BMO Marchés des capitaux Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)***	280 86 n.s.	(81) (6) n.s.	(1) (3) n.s.	280 87 n.s.	(110) (5) n.s.
Total de BMO	188	33	3	187	34
Total des services de détail au Canada****	290	3	(4)	292	8

- * La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.
- L'acquisition par le groupe GP, au deuxième trimestre de 2009, de BMO Société d'assurance-vie, a donné lieu à l'ajout d'actifs productifs de revenu autre que d'intérêts, ce qui compte pour une réduction de 85 points de base et de 103 points de base de la marge nette d'intérêts du groupe GP pour le trimestre et le semestre, respectivement. Compte tenu du rajustement visant à exclure l'incidence de l'acquisition, la marge nette d'intérêts du groupe GP a augmenté de 4 points de base d'un exercice à l'autre et la marge nette d'intérêts depuis le début de l'exercice a diminué de 7 points de base par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.
- *** Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est négatif et abaisse la marge nette d'intérêts globale de BMO dans une plus grande mesure en 2009 qu'en 2010.
- **** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe GP.
- n.s. non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Les états financiers consolidés non vérifiés ci-joints donnent plus de détails au sujet du revenu autre que d'intérêts qui a augmenté de 207 millions de dollars ou de 16 % par rapport à la même période l'an dernier. Les revenus de négociation et les gains sur titres se sont fortement accrus, tandis que les revenus de négociation ont accusé une baisse importante.

Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté de manière appréciable. Les revenus de négociation ont été beaucoup plus élevés puisque ceux de la même période il y a un an tenaient compte de pertes de 215 millions de dollars liées à notre entité canadienne de protection de crédit, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables. Les gains sur titres de placement ont été positifs au cours du trimestre à l'étude, alors qu'un an plus tôt, des charges liées à certains placements de banque d'affaires avaient été constatées. Par contre, les commissions sur prêts aux grandes entreprises ont fléchi. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a également affiché une hausse importante, ce qui reflète la progression des commissions et droits sur titres, la montée des revenus des fonds d'investissement et l'apport de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Les revenus de titrisation se sont repliés de 111 millions de dollars par rapport aux trois mêmes mois de l'exercice précédent, pour s'établir à 151 millions, ce qui reflète entre autres choses une diminution de 3,3 milliards de dollars des actifs titrisés. Les revenus incluent des gains de 27 millions réalisés à la vente de prêts dans le cadre de nouvelles titrisations, gains en baisse de 9 millions par rapport à la période correspondante de 2009, ainsi que des gains de 98 millions générés par la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, soit 74 millions de moins qu'il y a un an. L'incidence combinée des titrisations d'actifs au cours de la période considérée et des périodes antérieures a réduit de 25 millions le revenu avant impôts du trimestre à l'étude. Nous avons constaté un montant réduit du revenu d'intérêts (125 millions de moins) provenant des revenus de titrisation de 151 millions, des frais de cartes de crédit en baisse (106 millions de moins) et des dotations à la provision pour pertes sur créances d'un montant inférieur (55 millions de moins). Nous titrisons des prêts essentiellement dans le but d'avoir accès à des sources de financement de substitution économiques. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 1,5 milliard de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation. Les opérations de titrisation sont expliquées en détail à la note 3 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. Les frais de cartes ont augmenté en raison surtout de l'acquisition de Diners Club au premier trimestre de 2010.

Par rapport au trimestre précédent, le revenu autre que d'intérêts s'est renforcé de 34 millions de dollars ou de 2,3 %. Les

revenus de négociation et les frais de cartes ont grandement augmenté.

Tant BMO Marchés des capitaux que PE Canada ont vu leur revenu autre que d'intérêts augmenter. Le revenu autre que d'intérêts tiré de la négociation de BMO Marchés des capitaux s'est accru parce que celui provenant de la négociation des taux d'intérêt et de change a progressé, alors que celui généré par la négociation d'actions a fléchi. Les commissions sur fusions et acquisitions ont baissé tout comme l'ont fait les commissions sur prêts. Le revenu de PE Canada a reflété la montée des frais de cartes, ce qui a découlé en grande partie de l'acquisition de Diners Club, alors qu'au trimestre précédent, seulement un mois de revenus avait été pris en compte.

Depuis le début de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 585 millions de dollars ou de 24 %. Cette amélioration a découlé en partie de la charge de 463 millions inscrite l'exercice précédent en lien avec l'entité canadienne de protection de crédit, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables. Cette charge avait été présentée en tant que baisse de 286 millions du revenu autre que d'intérêts tiré de la négociation et en tant que réduction de 177 millions des gains sur titres de placement. Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté très fortement en raison de la réalisation de gains sur titres de placement au cours du présent exercice alors que d'importantes pertes avaient été subies à ce chapitre il y a un an à cause de la mauvaise tenue des marchés financiers. Les revenus provenant de la négociation des taux d'intérêt ont été élevés et nettement supérieurs à ceux d'il y a un an, car les résultats de cette période tenaient compte de la charge indiquée ci-dessus. Les commissions sur fusions et acquisitions et celles de prise ferme de titres d'emprunt ont aussi augmenté à la faveur d'une meilleure conjoncture économique. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a également affiché une hausse importante, ce qui reflète la montée des revenus de fonds d'investissement, des commissions et droits sur titres et l'apport de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Le revenu de PE Canada a affiché une bonne croissance grâce à l'essor des revenus provenant des cartes, ce qui a découlé en grande partie de l'inclusion, dans l'exercice à l'étude, des résultats financiers de Diners Club pour quatre mois ainsi qu'au fait que des pertes sur titres de placement évalués à la valeur de marché avaient été subies l'exercice précédent. Les revenus de titrisation ont fortement baissé.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts sont présentés de manière plus détaillée dans les états financiers consolidés non vérifiés cijoints. Ces frais ont diminué de 58 millions de dollars ou de 3,1 % par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 1 830 millions. Le repli du dollar américain les a réduits de 92 millions ou de 4,9 points de pourcentage. En dollars canadiens, la baisse de ces frais a découlé en grande partie de la réduction de ceux liés à la rémunération du personnel. Les frais associés aux locaux et au matériel, dont les frais informatiques, ont également baissé. Les résultats inscrits un an plus tôt tenaient compte d'une charge de 118 millions au titre des indemnités de licenciement qu'avaient constatée les Services d'entreprise. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte d'une charge au titre des indemnités de licenciement moins élevée et engagée essentiellement par BMO Marchés des capitaux. La rémunération

liée au rendement a augmenté depuis un an en raison d'une meilleure performance, et les entreprises acquises ont accru les frais de 27 millions.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 17,7 % pour le trimestre à l'étude car les revenus ont fortement augmenté et les frais ont été gérés avec rigueur.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 9 millions de dollars ou de 0,4 %. Le repli du dollar américain les a réduits de 13 millions ou de 0,7 point de pourcentage. Le nombre moins élevé de jours qu'a comptés le trimestre a également contribué à la baisse de ces frais. Leur diminution est reflétée dans celle des frais liés à la rémunération du personnel. Les frais du trimestre précédent tenaient compte de coûts de 51 millions au titre de la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite, coûts qui sont inscrits une fois l'an, au premier trimestre. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte d'une hausse des charges au titre des indemnités de licenciement, ainsi que d'une légère augmentation des frais informatiques et de ceux de communication et de déplacement. Nous continuons de gérer avec soin nos frais tout en assurant la croissance de nos activités, tel qu'en témoigne notre ratio de productivité avant amortissement de 59,7 %, taux qui s'est amélioré durant le trimestre.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 60 millions de dollars ou de 1,6 % pour s'établir à 3 669 millions. Le repli du dollar américain les a réduits de 162 millions ou de 4,3 points de pourcentage. La baisse des salaires et des charges au titre des indemnités de licenciement et des avantages sociaux n'a été qu'en partie neutralisée par la montée de la rémunération liée au rendement, ce qui témoigne de l'amélioration des résultats. De plus, les frais liés aux locaux, ce qui inclut les frais informatiques, et les honoraires professionnels ont eux aussi baissé.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 20,7 % pour le premier semestre du présent exercice.

L'administration Obama aproposé d'imposer une « taxe sur la responsabilité de la crise financière » aux institutions financières américaines dont les actifs dépassent une certaine limite. Selon les propositions annoncées, certains, sinon la totalité, de nos établissements américains pourraient être assujettis à cette taxe. À l'heure actuelle, il est incertain que ces propositions soient entérinées par la loi dans leur forme actuelle ni même qu'elles le seront

Le 1^{er} juillet 2010, une taxe de vente harmonisée sera instaurée en Ontario et en Colombie-Britannique, ce qui augmentera le montant de cette taxe à payer dans ces deux provinces. Il en résultera une hausse des frais de nos établissements canadiens, mais celle-ci ne devrait pas accroître de manière appréciable l'ensemble de nos frais.

Gestion des risques

La faiblesse des taux d'intérêt et les vastes mesures de relance budgétaires continuent d'influer favorablement sur l'environnement de crédit, ce qui stimule la reprise. Par conséquent, la migration négative du crédit ralentit. Les plus grandes menaces demeurent les répercussions que pourrait avoir sur le rythme de la reprise la lenteur de la création d'emplois aux États-Unis et la volatilité des marchés financiers en raison des craintes que suscite l'endettement souverain. Compte tenu de ces incertitudes, les risques demeurent élevés.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances du deuxième trimestre de 2010 ont totalisé 249 millions de dollars ou un résultat annualisé de 59 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, comparativement à 333 millions ou 79 points de base au premier trimestre de 2010 et 372 millions ou 79 points de base au deuxième trimestre de 2009. La diminution des dotations durant le trimestre a résulté surtout de reprises sur les provisions déjà constituées et de la stabilisation de la migration. Sur le plan géographique, les dotations à la provision spécifique au Canada et dans d'autres pays ont été de 126 millions au deuxième trimestre de 2010, contre 143 millions au premier trimestre de 2010 et 127 millions au deuxième trimestre de 2009. Quant à celles constatées aux États-Unis durant ces mêmes périodes, elles se sont établies à 123 millions, à 190 millions et à 245 millions, respectivement.

Aucune dotation à la provision générale n'a été inscrite pour le trimestre à l'étude, le trimestre précédent ou les trois mois correspondants de l'exercice 2009. La baisse de la provision générale au deuxième trimestre de 2010 a découlé des variations des taux de change.

Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation clients en fonction de leur quote-part de telles pertes. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les paragraphes qui suivent indiquent les pertes sur créances par groupe d'exploitation client et en fonction de ses pertes sur créances réelles et non d'après sa quote-part des pertes sur créances prévues. À des fins de comparaison, les pertes sur créances de PE États-Unis et de BMO Marchés des capitaux ont été retraitées afin de rendre compte du transfert, durant le trimestre, du portefeuille de prêts aux entreprises, tel qu'il est décrit dans la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Au deuxième trimestre de 2010, les montants réels des pertes sur créances ont été 205 millions de dollars pour PE Canada, 101 millions pour PE États-Unis et 2 millions pour le groupe Gestion privée. Par contre, un recouvrement de 4 millions a été inscrit par BMO Marchés des capitaux. Les pertes de 205 millions de PE Canada tiennent compte de celles de 55 millions liées aux actifs titrisés qui ont été constatées en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise aux termes de notre mode de présentation des opérations de titrisation et ne sont donc pas incluses dans les dotations à la provision spécifique de BMO, d'un montant de 249 millions.

Au premier trimestre de 2010, les montants réels des pertes sur créances avaient été 190 millions de dollars pour PE Canada (incluant des pertes de 53 millions sur des actifs titrisés inscrites en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise), 131 millions pour PE États-Unis, 5 millions pour le groupe Gestion privée et 60 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Au deuxième trimestre de 2009, les montants réels des pertes sur créances avaient été 167 millions de dollars pour PE Canada (incluant des pertes de 44 millions sur des actifs titrisés inscrites en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise), 146 millions pour PE États-Unis, 2 millions pour le groupe Gestion privée et 101 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'est élevé à 366 millions de dollars pour le trimestre, ce qui est moindre que les 456 millions du trimestre précédent et les 694 millions constatés il y a un an. Les nouveaux prêts douteux aux États-Unis ont encore compté pour plus de la moitié de l'ensemble de ceux de BMO. Les nouveaux prêts douteux ont baissé pour un troisième trimestre d'affilée, ce qui témoigne de l'amélioration du marché du crédit.

Le solde brut des prêts douteux totalisait 3 405 millions à la fin de la période à l'étude, comparativement à 3 134 millions à la fin du premier trimestre et à 2 972 millions à la fin du deuxième trimestre de 2009. Les prêts douteux comprennent des prêts de 437 millions acquis dans le cadre de l'opération mettant en jeu une banque de l'Illinois. Compte non tenu de ces prêts, le solde brut des prêts douteux s'est établi à 2 968 millions, ce qui est moindre que le solde du trimestre précédent. Les prêts douteux découlant de l'acquisition n'ont pas été pris en compte dans les nouveaux prêts douteux indiqués ci-dessus. Aux termes de l'acquisition, la FDIC absorbe 80 % des pertes subies sur les prêts acquis.

La provision totale pour pertes sur créances s'établissait à 1 885 millions de dollars à la fin du trimestre, contre 1 943 millions au trimestre précédent. Aucune provision n'a dû être constituée en lien avec la récente acquisition puisque les prêts ont été acquis et constatés à leur juste valeur marchande. La provision est constituée d'une provision spécifique de 594 millions et d'une provision générale de 1 291 millions. La provision générale vise à couvrir toute perte de valeur du portefeuille de crédit qui ne peut être associée à des prêts précis, et elle est réévaluée chaque trimestre. Les ventes de prêts douteux se sont chiffrées à 5 millions au trimestre à l'étude, à 3 millions au premier trimestre de 2010 et à 55 millions au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure composé de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises et est bien diversifié. Les prêts aux particuliers et les prêts aux entreprises représentaient au total 86,0 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, contre 81,2 % au trimestre précédent et 76,1 % il y a un an. Les prêts garantis constituent environ 87,3 % du portefeuille total de prêts aux particuliers. Exclusion faite des prêts sur cartes de crédit, quelque 89,9 % des prêts aux particuliers sont garantis.

Aux États-Unis, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 15,1 milliards de dollars américains et comprend essentiellement trois grandes catégories d'actifs, soit des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (35 %), des prêts sur valeur domiciliaire (33 %) et des prêts automobiles indirects (28 %). Ce portefeuille demeure soumis aux fortes tensions qu'exercent le nombre élevé, mais plus stable, de situations de défaut et la léthargie du marché de l'habitation. Le marché immobilier commercial des États-Unis continue de s'affaiblir, mais ce, de manière plus modérée. Quelques trimestres devront s'écouler avant que l'offre nettement excédentaire disparaisse, et cette situation continuera de mettre le marché immobilier commercial des États-Unis à rude épreuve tout au long de 2010.

Pour ce qui est de la zone euro, les risques auxquels BMO est exposé en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne relèvent essentiellement de produits de financement du commerce international, de produits de prêts et de produits de négociation d'institutions financières. Dans l'ensemble, les positions l'exposant à des risques dans ces pays sont considérées comme peu élevées puisqu'elles se situent à 260 millions de dollars américains et représentent environ 1 % de son capital total. Les entités de gestion de placements structurés que nous gérons ont une exposition moins grande à l'endettement bancaire dans ces pays.

Le cadre de gestion des risques de liquidité, de financement, de marché et d'assurance de BMO et les principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 82 à 88 du Rapport annuel 2009.

L'ampleur des risques de liquidité et de financement n'a pas varié de façon significative durant le trimestre. Par contre, les investisseurs qui optent pour des titres de financement de gros à terme sont devenus plus prudents à cause des craintes nourries à l'égard de l'endettement souverain en Europe. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion de ces risques nous procure une situation de trésorerie des plus saines. À la fin du trimestre, le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total était de 35,8 % et les dépôts des clients et le capital représentaient 107,3 % du total des prêts, ayant augmenté de 1,9 % et de 0,7 %, respectivement, depuis le premier trimestre de 2010. Notre vaste base de dépôts de clients ainsi que notre situation des plus solides en matière de capital réduisent nos besoins en financement de gros.

Au cours du premier trimestre de 2010, des organismes de réglementation à l'échelle internationale ont publié, à des fins de consultation, des propositions sur la liquidité qui, si elles sont adoptées dans leur forme actuelle, se traduiront par une hausse des coûts de gestion des risques de liquidité et de financement. Au cours du deuxième trimestre, BMO et d'autres banques canadiennes ont transmis au BSIF les informations demandées

afin que ces organismes de réglementation puissent évaluer les conséquences de leurs propositions. Nous prévoyons que ceux-ci feront connaître leurs exigences finales et le plan de transition connexe plus tard au cours de l'exercice.

Les réductions des positions en actions ainsi que la diminution du risque de taux d'intérêt, inscrit selon la comptabilité d'exercice, constituent les principaux facteurs à l'origine de la baisse, d'un trimestre à l'autre, des expositions au risque lié à la valeur de marché de nos activités de négociation et de prise ferme. Nous n'avons apporté aucune modification importante à nos méthodes de gestion du risque inhérent à nos activités de négociation et de prise ferme durant le trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel de marché lié au revenu net a diminué depuis la fin de l'exercice, et ce, en grande partie à cause d'un recalibrage du modèle. Les hausses des taux d'intérêt ont généré une augmentation de l'avantage découlant de ce risque durant le trimestre en raison principalement des renouvellements saisonniers des dépôts à terme.

De plus, aucun changement d'envergure n'a été apporté, durant le trimestre, à nos pratiques de gestion du risque ou des degrés de risque de nos activités d'assurance. Ces activités sont exposées essentiellement au risque de taux d'intérêt. Nos activités de réassurance couvrent également les pertes de biens causées par des catastrophes naturelles. La perte maximale dans tout exercice est plafonnée à moins de 75 millions de dollars.

Cette section sur la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	T1-2010	T2-2009	Cumul 2010	Cumul 2009
Nouvelles dotations à la provision spécifique Reprises sur provisions établies précédemment Recouvrement de prêts radiés précédemment	358 (69) (40)	401 (23) (45)	419 (15) (32)	759 (92) (85)	902 (34) (68)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances Hausse de la provision générale	249 -	333	372 -	582 -	800
Dotation à la provision pour pertes sur créances	249	333	372	582	800
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée) Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,59 % 0,59 %	0,79 % 0,79 %	0,79 % 0,79 %		0,85 % 0,85 %
Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)					
SBPAD au début de la période Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux 1) Réduction des prêts et acceptations douteux 2) Radiations	3 134 803 (242) (290)	3 297 456 (265) (354)	2 666 694 (97) (291)	3 297 1 259 (507) (644)	2 387 1 406 (39) (782)
SBPAD à la fin de la période	3 405	3 134	2 972	3 405	2 972
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (compte non tenu des acquisitions) SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (compte tenu des acquisitions) SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances (compte non tenu des acquisitions) SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances (compte tenu	1,73 % 1,98 % 12,50 %	1,83 % 1,83 % 13,11 %	1,64 % 1,64 % 12,95 %	1,98 % 12,50 %	1,64 % 1,64 % 12,95 %
des acquisitions)	14,34 %	13,11 %	12,95 %	14,34 %	12,95 %

¹⁾ Les transferts du T2-2010 comprennent des prêts douteux de 437 millions de dollars provenant d'une acquisition récente dont la EDIC absorbe 80 % des pertes

²⁾ Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisées dans les nouveaux prêts douteux (T2-2010 : 204 millions de dollars; T1-2010 : 193 millions de dollars; T2-2009 : 150 millions de dollars).

	Pour l		31 janvier 2010	31 octobre 2009		
(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(0,2)	(0,4)	(0,8)	(0,2)	(0,4)	(0,7)
Risque lié aux actions	(5,3)	(5,5)	(11,0)	(4,1)	(8,0)	(10,2)
Risque lié au change	(3,4)	(5,5)	(8,8)	(2,6)	(6,9)	(0,8)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché) 1)	(11,0)	(11,1)	(13,2)	(8,3)	(8,7)	(18,4)
Diversification	7,5	8,8	n.s.	n.s.	8,8	11,4
Risque global	(12,4)	(13,7)	(17,5)	(11,3)	(15,2)	(18,7)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(4,9)	(5,5)	(6,5)	(4,6)	(6,4)	(7,3)
Risque lié à l'émetteur	(3,4)	(2,3)	(3,4)	(1,6)	(2,1)	(1,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(20,7)	(21,5)	(25,0)	(17,8)	(23,7)	(27,9)

n.s. - non significatif

Exposition du portefeuille structurel inscrit au bilan à la valeur de marché et volatilité du revenu net (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens)	30 avril	31 janvier	31 octobre
	2010	2010	2009
Exposition à la valeur de marché (avant impôts)	(560,2)	(575,8)	(543,2)
Volatilité du revenu net sur 12 mois (après impôts)	(54,2)	(41,2)	(69,0)

^{*} Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur au cours des 12 mois à venir économique (avant impôts) (après impôts)								
	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009			
Hausse de 100 points de base	(381,6)	(372,2)	(353,2)	32,9	13,5	11,0			
Baisse de 100 points de base	309,0	250,2	254,2	3,1	11,9	(75,6)			
Hausse de 200 points de base	(816,1)	(814,1)	(779,2)	29,6	(3,5)	(10,6)			
Baisse de 200 points de base	550,7	437,0	392,8	(6,5)	15,4	(62,9)			

Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO ainsi que les charges d'impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons le rendement des groupes d'exploitation et présentons leurs résultats ainsi que les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est accrue de 189 millions de dollars depuis le deuxième trimestre de 2009 et de 30 millions depuis le premier trimestre de 2010, pour s'établir à 207 millions. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude a été de 21,4 %, comparativement à 4,4 % au deuxième trimestre de 2009 et à 20,8 % au premier trimestre de 2010. En cumul annuel, la charge d'impôts sur les bénéfices a, en 2010, augmenté de 437 millions et s'est établie à 384 millions, ce qui représente un taux d'imposition de 21,1 %. En comparaison, pour la même période de l'exercice précédent, un recouvrement de 53 millions avait été inscrit, donnant ainsi lieu à un taux de recouvrement de 9,4 %.

La hausse du taux d'imposition effectif d'un exercice à l'autre a découlé essentiellement de la proportion moins élevée du revenu dégagé dans les territoires où les taux sont plus bas et du montant relativement plus faible de celui exonéré d'impôts.

BMO couvre le risque de change qui découle de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte découlant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé découlant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur les bénéfices durant la période en cours, ce qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge ou l'économie d'impôts qui découle d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture des investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné une charge d'impôts sur les bénéfices imputée aux capitaux propres de 181 millions de dollars pour le trimestre et de 220 millions depuis le début de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Concibilità du royony not

^{*} Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

¹⁾ Les mesures excluent les titres transférés dans le portefeuille de titres disponibles à la vente.

^{**} Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une augmentation de 82 millions de dollars du revenu net après impôts et à une augmentation de 240 millions de la valeur économique avant impôts (80 millions et 239 millions de dollars, respectivement, au 31 janvier 2010) pour les activités d'assurance de BMO, y compris BMO Société d'assurance-vie (les activités acquises de La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt donne lieu à une diminution de 68 millions de dollars du revenu net après impôts et à une diminution de 237 millions de la valeur économique avant impôts (66 millions et 245 millions de dollars, respectivement, au 31 janvier 2010). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	T1-2010	T4-2009	T3-2009	T2-2009	T1-2009	T4-2008	T3-2008
Revenu total	3 049	3 025	2 989	2 978	2 655	2 442	2 813	2 746
Dotation à la provision pour pertes sur créances - spécifique	249	333	386	357	372	428	315	434
Dotation à la provision pour pertes sur créances - générale	-	-	-	60	-	-	150	50
Frais autres que d'intérêts	1 830	1 839	1 779	1 873	1 888	1 841	1 818	1 782
Revenu net	745	657	647	557	358	225	560	521
Résultat de base par action (en dollars)	1,27	1,12	1,12	0,97	0,61	0,39	1,06	1,00
Résultat dilué par action (en dollars)	1,26	1,12	1,11	0,97	0,61	0,39	1,06	0,98
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,88	1,85	1,73	1,74	1,55	1,51	1,71	1,58
Taux d'imposition effectif (%)	21,4	20,8	19,2	16,4	4,4	(41,0)	(9,2)	(12,2)
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,03	1,06	1,08	1,11	1,24	1,23	1,11	1,01
Revenu net :								
PE Canada	396	403	398	362	340	315	297	297
PE États-Unis	46	51	51	58	81	96	48	65
Services bancaires Particuliers et entreprises	442	454	449	420	421	411	345	362
Groupe Gestion privée	118	113	106	113	72	68	77	119
BMO Marchés des capitaux	259	214	260	310	188	115	255	227
Services d'entreprise, y compris T&O	(74)	(124)	(168)	(286)	(323)	(369)	(117)	(187)
BMO Groupe financier	745	657	647	557	358	225	560	521

Les tendances trimestrielles du revenu net de BMO sont examinées en détail aux pages 93 et 94 du Rapport annuel 2009. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats obtenus du troisième trimestre de 2008 au deuxième trimestre de 2010, inclusivement.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons repéré des moyennes entreprises américaines clientes et qui pouvaient bénéficier d'un modèle de services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'incidence de ce transfert et le mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

Des éléments notables ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés de capitaux en 2008 ainsi qu'en 2009. Les résultats de la période allant du troisième trimestre de 2008 au quatrième trimestre de 2009, inclusivement, tenaient compte de charges liées à la détérioration des marchés financiers, charges qui ont été peu importantes dans la dernière moitié de 2009. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont été excellents en 2009 puisque les conditions de négociation étaient alors très bonnes. Au cours du premier trimestre de 2010, une volatilité moins prononcée et le repli des marges ont affaibli les revenus de négociation, mais les activités de banque d'investissement se sont intensifiées. Les résultats des activités de négociation se sont améliorés au deuxième trimestre de 2010 et, dans l'ensemble, les résultats ont été meilleurs, et ce, même si les activités de banque d'investissement ont ralenti.

PE Canada a continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2009, et la part de marché de plusieurs de ses unités clés s'est accrue. Au cours de la première moitié de 2010, PE Canada a encore affiché un bon rendement, ayant enregistré de fortes hausses des revenus tirés de la plupart de ses produits et haussé sa marge nette d'intérêts. Les résultats reflètent également l'acquisition, au premier trimestre de 2010, de la franchise de Diners Club.

PE États-Unis évolue dans un contexte économique difficile depuis 2007, et l'incidence des prêts douteux, laquelle diminue les revenus et augmente les frais, a pesé de plus en plus lourd sur ses résultats en 2009 et en 2010. Le contexte économique actuel a également entraîné une baisse du recours à des prêts. Les résultats que PE États-Unis a enregistrés au quatrième trimestre de 2008 ont été affaiblis par la phase finale de l'intégration des acquisitions au Wisconsin.

Les résultats du groupe Gestion privée témoignent d'une baisse du revenu net au quatrième trimestre de 2008, période où la croissance des revenus a ralenti à cause de la baisse des actifs sous gestion et sous administration qu'a engendrée une conjoncture fort difficile. Les niveaux de ces actifs étaient demeurés faibles dans la première moitié de 2009, mais se sont quelque peu redressés dans les six derniers mois de cet exercice ainsi que dans la première moitié de 2010 grâce au raffermissement des marchés boursiers. Les charges associées aux mesures prises pour aider certains de nos clients des États-Unis à composer avec la dérive des marchés financiers ont affaibli les résultats du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009. Depuis le deuxième trimestre de 2009, les résultats tiennent compte de ceux de BMO Société d'assurancevie.

Les résultats des Services d'entreprise se sont améliorés dans la première moitié de 2009 en raison de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les résultats des neuf premiers mois de 2009 ont été touchés par le recul des revenus à cause de l'incidence des variations des taux du marché sur certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs, cette incidence ayant diminué au fil du temps en raison des mesures instaurées par la direction et de conditions de marché plus stables. Les résultats ont également été touchés par des charges de 118 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement au deuxième trimestre de 2009.

Le dollar américain s'est déprécié dans la seconde moitié de 2009 ainsi que dans les six premiers mois de l'exercice 2010. Un dollar américain plus faible diminue les valeurs, après conversion, des revenus et des frais de BMO qui sont libellés dans cette devise.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 390,2 milliards de dollars, a augmenté de 1,7 milliard depuis le 31 octobre 2009. La dépréciation du dollar américain a réduit de 6,0 milliards, après conversion, les actifs libellés en dollars américains. L'accroissement de 1,7 milliard reflète essentiellement la hausse des valeurs mobilières (12,6 milliards), de la trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques (3,1 milliards), du montant net des prêts et acceptations (1,9 milliard) et des autres actifs (1,5 milliard). Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul des actifs dérivés (6,4 milliards) et des titres pris en pension ou empruntés (11,0 milliards).

La hausse de 12,6 milliards de dollars des valeurs mobilières a découlé essentiellement d'une augmentation de 11,9 milliards des titres détenus à des fins de négociation et de 0,6 milliard de ceux disponibles à la vente. L'augmentation des titres détenus à des fins de négociation traduit l'intensification des activités ayant trait à l'émission de billets liés à des titres de participation, à des swaps sur rendement total et à des occasions dans l'ensemble du marché, ce qui a accru les positions en titres, garantis ou non, qu'ont émis des administrations publiques.

L'accroissement de 3,1 milliards de dollars de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques est imputable à l'essor des dépôts à vue provenant de grandes entreprises clientes. Ces dépôts sont investis à court terme auprès de la Réserve fédérale des États-Unis. De plus, les soldes d'encaisse ont augmenté parce que les besoins en financement ont encore baissé, et ce, plus particulièrement dans le cas du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La progression de 1,9 milliard de dollars du montant net des prêts et acceptations a découlé d'une hausse de 1,1 milliard des prêts hypothécaires à l'habitation par suite des remboursements de prêts hypothécaires titrisés qui n'ont pas été remplacés par de nouvelles titrisations et d'une augmentation de 2,7 milliards des prêts à tempérament consentis aux particuliers et autres prêts personnels, ce qui a résulté surtout de l'essor des prêts sur valeur domiciliaire. La montée des prêts indiqués ci-dessus a été contrebalancée en partie par une baisse de 1,9 milliard des prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques, baisse essentiellement imputable au fait que les prêts à de grandes entreprises du Canada et des États-Unis ont baissé. Cette clientèle a utilisé le produit d'émissions d'obligations à rendement élevé pour rembourser sa dette bancaire et la morosité continue de l'économie a comprimé la demande de prêts. L'opération mettant en jeu une banque située à Rockford, en Illinois, au cours du trimestre a ajouté 1,5 milliard aux prêts. L'acquisition, au premier trimestre, des soldes de cartes de crédit des particuliers et des entreprises de Diners Club a accru de 0,4 milliard les prêts sur cartes de crédit et de 0,6 milliard ceux aux entreprises et aux administrations publiques.

La diminution de 6,4 milliards de dollars des actifs financiers dérivés provient essentiellement de réductions liées aux contrats sur taux d'intérêt et sur crédit, ce qui a été partiellement neutralisé par une hausse associée aux contrats de change. Une réduction comparable a été observée pour les passifs financiers dérivés.

Le repli de 11,0 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés s'explique par des activités de négociation moins soutenues. La diminution des activités a résulté de positions en titres plus importantes, tel qu'il est décrit ci-dessus, ce qui a réduit la nécessité d'obtenir des titres à des fins de garantie par voie de ceux pris en pension ou empruntés.

Le passif et les capitaux propres se sont accrus de 1,7 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2009. Le recul du dollar américain a réduit de 6,0 milliards, après conversion, les passifs libellés dans cette monnaie. La hausse de 1,7 milliard reflète surtout l'accroissement des dépôts (3,1 milliards), des titres vendus à découvert (4,4 milliards), des passifs divers (0,3 milliard) et des capitaux propres (0,3 milliard), ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution de 5,2 milliards des passifs financiers dérivés, de 0,6 milliard des acceptations et de 0,6 milliard de la dette subordonnée.

Les dépôts des particuliers, qui représentent 42 % ou 99,6 milliards de dollars du total des dépôts, ont augmenté de 0,2 milliard et tiennent compte des 2,2 milliards découlant de l'opération mettant en jeu une banque de l'Illinois. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui constituent 48 % ou 115,3 milliards du total des dépôts, se sont accrus de 1,5 milliard, montant dont une tranche importante est liée à des dépôts à terme qui ont servi à financer la hausse des titres. Les dépôts des banques, qui forment les 10 % restants ou 24,4 milliards du total des dépôts, ont monté de 1,4 milliard.

La hausse nette des titres vendus à découvert est attribuable à l'intensification des activités de négociation pour le compte de clients en raison des occasions que recelaient les marchés.

La diminution de la dette subordonnée est le résultat du remboursement de la totalité de nos billets à moyen terme, série C, tranche 1 à 4,0 % au cours du premier trimestre.

L'accroissement de 0,3 milliard de dollars des capitaux propres reflète principalement l'augmentation des bénéfices non répartis et l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de notre programme de réinvestissement des dividendes ainsi que l'exercice d'options sur actions, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des pertes faisant partie du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont présentées dans le tableau 20 figurant à la page 106 du Rapport annuel 2009. Aucun changement important dans les obligations contractuelles n'est survenu hors du cours normal des activités.

Gestion du capital

Au 30 avril 2010, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établissait à 13,27 %, le capital de première catégorie se situant à 21,1 milliards de dollars et l'actif pondéré en fonction des risques, à 159,1 milliards. Ce ratio demeure solide et a augmenté de 103 points de base en regard de 12,24 % au 31 octobre 2009, ce qui a découlé surtout de la progression du capital et de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence de l'acquisition, annoncée en avril, de certains actifs et passifs d'une banque située à Rockford, en Illinois. Notre excellente situation en matière de capital nous procure une marge de manœuvre dans l'exécution de nos stratégies visant la croissance et nous permettra de nous conformer aux changements réglementaires qui pourraient être apportés et d'adopter les Normes internationales d'information financière (IFRS) dans les années à venir (voir la section Changements comptables pour d'autres détails concernant l'adoption des IFRS). En décembre 2009, des organismes de

réglementation à l'échelle internationale ont publié un document de consultation qui, s'il est adopté dans sa forme actuelle, viendra resserrer les exigences concernant le capital des banques. BMO a fourni au BSIF les renseignements demandés afin que ces organismes puissent évaluer les répercussions de leurs propositions. Il est prévu que ces organismes fixeront leurs exigences finales et le plan de transition connexe plus tard dans le présent exercice.

La progression de 658 millions de dollars du capital de première catégorie depuis le 31 octobre 2009 est essentiellement attribuable à la hausse des bénéfices non répartis ainsi qu'à l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et à l'exercice d'options sur actions. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de l'écart d'acquisition découlant de l'opération mettant en jeu une banque de l'Illinois.

L'actif pondéré en fonction des risques a baissé de 8,1 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2009 en raison surtout des conséquences de la dépréciation du dollar américain, de la contraction des volumes de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et de la diminution des positions de titrisation, ce qui a été atténué par la hausse des prêts à la clientèle de détail.

Le ratio du capital total de BMO s'établissait à 15,69 % au 30 avril 2010. Ce ratio a augmenté de 82 points de base par rapport à 14,87 % au 31 octobre 2009. Le capital total a monté de 109 millions de dollars pour s'établir à 25,0 milliards à cause surtout de l'augmentation du capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus, ce qui a été atténué par le remboursement de 500 millions sur la dette subordonnée en janvier. Notre ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques a été de 9,80 %, ayant progressé de 59 points de base par rapport à 9,21 % à la fin de l'exercice 2009.

Le 3 mai 2010, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 30 juin 2010, la totalité des 350 millions de dollars de titres de la Fiducie de capital – série A en circulation (appelés BOaTS BMO), lesquels font partie des instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie. Au cours du trimestre, 4 717 000 actions ont, tel qu'il est précisé ci-dessus, été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Au cours de ces trois mois, nous n'avons racheté aucune action ordinaire de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires.

Le 26 mai 2010, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalant à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Ce dividende doit être versé le 26 août 2010 aux actionnaires inscrits le 2 août 2010. Les détenteurs d'actions ordinaires qui choisiront de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO obtiendront, au lieu de recevoir une somme en espèces, un escompte de 2 % sur le prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

La présente section sur la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et actif pondéré en fonction d	les risques	
(en millions de dollars canadiens)	T2-2010	T4-2009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Actions privilégiées à dividende non cumulatif	17 824 2 571	17 132 2 571
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 891 23	2 907 26
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires Cumul des pertes nettes non réalisées après impôts sur titres	(1 609)	(1 569)
de participation disponibles à la vente	-	(2)
Capital net de première catégorie Déductions liées à la titrisation Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée Investissements importants	21 700 (168) (18) (394)	21 065 (168) (61) (374)
Capital de première catégorie rajusté	21 120	20 462
Dette subordonnée Billets de fíducie secondaires Cumul des gains nets non réalisés après impôts sur titres de	3 682 800	4 236 800
participation disponibles à la vente Provision générale pour pertes sur créances admissibles	11 303	- 296
Total du capital de deuxième catégorie Déductions liées à la titrisation Perte prévue excédant la provision - Approche NI avancée Investissements importants/placements dans des filiales du	4 796 (22) (18)	5 332 (7) (60)
secteur de l'assurance	(908)	(868)
Capital de deuxième catégorie rajusté	3 848	4 397
Capital total	24 968	24 859
Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)	T2-2010	T4-2009
Risque de crédit	134 217	143 098
Risque de marché	6 192	6 578
Risque opérationnel	18 707	17 525
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	159 116	167 201

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 19 mai 2010		ombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires		560 128 000
Actions privilégiées de catégorie B		
Série 5		200 000 000 \$
Série 13		350 000 000 \$
Série 14		250 000 000 \$
Série 15		250 000 000 \$
Série 16		300 000 000 \$
Série 18		150 000 000 \$
Série 21		275 000 000 \$
Série 23		400 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires		
Actions privilégiées de catégorie B 1)		
Série 10	\$US	300 000 000 \$
Options sur actions		
- droits acquis		8 961 000
– droits non acquis		7 721 000

¹⁾ Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires à des dates précises sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant quatre jours avant la date de l'échange. La note 21 afférente aux états financiers vérifiés, aux pages 144 et 145 du Rapport annuel 2009, traîte en détail du capital-actions.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, comme étant des « dividendes admissibles ».

Cotes de crédit

Les cotes de crédit de la dette de premier rang de BMO sont demeurées inchangées durant le trimestre, et des perspectives stables y sont rattachées. Les quatre cotes sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa2 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons certains services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées qui sont attribuées aux administrateurs ainsi que les contrats de prêt à taux réduit conclus avec les dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 156 de notre Rapport annuel 2009.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables, lesquels sont décrits à la page 70 de notre Rapport annuel 2009 et aux notes 4 et 6 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. La section qui porte sur les instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants de nos arrangements hors bilan au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes à nos états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2009 renferment un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2009 contient, aux pages 71 à 73, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

Instruments financiers désignés

Les pages 65 à 69 du Rapport annuel 2009 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur certains instruments financiers qui, à compter de 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Nos prêts aux particuliers, incluant notre exposition restreinte aux prêts hypothécaires à haut risque et aux prêts hypothécaires Alt-A de premier rang, sont décrits dans notre Rapport annuel. Bien que nos prêts hypothécaires en souffrance aux États-Unis aient augmenté, leur évolution a été négligeable par rapport à l'ensemble de nos actifs et le risque que posent ces prêts n'est que

légèrement supérieur à ce qu'il était au 31 octobre 2009 et au 31 janvier 2010.

Au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, il ne s'est produit aucun changement majeur dans notre exposition aux prêts à levier financier, aux assureurs spécialisés, aux sociétés d'instruments dérivés de crédit ainsi qu'à d'autres instruments financiers précis, dont les titres garantis par des créances, ni dans le degré de risque qui y est associé.

Le Rapport annuel et la note 4 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints donnent des détails sur notre exposition aux entités de titrisation soutenues par BMO, dont des entités de titrisation de la Banque, des entités de titrisation canadiennes des clients, une entité de titrisation américaine des clients et une entité canadienne de protection de crédit. On y trouve également des renseignements sur notre exposition à deux entités de gestion de placements structurés que nous gérons. Exception faite de ce qui est décrit ci-dessous, il ne s'est produit, au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, aucun changement majeur dans notre exposition à ces entités ni dans le degré de risque auquel elles nous exposent.

BMO a fourni à l'entité de titrisation américaine des clients des facilités de soutien de trésorerie, facilités sur lesquelles aucun montant n'a été prélevé et qui totalisent 4,3 milliards de dollars américains (5,7 milliards de dollars américains au 31 octobre 2009). Au cours du premier et du deuxième trimestres de 2010, BMO a, conformément aux modalités des facilités de soutien de trésorerie, financé directement six comptes d'entreprise de cette entité, comptes dont la qualité du crédit était moins bonne et représentant une exposition de 304 millions de dollars américains. Lorsque BMO finance directement un compte, les facilités de soutien de trésorerie qu'elle a accordées sont réduites en conséquence.

Comme prévu, le montant prélevé sur les facilités de soutien de trésorerie pour les entités de gestion de placements structurés a continué de baisser à cause des ventes et des échéances d'actifs.

Changements comptables

Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le 1^{er} novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme référentiel pour la préparation de nos états financiers consolidés. Nous présenterons nos résultats financiers du trimestre se terminant le 31 janvier 2012 conformément aux IFRS. Nous fournirons également des données comparatives établies selon les IFRS, dont un bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2010.

Plan de transition aux IFRS et état d'avancement

Pour satisfaire aux exigences relatives au passage aux IFRS, nous avons élaboré un projet à l'échelle de l'organisation et formé un comité de direction. Notre plan de transition comporte trois étapes, soit l'examen et l'évaluation diagnostiques servant à définir les différences potentielles entre les IFRS et les conventions actuelles, la mise en œuvre des IFRS et la formation, ce qui signifie notamment confirmer les différences réelles entre ces normes et celles actuellement en vigueur, et la réalisation de tous les changements d'intégration relativement aux différences cernées.

Étape I : Examen et évaluation diagnostiques

Le principal objectif de l'étape I était une analyse exhaustive des exigences des IFRS en vue de leur comparaison avec les conventions comptables que suit la Banque afin d'établir les différences éventuelles. Cette analyse a permis de délimiter l'étendue des travaux requis et d'élaborer un plan de mise en œuvre détaillé, dont l'échéancier des travaux et les besoins en ressources.

État d'avancement

Un plan de mise en œuvre détaillé a été conçu et approuvé en 2009 par le comité de direction de la transition aux IFRS. Les différences potentielles entre les IFRS et les conventions comptables que suit actuellement la Banque ont toutes été consignées.

Étape II : Mise en œuvre et formation

Les principales composantes de l'étape II englobent la confirmation des différences entre les IFRS et les conventions actuelles, la sélection des conventions autorisées par les IFRS, la définition et l'instauration des changements requis aux procédés existants de présentation de l'information financière et de collecte des données ainsi que les changements technologiques, l'évaluation des conséquences pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière et sa présentation, la conception et la mise en œuvre d'une solution informatique permettant de faire un suivi et d'enregistrer les renseignements financiers établis selon les IFRS au cours de l'exercice 2011 et à des fins de comparaison, la mise au point et la conduite de programmes internes de formation et de sensibilisation afin d'assurer le degré requis de compétences et de gouvernance en matière de présentation de l'information financière. Les activités de l'étape II devraient être parachevées en quasi-totalité au cours du premier trimestre de 2011.

État d'avancement

 $\underline{\text{Confirmation des différences r\'eelles et exigences en matière de mise}}_{\underline{\text{en œuvre}}}$

Les activités de mise en œuvre ont été réparties en champs de travaux (25 au total). Nous avons pour ainsi dire terminé sept d'entre eux, soit ceux portant sur les immobilisations corporelles, les contrats de location, la rémunération à base d'actions, les actifs incorporels, la constatation des revenus, la conversion des devises et le résultat par action. Ces travaux n'ont révélé aucune différence majeure par rapport aux méthodes comptables qu'emploie actuellement BMO. Des détails sur le déroulement des champs de travaux associés aux principaux changements comptables sont donnés ci-après.

Selon le plan de transition, tous les champs de travaux devraient être parachevés en quasi-totalité d'ici le premier trimestre de 2011. Nous continuons cependant de surveiller de près les travaux de l'IASB sur les changements aux IFRS existantes et d'ajuster notre plan en fonction de ceux-ci. Le Rapport annuel 2009 contient, à la page 73, des informations sur les projets de l'IASB concernant des modifications futures aux IFRS existantes, dont certaines porteront sur des questions qui, le jugeons-nous, pourraient nécessiter des changements comptables. Les lecteurs sont priés de prendre connaissance de ces informations.

Établissement des différences entre les conventions comptables que suit actuellement la Banque et celles requises par les IFRS

D'après notre analyse à ce jour, les principaux changements comptables attribuables à l'adoption des IFRS toucheront la titrisation d'actifs, la consolidation ainsi que les prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs. Les IFRS qui portent sur ces questions diffèrent des conventions comptables actuelles de BMO, ce qui devrait sans doute avoir des répercussions sur le bilan et l'état des résultats de la Banque. Ces répercussions se manifesteront également au niveau de nos ratios de capital. Le BSIF a publié un avis concernant les IFRS qui permet l'instauration graduelle, en cinq trimestres, du rajustement des bénéfices non répartis découlant de la première application de certaines IFRS aux fins du calcul de divers ratios du capital. Une dispense transitoire eu égard à l'incidence sur le ratio actif au capital sera également offerte et permettra d'ignorer l'incidence de la constatation au bilan de tout prêt hypothécaire vendu aux termes de programmes de la SCHL jusqu'au 31 mars 2010 et qui, selon les conventions actuelles, n'est pas inscrit au bilan de la Banque.

Titrisation d'actifs

Les critères de décomptabilisation de l'IFRS qui porte sur les instruments financiers (IAS 39) pourraient exiger la présentation, au bilan, de prêts vendus à des entités ou à des fiducies (entités de titrisation) hors bilan. Actuellement, nous retirons du bilan des prêts qui sont considérés comme vendus aux fins comptables et constatons dans les revenus de titrisation les gains s'y rapportant au moment de la vente. Tout prêt vendu à une entité ou une fiducie hors bilan devant être constaté au bilan selon les IFRS donnera lieu à une hausse de l'actif et du passif figurant dans cet état et pourrait diminuer les bénéfices non répartis en raison de la contrepassation du gain sur la vente déjà porté aux résultats. Toute incidence sur nos ratios de capital serait atténuée par la dispense transitoire décrite dans l'avis du BSIF au sujet des IFRS.

Nous avions prévu que les nouvelles exigences comptables relativement à la titrisation d'actifs seraient en vigueur au moment de notre transition aux IFRS et avions procédé à notre analyse en tenant compte de ces exigences. Cependant, par suite de changements au plan de travail de l'IASB, nous effectuons notre analyse en nous appuyant sur les exigences des IFRS existantes et prévoyons la parachever au cours des troisième et quatrième trimestres de 2010.

Consolidation

Les exigences de l'IFRS qui porte sur les états financiers consolidés et individuels (IAS 27) pourraient influer sur la comptabilisation de certaines entités à détenteurs de droits variables (EDDV) que la Banque soutient. Aux termes des IFRS, une entité doit consolider une EDDV lorsqu'il est présumé qu'elle la contrôle, selon les critères énoncés dans l'IAS 27. Actuellement, nous consolidons les EDDV si, en raison de nos investissements dans celles-ci ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de devoir assumer la majorité de leurs pertes prévues ou avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, ou les deux. Nous sommes actuellement en voie d'analyser toutes nos EDDV afin d'établir s'il nous faudra les consolider aux termes des IFRS. Si nous concluons qu'une telle consolidation est nécessaire, cela augmentera l'actif et le passif et pourrait entraîner une baisse des bénéfices non répartis. Les conséquences sur nos ratios de capital seraient atténuées par la dispense transitoire énoncée dans l'avis du BSIF. Nous nous attendions à ce que les nouvelles exigences comptables relatives à la consolidation soient en vigueur au moment de la transition aux IFRS et procédions à une analyse en tenant compte de ces exigences. Cependant, par suite de changements au plan de travail de l'IASB, nous effectuons notre analyse en nous appuyant sur les exigences des IFRS existantes et prévoyons la parachever au cours des troisième et quatrième trimestres de 2010.

options pour la comptabilisation des gains ou pertes non réalisés et liés aux marchés sur les actifs des caisses de retraite et l'incidence des changements de taux d'actualisation sur les obligations aux termes des régimes de retraite. Nous pouvons comptabiliser ces gains et pertes directement dans les capitaux propres ou reporter ces montants dans notre bilan et amortir ceux qui représentent plus de 10 % des soldes de nos actifs ou de nos passifs au titre des prestations par voie d'imputations à la charge de retraite, et ce, sur une période d'environ 12 ans (comme nous le faisons actuellement). Quel que soit le traitement choisi, nous constaterions, dans cette charge, le coût des prestations constituées durant l'exercice ainsi que les intérêts débiteurs de l'obligation, déduction faite du rendement prévu des actifs. Au moment de la transition aux IFRS, nous devrons soit recalculer la charge depuis l'entrée en vigueur des régimes comme si nous avions toujours appliqué l'IAS 19, soit prendre tout gain ou perte non réalisé en date du 1^{er} novembre 2010 et l'inscrire directement dans les bénéfices non répartis. Nous prévoyons décider de ce que

nous ferons au premier trimestre de 2011. Si nous choisissons

d'imputer aux bénéfices non répartis tout gain ou perte non

réalisé, le rajustement requis sera établi en fonction de

l'évaluation actuarielle au 1^{er} novembre 2010. La dispense

Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

L'IFRS qui porte sur les avantages sociaux (IAS 19) offre deux

transitoire accordée aux termes de l'avis du BSIF concernant les IFRS atténuerait les répercussions pour nos ratios de capital.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière et présentation Nous avons déterminé que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière et nos contrôles et procédures de communication de l'information ne seront pour ainsi dire pas touchés par le passage aux IFRS. Les répercussions se limiteront essentiellement à la mise au point de contrôles internes pour le suivi et la communication de l'information selon les IFRS pour l'exercice de comparaison, aux changements éventuels au traitement comptable des EDDV et des prêts titrisés de la Banque et à la présentation de certains renseignement supplémentaires dans les notes afférentes aux états financiers. Les changements requis seront définis au cours de la troisième et dernière étape de la transition, laquelle débutera au premier trimestre de 2011.

Activités commerciales

Au fil de nos activités de mise en œuvre, nous évaluons constamment si la transition aux IFRS influera sur nos activités commerciales. Jusqu'à présent, nous n'avons cerné aucune conséquence importante que pourrait avoir l'adoption des IFRS sur nos activités commerciales.

Technologies de l'information

Nous avons terminé l'évaluation détaillée de notre architecture technologique relative à l'information financière et avons conclu qu'aucun changement important ne sera nécessaire en raison de notre transition aux IFRS. Nous avons mis au point une solution technologique, à savoir un outil servant à la présentation de données correspondantes, qui nous permettra de faire un suivi des informations financières selon les IFRS durant l'exercice de comparaison. Cet outil n'exigera aucune modification importante à nos systèmes de présentation des informations financières et fait actuellement l'objet d'une mise à l'essai. Il sera opérationnel d'ici le premier trimestre de 2011. Les rajustements liés aux IFRS pour l'exercice de comparaison 2011 seront apportés à nos principaux systèmes financiers au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2012.

Compétences et gouvernance en matière de présentation des informations financières

Un programme interne de formation sur les IFRS a été mis de l'avant en 2009 afin d'assurer que notre personnel aura les compétences requises lorsque nous commencerons à présenter des renseignements selon les IFRS et qu'une structure de gouvernance sera en place. En 2009, des séances de formation technique détaillée ayant trait aux résultats des travaux de l'étape I ont été tenues à l'intention de tous les membres des services de la comptabilité et des finances ainsi que de certains autres groupes fonctionnels dans l'entreprise qui pourraient être touchés par la transition aux IFRS. Des séances de mise à jour technique destinées à ces groupes ont débuté au deuxième trimestre de 2010 et se poursuivront au cours des troisième et quatrième trimestres. Des séances de formation trimestrielles portant sur des sujets précis relevant des IFRS ont été tenues à l'intention du Comité de vérification de la Banque en 2009 et d'autres auront lieu tout au long de 2010.

Étape III : Réalisation des changements d'intégration

Nous sommes en voie d'élaborer le plan détaillé de la troisième et dernière étape de la transition, à savoir la réalisation de tous les changements d'intégration, laquelle devrait débuter en 2011. Ce plan englobera l'élaboration des contrôles et procédures nécessaires au retraitement du bilan d'ouverture de 2011 et des résultats financiers selon les IFRS en vue de la conversion à ces normes à l'exercice 2012, le choix définitif des options qu'autorisent les IFRS, notamment la possibilité de ne pas

appliquer certaines IFRS de manière rétroactive, et l'élaboration de plans de communication avec nos parties prenantes internes et externes.

Quantification des principales répercussions

Puisque nous prévoyons avoir réalisé la majeure partie des activités de nos champs de travaux d'ici le quatrième trimestre de 2010, nous pensons quantifier certaines répercussions de l'adoption des IFRS existantes dans notre Rapport annuel 2010.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2010

Etat sommane des resultats et statisti			T2-2010					Cumul 201	0	
(en millions de dollars canadiens, sauf indication	Services bancaires			Services d'entreprise, y compris	Total	Services bancaires		d	Services 'entreprise, y compris	Total
contraire)	PE	Groupe GP	BMO MC	T&0	ВМО	PE	Groupe GP	BMO MC	T&0	ВМО
Revenu net d'intérêts (bic) 1) Revenu autre que d'intérêts	1 248 495	87 471	324 540	(137) 21	1 522 1 527	2 532 971	174 934	667 1 024	(319) 91	3 054 3 020
Revenu total (bic) 1) Dotation à la provision pour pertes sur	1 743	558	864	(116)	3 049	3 503	1 108	1 691	(228)	6 074
créances	152	2	67	28	249	303	4	132	143	582
Frais autres que d'intérêts	954	398	469	9	1 830	1 905	796	939	29	3 669
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	637	158	328	(153)	970	1 295	308	620	(400)	1 823
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	037	150	320	(155)	270	1 273	308	020	(400)	1 023
(bic) 1)	195	40	69	(97)	207	399	77	147	(239)	384
Part des actionnaires sans contrôle dans des				` ,					` ,	
filiales	-	-	-	18	18	-	-	-	37	37
Revenu net T2-2010	442	118	259	(74)	745	896	231	473	(198)	1 402
Revenu net T1-2010	454	113	214	(124)	657					
Revenu net T2-2009	421	72	188	(323)	358	832	140	303	(692)	583
Autres statistiques										
Profit économique net	270	95	145	(247)	263	544	182	234	(526)	434
Rendement des capitaux propres Rendement des capitaux propres avant	27,6 %	38,4 %	24,8 %	n.s.	16,4 %	27,3 %	36,4 %	21,5 %	n.s.	15,3 %
amortissement	28,0 %	39,0 %	24,8 %	n.s.	16,6 %	27,6 %	36,8 %	21,5 %	n.s.	15,5 %
Levier d'exploitation	3,5 %	12,1 %	15,9 %	n.s.	17,9 %	4,8 %	12,9 %	23,3 %	n.s.	20,8 %
Levier d'exploitation avant amortissement	3,1 %	12,1 %	15,8 %	n.s.	17,7 %	4,5 %	13,0 %	23,3 %	n.s.	20,7 %
Ratio de productivité (bic)	54,7 %	71,5 %	54,2 %	n.s.	60,0 %	54,4 %	71,9 %	55,5 %	n.s.	60,4 %
Ratio de productivité avant amortissement										
(bic)	54,3 %	71,2 %	54,2 %	n.s.	59,7 %	54,0 %	71,6 %	55,5 %	n.s.	60,1 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif										
(bic)	3,03 %	2,80 %	0,86 %	n.s.	1,88 %	3,03 %	2,80 %	0,87 %	n.s.	1,87 %
Capitaux propres moyens attribuables aux										
actionnaires ordinaires	6 364	1 242	4 133	6 013	17 752	6 422	1 267	4 259	5 576	17 524
Actif productif moyen	169 280	12 667	154 440	(4 966)	331 421	168 710	12 496	153 870	(4 963)	330 113
Effectif – équivalent de durée normale	20 624	4 701	2 180	9 843	37 348					

n.s. - non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2010.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques.

Au cours du premier trimestre, nous avons changé la façon dont nous présentons les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Antérieurement, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais, nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans les résultats de PE Canada, les montants compensatoires étant inclus dans ceux des Services d'entreprise, et le revenu net d'intérêts qui est gagné sur tous ces actifs est pris en compte dans celui de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts généré par certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Ces changements ont eu une incidence négligeable sur le revenu net de PE Canada. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

Au cours de cette période, nous avons repéré des moyennes entreprises américaines clientes qui pouvaient bénéficier d'un

¹⁾ Les revenus, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic des groupes s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR.

modèle de services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux à PE États-Unis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'incidence de ce transfert et le mode de présentation adopté pour le trimestre à l'étude.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats qui requièrent une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, ce qui englobe la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période qui sont imputées aux groupes clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et celles exigées par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	Augmentation	c. T2-2009	Augmentation	(Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	3	n (Diminution) c. cumul 2009
Revenu net d'intérêts (bic)	1 248	(10)	(1 %)	(36)	(3 %)	2 532	8	-
Revenu autre que d'intérêts	495	46	10 %	19	4 %	971	98	11 %
Revenu total (bic)	1 743	36	2 %	(17)	(1 %)	3 503	106	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	152	36	31 %	1	-	303	69	30 %
Frais autres que d'intérêts	954	(13)	(1 %)	3	-	1 905	(32)	(2 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part								
des actionnaires sans contrôle dans des filiales	637	13	3 %	(21)	(3 %)	1 295	69	6 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	195	(8)	(3 %)	(9)	(3 %)	399	5	2 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	_
Revenu net	442	21	5 %	(12)	(3 %)	896	64	8 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	6	(3)	(40 %)	1	-	11	(5)	(34 %)
Revenu net avant amortissement	448	18	4 %	(11)	(3 %)	907	59	7 %
Rendement des capitaux propres	27,6 %		4,6 %		0.7 %	27,3 %		5,2 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	28,0 %		4,4 %		0,7 %	27,6 %		5,0 %
Levier d'exploitation	3,5 %		n.s.		n.s.	4,8 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	3,1 %		n.s.		n.s.	4,5 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	54,7 %		(2,0 %)		0,6 %	54,4 %		(2,6 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,3 %		(1,7 %)		0,6 %	54,0 %		(2,4 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,03 %		0,11 %		-	3,03 %		0,18 %
Actif productif moyen	169 280	(7 083)	(4 %)	1 122	1 %	168 710	(9 812)	(5 %)

n.s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada (PE Canada)

		Augmentation	n (Diminution)	Augmentatio	n (Diminution)	Cumul	Augmentatio	n (Diminution)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010		c. T2-2009		c. T1-2010	2010		c. cumul 2009
Revenu net d'intérêts (bic)	989	68	8 %	(30)	(3 %)	2 008	164	9 %
Revenu autre que d'intérêts	418	58	16 %	26	7 %	810	112	16 %
Revenu total (bic)	1 407	126	10 %	(4)	-	2 818	276	11 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	121	28	31 %	1	1 %	241	53	29 %
Frais autres que d'intérêts	719	27	4 %	10	1 %	1 428	32	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part								
des actionnaires sans contrôle dans des filiales	567	71	15 %	(15)	(2 %)	1 149	191	20 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	171	15	11 %	(8)	(2 %)	350	47	16 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	396	56	16 %	(7)	(2 %)	799	144	22 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	-	-	-	-	2	1	18 %
Revenu net avant amortissement	397	56	16 %	(7)	(2 %)	801	145	22 %
Revenus des services aux particuliers	664	49	8 %	(9)	(1 %)	1 337	113	9 %
Revenus des services aux entreprises	391	30	9 %	(12)	(3 %)	794	82	11 %
Revenus des services de cartes	352	47	15 %	`17 [´]	5 %	687	81	13 %
Levier d'exploitation	6,1 %		n.s.		n.s.	8,6 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	6,1 %		n.s.		n.s.	8,6 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	51,1 %		(3,0 %)		0,8 %	50,7 %		(4,2 %)
nano de productivite (ote)			(3,0 %)		0,8 %	50,6 %		(4,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	51,0 %		(-,,					(4,3 70)
	51,0 % 2,91 %		0,10 %		(0,04 %)	2,93 %		0,17 %

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2009

Le revenu net a été élevé, atteignant 396 millions de dollars, en hausse de 56 millions ou de 16 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les revenus ont progressé de 126 millions de dollars ou de 10 %. Cette hausse s'explique par l'accroissement des volumes de la plupart des produits, par l'inclusion, dans les résultats financiers, des revenus de Diners Club et par l'élargissement de la marge nette d'intérêts. La hausse des revenus depuis un an s'explique également par la montée de ceux tirés des fonds d'investissement et des commissions sur prêts et dépôts.

La marge nette d'intérêts a augmenté de 10 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à l'essor des volumes des produits les plus rentables et des frais de refinancement hypothécaire.

Dans l'unité des Services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 49 millions de dollars ou de 8,3 % grâce à l'essor des volumes des prêts et des dépôts qui dégagent de meilleures marges et à l'augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement et des frais de refinancement hypothécaire. La popularité croissante de la MargExpress sur valeur domiciliaire a entraîné une progression des prêts aux particuliers de 15 % depuis un an. La part de marché s'est également accrue par rapport à l'année précédente.

Nos soldes de prêts hypothécaires ont baissé depuis un an en raison de la liquidation des prêts provenant de courtiers et, comme prévu, notre part du marché des prêts hypothécaires s'est repliée dans cette période. Notre objectif est d'augmenter notre part de ce marché. Nous continuons de mettre l'accent sur l'amélioration de ces activités en investissant dans notre personnel de vente et sur l'accroissement de sa productivité tout en continuant de porter une attention soutenue à la qualité du crédit de ce portefeuille.

Reflétant un regain de confiance envers les marchés boursiers, les dépôts des particuliers ont fléchi de 0.9~% sur douze mois. La part de marché a diminué durant cette période en raison de la vive concurrence.

Pour ce qui est de l'unité des Services bancaires aux entreprises, ses revenus se sont renforcés de 30 millions de dollars ou de 8,5 % d'un exercice à l'autre grâce à la croissance des dépôts, des frais de refinancement hypothécaire et des commissions sur prêts et dépôts. Les soldes des dépôts ont monté de 10 %, ce qui traduit les efforts que nous déployons pour répondre aux besoins bancaires de nos clients. Les soldes des prêts sont demeurés relativement les mêmes depuis un an et la part de marché s'est quelque peu effritée à cause d'une conjoncture difficile. Nous continuons d'investir dans notre personnel affecté à la clientèle commerciale, notre objectif étant d'offrir à celle-ci encore plus de conseils judicieux. Au chapitre des prêts à la PME, nous continuons de détenir la deuxième plus grande part du marché canadien des services bancaires aux entreprises.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiement ont augmenté de 47 millions de dollars ou de 15 % grâce à l'inclusion, dans les résultats financiers, des revenus de Diners Club, à l'essor des soldes de prêts et à l'élargissement des marges, ce qui a été atténué par la baisse des frais de services de cartes.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances, selon les pertes prévues, ont monté de 28 millions de dollars à cause de l'essor du portefeuille et de l'incidence de la migration du crédit.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 27 millions de dollars ou de 3,9 %, essentiellement à cause de la prise en compte de Diners Club dans les résultats ainsi que de la montée des frais consacrés aux initiatives et de la rémunération liée au rendement, ce qui a été contrebalancé en partie par la réduction des coûts des salaires par suite de la compression de l'effectif. Le

levier d'exploitation avant amortissement du groupe a été de 6,1 %. Nous continuons d'investir de manière stratégique afin de rehausser notre position concurrentielle et, attentifs à la conjoncture actuelle, de gérer rigoureusement nos dépenses d'exploitation.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 5.5 milliards de dollars ou de 4.0 % depuis un an, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 2.1 milliards ou de 2.1 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2010

Le revenu net a fléchi de 7 millions de dollars ou de 2,0 % en raison surtout du fait que le trimestre a compté trois jours de moins.

Les revenus ont diminué de 4 millions de dollars ou de 0,1 % parce qu'il y a eu trois jours de moins et que la marge nette d'intérêts s'est contractée, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des volumes et l'inclusion des résultats financiers de Diners Club pour un trimestre entier au lieu d'un mois seulement, comme au premier trimestre. La marge nette d'intérêts a diminué de 4 points de base parce que la croissance des prêts a été plus forte que celle des dépôts, ce qui a été atténué par la hausse des frais de refinancement hypothécaire.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 10 millions de dollars ou de 1,4 %, et ce, en raison de l'inclusion des frais de Diners Club pour un trimestre entier et de l'augmentation des coûts associés à diverses initiatives et au personnel, ce qui a été atténué par le fait que le trimestre a compté moins de jours civils.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a augmenté de 2.8 milliards de dollars ou de 2.0 % depuis le dernier trimestre, alors que les dépôts des particuliers et des entreprises se sont affaiblis de 0.8 milliard ou de 0.8 %.

Comparaison du premier semestre de 2010 et du premier semestre de 2010

Le revenu net a augmenté de 144 millions de dollars ou de 22 %.

Les revenus ont progressé de 276 millions de dollars ou de 11 % grâce à l'accroissement des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à l'inclusion de quatre mois de résultats financiers de Diners Club dans la période à l'étude. La hausse des revenus reflète également le fait que des pertes sur titres de placement évalués à la valeur de marché avaient été subies l'exercice précédent.

La marge nette d'intérêts a augmenté de 17 points de base, ce qui est essentiellement attribuable aux mesures prises en 2009 pour atténuer l'incidence de la hausse des frais de financement à long terme et à l'essor des volumes des produits les plus rentables.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 32 millions de dollars ou de 2,3 % essentiellement à cause de la prise en compte de quatre mois de résultats financiers de Diners Club dans le présent exercice et de la hausse des frais consacrés aux initiatives, ce qui a été contrebalancé en partie par la réduction des coûts des salaires par suite de la compression de l'effectif.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	Augmentation	(Diminution) c. T2-2009	Augmentation	(Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	Augmentation ((Diminution) cumul 2009
Revenu net d'intérêts (bic)	259	(78)	(23 %)	(6)	(3 %)	524	(156)	(23 %)
Revenu autre que d'intérêts	77	(12)	(14 %)	(7)	(9 %)	161	(14)	(8 %)
Revenu total (bic)	336	(90)	(21 %)	(13)	(4 %)	685	(170)	(20 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	31	8	32 %	-	-	62	16	33 %
Frais autres que d'intérêts	235	(40)	(15 %)	(7)	(3 %)	477	(64)	(12 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part								
des actionnaires sans contrôle dans des filiales	70	(58)	(45 %)	(6)	(7 %)	146	(122)	(45 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	24	(23)	(49 %)	(1)	(4 %)	49	(42)	(46 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	46	(35)	(43 %)	(5)	(9 %)	97	(80)	(45 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	5	(3)	(48 %)	1	-	9	(6)	(41 %)
Revenu net avant amortissement	51	(38)	(43 %)	(4)	(9 %)	106	(86)	(45 %)
Levier d'exploitation	(6,6 %)		n.s.		n.s.	(8,1 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(7,8 %)		n.s.		n.s.	(9,1 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	69,9 %		5,4 %		0,5 %	69,6 %		6,3 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	68,3 %		6,2 %		0,5 %	68,0 %		6,9 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic) Actif productif moyen	3,55 % 29 535	(12 404)	0,29 % (30 %)	(1 744)	0,19 % (6 %)	3,45 % 30 421	(13 355)	0,33 % (31 %)
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf	29 333	(12 406)	(30 %)	(1744)	(0 70)	30 421	(13 333)	(31 70)
indication contraire)								
Revenu net d'intérêts (bic)	252	(19)	(7 %)	2	_	502	(49)	(9 %)
Revenu autre que d'intérêts	74	3	4 %	(6)	(6 %)	154	13	9 %
Revenu total (bic)	326	(16)	(5 %)	(4)	(1 %)	656	(36)	(5 %)
Frais autres que d'intérêts	228	7	3 %	(1)	(1 %)	457	19	4 %
Revenu net	45	(20)	(31 %)	(3)	(6 %)	93	(50)	(35 %)
Actif productif moyen	28 733	(5 007)	(15 %)	(813)	(3 %)	29 146	(6 312)	(18 %)

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2009

Les résultats de toutes les périodes reflètent le transfert, au cours du trimestre, du portefeuille de prêts aux entreprises de BMO Marchés des capitaux. Le revenu net a baissé de 35 millions de dollars canadiens ou de 43 %, pour s'établir à 46 millions de dollars canadiens. En dollars américains, il a reculé de 20 millions ou de 31 % depuis un an et s'est chiffré à 45 millions. Les revenus provenant de l'amélioration des marges sur les prêts ont été plus qu'annulés par la baisse des soldes de prêts aux entreprises en raison de la moins grande utilisation de prêts par les clients, par la compression des marges sur les dépôts et par l'incidence accrue des prêts douteux. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, le revenu net du trimestre à l'étude s'est chiffré à 61 millions de dollars. Compte tenu d'un tel rajustement, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 62,3 %.

Les revenus se sont situés à 326 millions de dollars, ayant baissé de 16 millions ou de 4,8 % parce que l'avantage de l'amélioration des marges sur les prêts a été plus qu'annulé par la baisse des soldes de prêts aux entreprises et par la compression des marges sur les dépôts. Les prêts douteux n'ont joué aucun rôle dans l'augmentation des revenus d'une période à l'autre.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 7 millions de dollars ou de 3,1 %, atteignant ainsi 228 millions. Après

rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux et des coûts d'intégration, ces frais ont monté de 2 millions ou de 0,9 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2010

Le revenu net s'est replié de 5 millions de dollars canadiens ou de $8,9\,\%$ depuis le trimestre précédent. En dollars américains, il a reculé de 3 millions ou de $6,3\,\%$ pour s'établir à 45 millions, ce qui est notamment attribuable à la plus forte incidence des prêts douteux. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains.

Les revenus ont baissé de 4 millions ou de 1,2 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, les revenus sont demeurés les mêmes.

Les frais autres que d'intérêts sont de meurés pour ainsi dire les mêmes.

L'attention continue que nous accordons à l'expérience client se reflète dans nos taux de fidélité, lesquels sont fort élevés. Notre taux de recommandation net a été 39 pour le deuxième trimestre de 2010, contre 40 pour le trimestre précédent. Notre taux de recommandation net demeure très haut en regard de ceux de nos principaux concurrents.

Comparaison du premier semestre de 2010 et du premier semestre de 2009

Le revenu net s'est dégradé de 80 millions de dollars canadiens ou de 45 % depuis le même semestre de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 97 millions de dollars canadiens. En dollars américains, il a été de 93 millions, ayant fléchi de 50 millions ou de 35 % depuis un an. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains.

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux et des coûts d'intégration, le revenu net a été de 124 millions de dollars. Compte tenu d'un tel rajustement, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 62,1 %.

Les revenus se sont situés à 656 millions de dollars, ayant baissé de 36 millions ou de 5,2 % parce que l'avantage de l'amélioration des marges sur les prêts a été plus qu'annulé par la baisse des soldes de prêts aux entreprises et par la compression des marges sur les dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars ou de 4,3 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, des coûts d'intégration et de changements dans la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, ces frais ont monté de 1 million ou de 0,3 %.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	Augmentation	n (Diminution) c. T2-2009	Augmentation	(Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	Augmentation	n (Diminution) c. cumul 2009
Revenu net d'intérêts (bic)	87	1	1 %	-	(1 %)	174	(4)	(2 %)
Revenu autre que d'intérêts	471	90	23 %	8	2 %	934	166	22 %
Revenu total (bic)	558	91	19 %	8	1 %	1 108	162	17 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	-	-	-	-	4	1	37 %
Frais autres que d'intérêts	398	28	7 %	-	-	796	32	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	158	63	67 %	8	4 %	308	129	73 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	40	17	78 %	3	7 %	77	38	94 %
Revenu net	118	46	64 %	5	4 %	231	91	66 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	-	-	(1)	n.s.	3	2	n.s.
Revenu net avant amortissement	119	46	64 %	4	4 %	234	93	66 %
Rendement des capitaux propres	38,4 %		12,9 %		4.0 %	36,4 %		11,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	39,0 %		13,1 %		4,1 %	36,8 %		11,8 %
Levier d'exploitation	12,1 %		n.s.		n.s.	12,9 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	12,1 %		n.s.		n.s.	13,0 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	71,5 %		(8,1 %)		(0,8 %)	71,9 %		(9,0 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	71,2 %		(8,0 %)		(0,8 %)	71,6 %		(9,0 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,80 %		(0,81 %)		(0,01 %)	2,80 %		(1,10 %)
Actif productif moyen	12 667	2 961	31 %	335	3 %	12 496	3 311	36 %
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf								
indication contraire)								
Revenu total (bic)	59	8	18 %	(3)	(3 %)	121	30	34 %
Frais autres que d'intérêts	54	4	8 %	- (2)	1 %	108	6	6 %
Revenu net	3	2	+100 %	(2)	(35 %)	8	15 15	+100 %
Revenu net avant amortissement Actif productif moyen	3 2 095	2 (183)	+100 % (8 %)	(2) (55)	(30 %) (3 %)	8 2 123	15 (151)	+100 % (7 %)
Actii productii moyen	2 073	(103)	(0 %)	(55)	(3 -70)	2 123	(151)	(7 %)

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2009

Le revenu net, soit 118 millions de dollars, a augmenté de 46 millions ou de 64 % depuis un an. Le revenu net du trimestre à l'étude est composé des 73 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance, et des 45 millions générés par les activités d'assurance, contre un revenu net, il y a un an, de 42 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance, et de 30 millions tirés des activités d'assurance.

Les revenus ont augmenté de 91 millions de dollars ou de 19 %, ayant progressé dans toutes les unités, ce qui tient compte de l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Les revenus ont profité de l'ajout d'actifs provenant de nouveaux clients ainsi que de l'embellie des marchés boursiers. Le revenu net d'intérêts a légèrement augmenté depuis un an, en raison surtout de l'essor des soldes

des dépôts, ce qui a été atténué par la compression des marges de nos services de courtage. La dépréciation du dollar américain a réduit les revenus de 14 millions.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 28 millions de dollars ou de 7,3 % grâce surtout à la progression des frais liés aux revenus qui a résulté en grande partie de celle des revenus sous forme de commissions des services de courtage. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru ces frais de 13 millions, ce qui tient compte des coûts d'intégration de 2 millions. Le repli du dollar américain a abaissé les frais de 11 millions. Le ratio de productivité avant amortissement, soit 71,2 %, a progressé de 800 points de base depuis l'exercice précédent.

Les actifs sous gestion et sous administration ont monté de $45~{\rm milliards}$ de dollars ou de 20~%, après rajustement pour exclure l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2010

Le revenu net s'est amélioré de 5 millions de dollars ou de 3,8 % depuis le premier trimestre grâce surtout à la hausse de la croissance de celui du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance.

Les revenus ont monté de 8 millions de dollars ou de 1,1 % puisque la hausse des revenus sous forme de commissions des services de placement traditionnels et des activités d'assurance a été atténuée par l'incidence du nombre moins élevé de jours dans le trimestre.

Les frais autres que d'intérêts sont demeurés les mêmes qu'au trimestre précédent puisque la hausse des frais liés aux revenus a été annulée par la baisse des coûts de la rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite, coûts qui sont inscrits une fois l'an, au premier trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement s'est situé à 71,2 %, ayant augmenté de 80 points de base depuis le trimestre précédent.

Après rajustement pour exclure l'incidence de la dépréciation du dollar américain, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 8 milliards de dollars ou de 3,3 % grâce à l'amélioration continue des conditions de marché.

Comparaison du premier semestre de 2010 et du premier semestre de 2009

Le revenu net a augmenté de 91 millions de dollars ou de 66 % depuis un an. Le revenu net du semestre à l'étude a été composé des 143 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance, et des 88 millions générés par les activités d'assurance, contre un revenu net, il y a un an, de 78 millions provenant du groupe Gestion privée, exclusion faite de l'assurance, et de 62 millions tirés des activités d'assurance. Les résultats d'il y a un an tenaient compte d'une charge de 17 millions de dollars (11 millions après impôts) liée à la décision d'aider certains de nos clients américains à composer avec la mauvaise tenue des marchés financiers en achetant certains titres à enchères qu'ils détenaient.

Les revenus ont augmenté de 162 millions de dollars ou de 17 % grâce surtout à la croissance de ceux de toutes les entités, ce qui inclut l'incidence favorable de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie. Le revenu net d'intérêts a baissé à cause de la diminution des marges sur les dépôts, ce qui a été atténué par l'essor des dépôts de nos services de courtage et des prêts des services de gestion bancaire privée. La dépréciation du dollar américain a réduit les revenus de 26 millions.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 32 millions de dollars ou de 4,2 % en raison surtout de la progression des frais liés aux revenus, ce qui a reflété l'amélioration du rendement. Le repli du dollar américain a abaissé les frais de 20 millions. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie les a accrus de 32 millions, ce qui tient compte des coûts d'intégration de 3 millions. Le groupe continue de se concentrer sur la gestion des frais. Le ratio de productivité avant amortissement, soit 71,6 %, a progressé de 900 points de base depuis la même période l'exercice précédent.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	Augmentation	n (Diminution) c. T2-2009	Augmentation	n (Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	Augmentation	n (Diminution) c. cumul 2009
, ,								
Revenu net d'intérêts (bic)	324	(76)	(19 %)	(19)	(6 %)	667	(146)	(18 %)
Revenu autre que d'intérêts	540	262	94 %	56	12 %	1 024	562	+100 %
Revenu total (bic)	864	186	27 %	37	5 %	1 691	416	33 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	67	28	74 %	2	2 %	132	56	74 %
Frais autres que d'intérêts	469	50	12 %	(1)	-	939	81	9 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	328	108	50 %	36	13 %	620	279	82 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	69	37	+100 %	(9)	(11 %)	147	109	+100 %
Revenu net	259	71	38 %	45	21 %	473	170	57 %
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	1	+100 %	1	+100 %	1	1	+100 %
Revenu net avant amortissement	260	72	38 %	46	21 %	474	171	56 %
Revenu de produits de négociation	561	79	16 %	51	10 %	1 071	276	35 %
Revenu d'investissements et services aux grandes entreprises	303	107	55 %	(14)	(4 %)	620	140	29 %
Rendement des capitaux propres	24,8 %		12,0 %		6,4 %	21,5 %		11,3 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	24,8 %		11,9 %		6,3 %	21,5 %		11,3 %
Levier d'exploitation	15,9 %		n.s.		n.s.	23,3 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	15,8 %		n.s.		n.s.	23,3 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	54,2 %		(7,7 %)		(2,6 %)	55,5 %		(11,8 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,2 %		(7,7 %)		(2,6 %)	55,5 %		(11,8 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,86 %		(0,06 %)		(0,03 %)	0,87 %		(0,05 %)
Actif productif moyen	154 440	(24 584)	(14 %)	1 122	1 %	153 870	(24 003)	(13 %)
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)								
Revenu total (bic)	239	2	1 %	(35)	(13 %)	513	(103)	(17 %)
Frais autres que d'intérêts	187	53	39 %	26	16 %	348	50	17 %
Revenu net	3	(55)	(95 %)	(48)	(95 %)	54	(150)	(74 %)
Actif productif moyen	45 290	(12 015)	(21 %)	(1 760)	(4 %)	46 185	(11 093)	(19 %)

n.s. – non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du deuxième trimestre de 2009

Les résultats de toutes les périodes reflètent le transfert, au cours du trimestre, du portefeuille de prêts aux entreprises à PE États-Unis. Le revenu net s'est élevé à 259 millions de dollars, dépassant ainsi de 71 millions ou de 38 % celui d'il y a un an. Les revenus ont fortement augmenté, ce qui a été atténué par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et par la montée des frais liés au personnel, reflétant l'amélioration du rendement au chapitre des revenus et la hausse des charges au titre des indemnités de licenciement. Le RCP a été de 24,8 %, comparativement à 12,8 % il y a un an.

Les revenus ont crû de 186 millions de dollars ou de 27 %, pour s'établir à 864 millions. L'attention que nous accordons à nos clients et le maintien d'une gamme d'activités diversifiée ont encore favorisé la hausse des revenus. Les revenus de négociation ont été nettement supérieurs à ceux d'il y a un an car ceux-ci avaient été affaiblis par des charges liées à notre entité canadienne de protection de crédit. Les gains sur titres de placement ont été positifs durant les trois mois à l'étude alors qu'il y a un an, des charges avaient été constatées à l'égard de certains investissements de banque d'affaires. Les revenus tirés des prêts aux grandes entreprises ont baissé à cause de la forte diminution du niveau des actifs et de la baisse des commissions sur prêts. Les résultats des activités de banque d'investissement se sont dégradés depuis un an. Cependant, depuis le début de l'exercice, elles se sont grandement améliorées par suite de meilleures conditions

économiques. Le repli du dollar américain a réduit les revenus de 57 millions depuis un an.

Le revenu net d'intérêts a baissé à cause du fléchissement des revenus provenant de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et de la baisse du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, leurs actifs ayant été moins élevés, ce qui a été contrebalancé en partie par la progression du revenu net d'intérêts provenant des activités de négociation. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 6 points de base et s'est établie à 0,86 %, ce qui est imputable au resserrement des marges dégagées par nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 50 millions de dollars à cause surtout de la montée des charges au titre des indemnités de licenciement et de la rémunération variable qu'a engendrée l'amélioration du rendement au chapitre des revenus. Le repli du dollar américain a entraîné une baisse des frais de 33 millions en comparaison d'il y a un an.

Le montant net des impôts sur les bénéfices a été plus élevé en raison surtout de la proportion moins importante du revenu exonéré d'impôts.

Comparaison du deuxième trimestre de 2010 et du premier trimestre de 2010

Le revenu net a augmenté de 45 millions de dollars ou de 21 %. Les revenus ont affiché une progression de 37 millions ou de 4,5 % depuis le trimestre précédent grâce à la hausse de ceux provenant des activités de négociation et de la montée des gains sur titres de placement. Il s'est produit un repli des commissions sur fusions et acquisitions, des revenus provenant des services bancaires aux

grandes entreprises et des commissions de prise ferme de titres d'emprunt. Les revenus de négociation de taux d'intérêt et de change ont augmenté, alors que ceux tirés de la négociation d'actions ont régressé. Les revenus générés par les services bancaires aux grandes entreprises ont eux aussi fléchi, à cause surtout de la baisse des commissions sur prêts.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 1 million de dollars par rapport à ceux du premier trimestre puisque la hausse des charges au titre des indemnités de licenciement dans les trois mois à l'étude a été annulée par la non-constatation de coûts de rémunération à base d'actions des employés admissibles à la retraite, coûts qui sont inscrits une fois l'an, au premier trimestre de l'exercice, ainsi que par le recul de la charge de la rémunération variable.

Le montant net des impôts sur les bénéfices a baissé à cause de la plus grande proportion du revenu exonéré d'impôts.

Comparaison du premier semestre de 2010 et du premier semestre de 2009

Le revenu net s'est élevé à 473 millions de dollars, ayant augmenté de 170 millions. Les revenus ont monté de 416 millions ou de 33 % parce que des gains sur titres de placement ont été inscrits dans le présent exercice alors que de fortes pertes avaient été constatées à

ce chapitre il y a un an à cause de la léthargie des marchés financiers. Les revenus tirés de la négociation de taux d'intérêt se sont grandement améliorés car des pertes élevées avaient été comptabilisées il y a un an en rapport avec notre entité canadienne de protection de crédit. Une meilleure conjoncture économique a permis de hausser les commissions sur fusions et acquisitions et celles de prise ferme de titres d'emprunt. Par contre, le revenu net d'intérêts a reculé à cause du fléchissement marqué des revenus provenant de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et du repli du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, leurs actifs ayant été moins élevés, ce qui a été contrebalancé en partie par la progression du revenu net d'intérêts provenant des activités de négociation. Les revenus sous forme de commissions ont également fléchi.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 81 millions de dollars depuis un an, à cause surtout de la montée de la rémunération variable qu'a engendrée l'amélioration du rendement au chapitre des revenus.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	Augmentatio	n (Diminution) c. T2-2009	Augmentation	(Diminution) c. T1-2010	Cumul 2010	-	n (Diminution) c. cumul 2009
Revenu net d'intérêts (bic) Revenu autre que d'intérêts	(137) 21	272 (191)	66 % (90 %)	45 (49)	25 % (70 %)	(319) 91	534 (241)	63 % (73 %)
Revenu total (bic) Dotation à la provision pour pertes sur créances	(116) 28	81 (187)	40 % (87 %)	(4) (87)	(4 %) (75 %)	(228) 143	293 (344)	56 % (71 %)
Frais autres que d'intérêts	9	(123)	(93 %)	(11)	(50 %)	29	(141)	(83 %)
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic) Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	153 97 18	(391) (143) (1)	(72 %) (59 %) (5 %)	(94) (45) (1)	(37 %) (29 %) (5 %)	400 239 37	(778) (285) (1)	(66 %) (55 %) (4 %)
Perte nette	74	(249)	(77 %)	(50)	(41 %)	198	(494)	(71 %)
États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire) Revenu total (bic) Dotation à la provision pour pertes sur créances Frais autres que d'intérêts Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic) Perte nette	(18) 36 (14) 14 30	57 (125) (27) (73) (136)	73 % (78 %) (+100 %) (79 %) (82 %)	17 (71) (6) (35) (48)	41 % (67 %) (37 %) (61 %) (62 %)	(53) 143 (34) 63 108	145 (242) (32) (154) (265)	72 % (63 %) (+100 %) (69 %) (71 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués des unités fonctionnelles qui offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, les communications et les ressources humaines. Les résultats d'exploitation tiennent compte des revenus et des frais inhérents à certaines activités de titrisation et de gestion de l'actif et du passif, de l'élimination des rajustements sur une base d'imposition comparable et de l'incidence de la méthode des pertes prévues que nous utilisons pour calculer les dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes d'exploitation clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et celles requises pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR sont imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficience de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des activités fonctionnelles susmentionnées.

Les Services d'entreprise ont subi une perte nette de 74 millions de dollars au cours du trimestre, ce qui a découlé de la faiblesse des revenus. Cette perte représente une amélioration de 249 millions en regard de celle d'il y a un an, amélioration résultant de la progression des revenus et de la réduction des frais et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont renforcés de 81 millions en raison principalement du recul du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs qu'ont engendré les mesures prises par la direction et des conditions de marché plus stables ainsi que de l'incidence moins importante des activités de financement menées l'exercice précédent et visant à rehausser notre situation de trésorerie déjà excellente. Ces facteurs ont été atténués par le recul des revenus de titrisation.

Les frais ont baissé puisque ceux de l'exercice précédent tenaient compte de charges de 118 millions de dollars (80 millions après impôts) au titre des indemnités de licenciement.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux Services d'entreprise ont baissé de 187 millions de dollars.

La perte nette du trimestre à l'étude a reculé de 50 millions de dollars depuis le premier trimestre de 2010, en raison surtout de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

La perte nette du premier semestre de 2010 a été de 198 millions de dollars, ce qui dénote une amélioration de 494 millions depuis un an. Celle-ci a résulté de revenus nettement plus élevés, de la forte réduction des dotations à la provision pour pertes sur créances et de la baisse des frais, baisse engendrée en grande partie par le fait que des charges importantes au titre des indemnités de licenciement avaient été constatées en 2009. La progression des revenus a découlé essentiellement des mêmes facteurs que ceux à l'origine de l'amélioration pour le trimestre à l'étude en regard des trois mêmes mois il y a un an.

Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	T1-2010	T2-2009	Cumul 2010	Cumul 2009
Charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers	_	_	215	_	463
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	68	-	148
Incidence nette des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers a)	-	-	147	-	316
Charges au titre des indemnités de licenciement	_	_	118	_	118
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	38	-	38
Incidence nette des charges au titre des indemnités de licenciement b)	-	-	80	-	80
Incidence nette des éléments notables (a+b)	-	-	227	-	396

Éléments notables

Comme nous l'avons précisé dans le Rapport annuel, nous avons choisi de redéfinir les éléments notables de l'exercice 2009. Ceux indiqués pour les trimestres antérieurs reflètent les changements qui ont été apportés.

Deuxième trimestre de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'est considérée comme un élément notable pour le trimestre écoulé, les montants en cause étant relativement négligeables.

Deuxième trimestre de 2009

Le revenu net du deuxième trimestre de 2009 avait été réduit par des charges de 333 millions de dollars (227 millions après impôts et 0,42 \$ par action) composées d'un montant de 215 millions associé à une entité canadienne de protection de crédit (147 millions après impôts) et de charges de 118 millions (80 millions après impôts) au titre d'indemnités de licenciement constatées par les Services d'entreprise.

Les charges de 215 millions de dollars indiquées précédemment avaient réduit le revenu autre que d'intérêts et toutes les réductions avaient été celles des revenus provenant des activités de négociation (215 millions).

Premier trimestre de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'était considérée comme un élément notable au premier trimestre, les montants en cause ayant été relativement négligeables.

Premier semestre de 2010

Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'est considérée comme un élément notable en 2010, les montants en cause étant relativement négligeables.

Premier semestre de 2009

Le revenu net du premier semestre de 2009 avait été réduit par des charges de 581 millions de dollars (396 millions après impôts et 0,74 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers et à des indemnités de licenciement. BMO avait constaté des charges liées à la conjoncture des marchés financiers en lien avec une entité canadienne de protection de crédit et se chiffrant à 463 millions (316 millions après impôts) et des charges de 118 millions (80 millions après impôts) au titre d'indemnités de licenciement avaient été imputées par les Services d'entreprise.

Les charges de 463 millions de dollars indiquées précédemment avaient réduit le revenu autre que d'intérêts du premier semestre de 2009 et les réductions avaient été celles des revenus provenant des activités de négociation (286 millions) et des gains sur titres de placement (177 millions).

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2010	T1-2010	T2-2009	Cumul 2010	Cumul 2009
Total des frais autres que d'intérêts a)	1 830	1 839	1 888	3 669	3 729
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (note 1)	(8)	(8)	(13)	(16)	(23)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 2)	1 822	1 831	1 875	3 653	3 706
Revenu net Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	745	657	358	1 402	583
	7	7	10	14	18
Revenu net avant amortissement (note 2) Dividendes sur actions privilégiées Charge au titre du capital (note 2)	752	664	368	1 416	601
	(34)	(35)	(26)	(69)	(49)
	(455)	(458)	(429)	(913)	(858)
Profit économique net (note 2)	263	171	(87)	434	(306)
Revenu c) Croissance du revenu (%) d) Ratio de productivité (%) (a/c) x 100)	3 049	3 025	2 655	6 074	5 097
	14,8	23,9	1,3	19,2	9,7
	60,0	60,8	71,1	60,4	73,2
Ratio de productivité avant amortissement (%) (b/c) x 100) (note 2) Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e) Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 2)	59,7 (3,1) (2,9)	60,5 (0,1)	70,7 12,4 12,3	60,1 (1,6) (1,5)	72,7 13,2 13,2
Levier d'exploitation (%) (d-e) Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 2) RPA (à partir du revenu net) (en dollars) RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars) (note 2)	17,9	24,0	(11,1)	20,8	(3,5)
	17,7	23,9	(11,0)	20,7	(3,5)
	1,26	1,12	0,61	2,38	1,00
	1,28	1,13	0,63	2,41	1,03

Note 1: L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'est pas ajouté au revenu net pour déterminer le revenu net avant amortissement.

Note 2: Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois que certains montants et mesures excluent les effets de ces éléments, mais lorsque nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et mesures établis sur une telle base sont considérés comme utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous présentons également, à la page précédente, un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes indiquées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels lié à l'acquisition peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels liés aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			ur les périodes de mois terminées l	e		Pour les péri six mois tern	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	1 737 \$	1 763 \$	1 835 \$	1 920 \$	1 955 \$	3 500 \$	4 205 \$
Valeurs mobilières	510	518	448	494	665	1 028	1 485
Dépôts à d'autres banques	16	17	19	23	48	33	144
	2 263	2 298	2 302	2 437	2 668	4 561	5 834
Frais d'intérêts							
Dépôts .	527	559	672	789	1 097	1 086	2 580
Dette subordonnée	28	29	32	24	30	57 39	79
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées Passifs divers	19 167	20 158	20 136	20 138	19 187	39 325	40 473
1 033113 (14C13	741	766	860	971	1 333	1 507	3 172
Revenu net d'intérêts	1 522	1 532	1 442	1 466	1 335	3 054	2 662
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 2)	249	333	386	417	372	582	800
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes	249	333	300	417	3/2	302	800
sur créances	1 273	1 199	1 056	1 049	963	2 472	1 862
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	261	263	250	240	235	524	483
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	197	200	205	206	204	397	409
Revenus de négociation	213	126	163	273	63	339	287
Commissions sur prêts	138	142	149	140	148	280	267
Frais de services de cartes	66	35	29	35	33	101	57
Frais de gestion de placements et de garde de titres	86	88	87	85	84	174	172
Revenus tirés de fonds d'investissement	134	133	128	119	106	267	220
Revenus de titrisation	151 97	172 122	201 116	202 101	262	323 219	526 180
Commissions de prise ferme et de consultation Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	97 54	47	116	(12)	103 (42)	101	(356)
Revenus de change, autres que de négociation	28	21	14	1	25	49	38
Revenus d'assurance	86	82	86	85	64	168	124
Autres	16	62	105	37	35	78	28
	1 527	1 493	1 547	1 512	1 320	3 020	2 435
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 800	2 692	2 603	2 561	2 283	5 492	4 297
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 8)	1 071	1 111	1 047	1 122	1 129	2 182	2 216
Bureaux et matériel	319	308	302	313	339	627	666
Amortissement des actifs incorporels	55	50	50	48	54	105	105
Déplacements et expansion des affaires	77	72	81	73	73	149	155
Communications	58	50	58	55	57	108	108
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	12	11	(3)	19	13	23	28
Honoraires	79	77	97	91	82	156	174
Autres	159	160	147	162	141	319	277
	1 830	1 839	1 779	1 883	1 888	3 669	3 729
Reprise au titre de la restructuration		-	_	(10)	_	_	
Revenu avant charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	970	853	824	688	395	1 823	568
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	207	177	158	112	18	384	(53)
	763	676	666	576	377	1 439	621
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	19	19	19	19	37	38
Revenu net	745 \$	657 \$	647 \$	557 \$	358 \$	1 402 \$	583 \$
			4				4
Dividendes sur actions privilégiées	34\$	35 \$	38 \$	33 \$	26 \$	69 \$	49 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	711 \$	622 \$	609 \$	524 \$	332 \$	1 333 \$	534 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	558 320	553 992	550 495	547 134	543 634	556 120	531 631
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	561 868	557 311	554 151	549 968	544 327	559 552	532 418
Résultat par action (en dollars canadiens) (note 12)							
De base							
- 4 . 4	1,27 \$	1,12 \$	1,12 \$	0,97 \$	0,61 \$	2,40 \$	1,00 \$
Dilué Dividendes déclarés par action ordinaire	1,27 \$ 1,26 0,70	1,12 \$ 1,12 0,70	1,12 \$ 1,11 0,70	0,97 \$ 0,97 0,70	0,61 \$ 0,61 0,70	2,40 \$ 2,38 1,40	1,00 \$ 1,00 1,40

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)			Au		
	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 623 \$	12 341 \$	9 955 \$	10 758 \$	10 247 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 741	3 563	3 340	3 809	3 985
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	70 978	64 874	59 071	66 152	66 704
Titres disponibles à la vente	50 929	52 690	50 303	42 559	39 295
Titres divers	1 491	1 506	1 439	1 436	1 501
	123 398	119 070	110 813	110 147	107 500
Titres pris en pension ou empruntés	25 053	34 498	36 006	45 250	38 521
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	46 671	46 535	45 524	48 760	48 052
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	47 774	46 813	45 824	44 466	44 316
Prêts sur cartes de crédit	3 318	3 324	2 574	2 383	2 100
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	66 894	67 690	68 169	70 705	77 271
	164 657	164 362	162 091	166 314	171 739
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 981	7 169	7 640	9 042	9 736
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 885)	(1 943)	(1 902)	(1 798)	(1 825)
	169 753	169 588	167 829	173 558	179 650
Autres actifs					
Instruments dérivés	41 469	45 702	47 898	59 580	77 473
Bureaux et matériel	1 552	1 628	1 634	1 642	1 684
Écarts d'acquisition	1 609	1 584	1 569	1 551	1 670
Actifs incorporels	749	712	660	647	671
Actifs divers	10 219	9 937	8 754	8 419	10 844
	55 598	59 563	60 515	71 839	92 342
Total de l'actif	390 166 \$	398 623 \$	388 458 \$	415 361 \$	432 245 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts			+		
Banques	24 399 \$	22 318 \$	22 973 \$	23 211 \$	27 874 \$
Entreprises et administrations publiques	115 251	119 568	113 738	122 269	118 205
Particuliers	99 610	98 413	99 445	99 473	101 090
	239 260	240 299	236 156	244 953	247 169
Autres passifs	20 522	42.047	44.745	E0 E70	75.070
Instruments dérivés	39 523 6 981	42 867 7 169	44 765 7 640	58 570 9 042	75 070 9 736
Acceptations Titres vendus à découvert	16 475	15 953	7 640 12 064	9 042 12 717	9 736 14 131
Titres mis en pension ou prêtés	46 323	50 226	46 312	48 816	46 170
Passifs divers	16 257	16 592	15 938	16 149	14 708
1 000 II O O O O O O O O O O O O O O O O	125 559	132 807	126 719	145 294	159 815
Dette subordonnée (note 9)	3 682	3 742	4 236	4 249	4 379
Titres d'une fiducie de capital (note 10)	1 150		1 150		
Capitaux propres	1 150	1 150	1 130	1 150	1 150
Capital-actions (note 11)	9 161	8 939	8 769	8 626	8 099
Surplus d'apport	88	89	79	78	77
Bénéfices non répartis	12 299	11 981	11 748	11 525	11 391
Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue)	(1 033)	(384)	(399)	(514)	165
	20 515	20 625	20 197	19 715	19 732
Total du passif et des capitaux propres	390 166 \$	398 623 \$	388 458 \$	415 361 \$	432 245 \$
					· - · ·

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les pério trois mois tern	Pour les périonsix mois term		
	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net	745 \$	358 \$	1 402 \$	583 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(80)	181	(103)	247
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	(356)	27	(271)	219
Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(213)	(124)	(260)	(50)
Total du résultat étendu	96 \$	442 \$	768 \$	999 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les pério trois mois tern		Pour les péri six mois term	
	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	2 571 \$	1 896 \$	2 571 \$	1 746 9
Actions émises au cours de la période (note 11)		275	-	425
Solde à la fin de la période	2 571	2 171	2 571	2 171
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	6 368	5 818	6 198	4 773
Actions émises au cours de la période (note 11)	-	-	-	1 000
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	131	103	257	138
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	91	7	135	17
Solde à la fin de la période	6 590	5 928	6 590	5 928
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	89	76	79	69
Frais liés aux options sur actions (options exercées)	(1)	1	9	6
Prime sur les actions autodétenues		_	_	2
Solde à la fin de la période	88	77	88	77
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	11 981	11 434	11 748	11 632
Revenu net	745	358	1 402	583
Dividendes – Actions privilégiées	(34)	(26)	(69)	(49)
- Actions ordinaires	(393)	(382)	(782)	(760)
Frais d'émission d'actions	_	(4)	_	(26)
Actions autodétenues Solde à la fin de la période	12 299	11 11 391	12 299	11 11 391
Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux titres disponibles à la vente	12 277	11 371	12 2//	11 371
•	457	(0)	480	(74)
Solde au début de la période Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période [déduction faite (d'une charge)	457	(8)	460	(74)
d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 17 \$, (138)\$, 26 \$ et (118)\$	(27)	211	(48)	167
Reclassement des (gains) pertes dans le résultat au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement	(27)	211	(40)	107
d'impôts sur les bénéfices de 21 \$, 19 \$, 22 \$ et (33)\$]	(53)	(30)	(55)	80
Solde à la fin de la période	377	173	377	173
Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	99	450	14	258
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un				
recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 135 \$, (14)\$, 109 \$ et (92)\$]	(309)	20	(232)	213
Reclassement des (gains) pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le résultat [déduction faite (d'une charge) d'un			. ,	
recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 24 \$, (3)\$, 18 \$ et (2)\$]	(47)	7	(39)	6
Solde à la fin de la période	(257)	477	(257)	477
Cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion du montant net des investissements dans				
des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(940)	(361)	(893)	(435)
Perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(644)	(363)	(785)	(135)
Incidence de la couverture de la perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des				
établissements à l'étranger [déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de (181)\$, (104)\$, (220)\$ et (38)\$]	431	239	525	85
Solde à la fin de la période	(1 153)	(485)	(1 153)	(485)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue)	(1 033)	165	(1 033)	165
Total des capitaux propres	20 515 \$	19 732 \$	20 515 \$	19 732 9

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

Pages Page	(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les péri trois mois terr		Pour les péri six mois term	
Revenuent et March 19 1					
Page	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Sedentin of evaleur pour dépréciation de littles, autres que de négociation (30 17 5 18 75 19 18 18 19 18 19 18 18 19 18 19 18 19 18 18 18 19 18 19 18 18 18 19 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	Revenu net	745 \$	358 \$	1 402 \$	583 \$
Gain net) punte netles suttitus, autors que de negociation (7066) (2786) (1906) (278	Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Augmentation diminution nette des titrées de négotation 1766	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				258
Dobation à provision pour pertes sur créances 249 372 582 580	, ,,			, ,	
(Gain) a la weinte de priest titlisés (nowe 2) (208) (247) (390) Warialian des instruments deivées (Augmentation) diminution des actifs derivés 383 365 527 1242 Amontissement des bureaux et du matériel 46 (15) 130 130 Amontissement des actifs incorporés 55 34 105 105 Augmentation) diminution nette des impols futurs (30) 211 (100) 100 Augmentation diminution nette des impols segibles (403) 211 (1003) 100 (103) 100 (104) 100 Variation des interétés cours - (Augmentation) diminution nette des impols segibles 4 (200) (130) (130) (100) (104) (104) (104) (104) (100) (104)		• •			
Variation des instruments dérivés (—Augmentation) diminution des autis dérivés (2124) (2125	, , ,				
Augmentation (diminution) des passifs derives 12 14 13 15 13 15 13 14 14 15 13 15 13 15 14		, ,	. ,		. ,
Amortissement des bureaux et du matériel (55 54 105 100 Amortissement des actifs incorporels (55 54 105 100 Amortissement des actifs incorporels (140 30 211 (140 30 100 Amortissement des actifs incorporels (140 30 211 (140 30 100 Amortissement des impôts edigibles (140 30 110 40	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				,
Amortisement des actifi incropreries 55 54 105	3 · · · / · · ·	• •	, ,		
Augmentation diminution nette des impots tuturs (Augmentation) diminution nette des impots exigibles (Augmentation) diminution des imérèts à recevoir (152) (75 (152					
Augmentation) diminution netted des implosts exigibles 100 151 100 1					
Variation des intéréts oruns - (Augmentation) diminution des intéréts à payer 152 90 (152 162 163 16					. ,
Augmentation (diminution) des intérêts à payer (1368) 1372 (1099) (1885) (2610) (1895) (2610) (1895) (2610) (1895) (2610) (1895) (2610) (1895) (2610) (1895) (2610) (1895) (2610) (1895) (1895) (2610) (1895) (189		, ,		, ,	
Variation nette des autres éléments et charges à payer (Sain) à la vente de terrains et de bâtiments (1 363) (1 372) (1 785) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 80) (2 180) (2 80) (2 180) <		, ,			(184)
Giangla la vente de terrains et de bătiments C			, ,		(1 885)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'exploitation 1741 14 363 7313 05 444 Augmentation (diminution) nette des depôts 1741 14 363 1331 14 919 Augmentation (diminution) nette des depôts 1852 1313 14 919 Oriminution) nette des fittes wendus à découvert 28 96 11 537 1331 14 919 Oriminution) nette des fittes vendus à découvert 28 96 11 537 1331 14 919 Oriminution) nette des fittes wendus à découvert 28 96 11 537 1331 14 919 Oriminution) nette de sittes wien en pension ou prêtes 28 96 11 537 1331 14 919 Oriminution) nette du passif des filiales 28 96 11 537 1331 14 919 Oriminution) nette du passif des filiales 28 96 11 537 1331 14 919 Oriminution) nette du bassif des filiales 28 96 11 537 13 31 14 919 Oriminution nette de la dette subordomnée (note?) 28 96 11 537 13 31 14 919 Oriminution nette de la dette subordomnée (note?) 28 96 12 97 27 5 28 97 Oriminution nette de la dette subordomnée (note?) 29 97 27 5 28 97 Oriminution nette des flux des filiales (note 11) 29 97 27 5 28 97 Oriminution nette des flux des filiales (note 11) 29 97 27 5 28 97 Oriminution nette des flux des filiales (note 11) 29 97 20 97 20 97 20 97 20 97 Oriminution nette des flux des filiales (note 11) 29 97 20 97 2		. ,			(5)
Augmentation (diminution) nette des dépôts 1741 (14 36) 7 313 (9 444) Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert 1805 (2 104) 4731 (4 692) Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension our prétés (2 86) (1 1537) 1 331 1 1819 Quiminution) nette du passi des filiales		(6 207)			5 518
Augmentation (diminution) nette des tittes wendus à découvert 805 (2 104) 4 731 (4 572) Augmentation (diminution) nette des tittes mis en pension ou prétés (2 896) 11537 1 331 1 4 919 Quiminution) nette du passif des filiales - (113) - (103) - (103) - (103) - (103) - (103) - (104)<	Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) entet des littles mis en pension ou prétés (Diminution) nette du passif des filiales (Prophieure de la dette subordonnée (note 9) 1 1537 1 331 1 4 191 Remboursement de la dette subordonnée (note 9)	Augmentation (diminution) nette des dépôts	1 741	(14 363)	7 313	(9 444)
Climinution) nette du passif des filiales - (113) - (150) (140)	Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	805	(2 104)	4 731	(4 692)
Rembousement de la dette subordonnée (note 9) - - (500) (140 Rochat d'actions privilégiées classes dans le passif (note 11) - - 275 - 425 Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11) 94 7 138 1017 Frais d'émission d'actions ordinaires (note 11) 94 7 138 1017 Frais d'émission d'actions ordinaires (note 11) (59) (30) (59) (67) Mortant de fill side trésorerie provenant des (affetcé aux) activités de financement (55) (500) 12 16 1025 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affetcé aux) activités de financement (55) (500) 12 16 1025 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affetcé aux) activités de financement (55) (500) 12 16 1025 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affetcé aux) activités de financement (55) (500) 12 16 1025 Hux de trésorerie liés aux activités d'investissement (733) (12 40) 15 40 15 40 15 40 15 40 15 40 15 40 15 40 15 40	Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(2 896)	11 537	1 331	14 919
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 11) - - (250) Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11) 94 77 138 1017 Froid tit de l'émission d'actions ordinaires (note 11) 94 7 138 1017 Froid tit émission d'actions 62 (4) - (26 Dividendes en espèces versés (299) (305) (507) (571) (572) Montant net des flux de trésoreire provenant des (affecté aux) activités de financement (555) (507) 12 416 1025 Flux de trésoreire liés aux activités d'investissement 94 5793 683 8 316 Chaix de trésoreire liés aux activités d'investissement 94 5793 683 8 316 Chaix de trésoreire liés aux activités d'investissement 94 5793 683 8 316 Chaix de trésoreire liés aux activités d'investissement 94 5793 683 8 383 Chaix de trésoreire liés aux activités d'investissement 94 5793 683 8 31 623 1 32 623 7 23 1 62	(Diminution) nette du passif des filiales	-	(113)	-	(113)
Produit de l'émission d'actions priviléglées (note 11) - 275 - 425 Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 11) 94 7 138 1017 Frais d'émission d'actions - 404 - 266 Dividendes en espèces versés 6299 3050 1597 671 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement 655 5070 12 416 1025 Hux de trésorerie liés aux activités d'investissement 7 673 683 8 316 Plux de trésorerie liés aux activités d'investissement 944 5 793 683 8 316 Chaix de l'itres, autres que de négociation 7 360 12 407 15 402 2 123 4602 2 137 Chéances de l'itres, autres que de négociation 7 36 5 50 1013 11 273 Chéances de l'itres, autres que de négociation 7 36 5 50 1013 11 273 Chéances de l'itres, autres que de négociation 4 579 5 416 7 084 1 28 1 128 1 128 1 128 1 128 1 128 <td>· · ·</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>(500)</td> <td>(140)</td>	· · ·	-	-	(500)	(140)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 11) 94 7 138 1 017 Frais d'émission d'actions - (4) - 26 Dividendes en espèces versés (299) (305) (597) (671) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement (555) (5 07) 12 416 1025 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement 8 5 793 683 8 316 Achats de litres, autries que de négociation (7 363) (12 467) (15 408) (24 327) Échéances de litres, autres que de négociation 280 213 4 602 6133 Produit de la vente de Litres, autres que de négociation 7 336 5 56 10 133 1 223 Augmentation diminution nette des préts (4567) 5 416 (70 84) 682 Produit de la vente de Litres, autres que de négociation 8 590 (7 268) 9 744 1 33 5 58 Augmentation diminution nette des préts (note 3) 1 510 9 44 1 83 5 58 Produit de la vente de titres, autres prèts (note 3) <t< td=""><td></td><td>-</td><td></td><td>-</td><td>(250)</td></t<>		-		-	(250)
Fraits d'émission d'actions - (4) - (26) Dividendes en espèces versés (299) (305) (597) (671) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement (555) (5070) 12 416 10 20 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement 5 (5070) 12 416 10 20 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement 944 5 793 683 8 316 Achats de litres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Chéances de titres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Chéances de titres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Chéances de titres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Chéances de titres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Chéance de titres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Chéance de titres, autres que de négociation 6 859 1 260					
Notata net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement (555) (5 070) 12 416 1025 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement SPIUL de la vente des épôts (note 3) (12 467) (15 408) (24 327 (25 402) (25 402	, ,	94			
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement (555) (5 070) 12 416 1 025					
Plux de trésorerie liés aux activités d'investissement Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques 944 5793 683 8.316 Achats de titres, autres que de négociation 2280 2123 4.602 6.153 7.004 6.153 7.336 5.562 10.133 11.273 7.336 7.336 5.562 10.133 11.273 7.336 7.336 5.562 10.133 11.273 7.336 7.336 5.562 10.133 11.273 7.336 7.336 5.562 10.133 11.273 7.336 7.3	·		, ,	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	(671)
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques 944 5793 683 8316 Achat de titres, autres que de négociation 7363 (12 467) (15 408) (24 327 fichéances de titres, autres que de négociation 2280 2123 4602 6153 61		(555)	(5 070)	12 416	1 025
Achats de titres, autres que de négociation (7 363) (12 467) (15 408) (24 327) Échèances de titres, autres que de négociation 2 280 2 123 4 602 6 153 Produit de la vente de titres, autres que de négociation 7 366 5 562 10 133 11 273 (Augmentation) diminution nette des prêts (4 567) 5 416 (7 084) (82 Produit de la titrisation de prêts (note 3) 15 10 944 1 843 5 581 (Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés 8 590 (7 268) 9 744 (11 347) Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 11 Bureaux et matériel – achats nets (16) (46) (70) (87 Logicles achetés et développés – achats nets (16) (46) (70) (87 Logicles achetés et développés – achats nets (18) (42) (310) (922) (316 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (493 Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie au début de la période<			F 703	403	0.244
Échéances de titres, autres que de négociation 2 280 2 123 4 602 6 153 Produit de la vente de titres, autres que de négociation 7 336 5 562 10 133 11 273 Augmentation) diminution nette des prêts (note 3) 1 510 944 1 843 5 581 Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés 8 590 (7 268) 9 744 (11 347) Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 11 Bureaux et matériel - achats nets (16) (46) (70) (87 Logiciels achetés et développés - achats nets (78) (42) (121) (88 Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517 Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 281 (6 704) 3 688 1 113	· · ·				
Produit de la vente de titres, autres que de négociation (Augmentation) diminution nette des prêts (note 3) 7 336 5 562 10 133 11 273 (Augmentation) diminution nette des prêts (note 3) 1510 944 1843 5 581 (Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés 8 590 (7 268) 9 744 (11 347) Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 11 Bureaux et matériel - achats nets (16) (46) (70) (87 logiciels achetés et développés - achats nets (78) (42) (121) (88 Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (577 Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 12 82 (6 704) 3 668 1 113 Tésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951		• •	, ,		. ,
(Augmentation) diminution nette des prêts (4 567) 5 416 (7 084) (82 Produit de la titrisation de prêts (note 3) (4 567) 5 416 (7 084) (82 Produit de la titrisation de prêts (note 3) (Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés 8 590 (7 268) 9 744 (11 347) Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 111 Bureaux et matériel - achats nets (16) (46) (70) (87 Logiciels achetés et développés - achats nets (78) (42) (121) (88 Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517 Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 2 341 1 6 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 1 3 623 10 247 13 623 10 247 Composition: Trés	, , ,				
Produit de la titrisation de prêts (note 3) 1 510 944 1 843 5 581 (Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés 8 590 (7 268) 9 744 (11 347 Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 11 Bureaux et matériel - achats nets (16) (46) (70) (87 Logiciels achetés et développés - achats nets (78) (42) (121) (88 Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316 Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913 Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517 Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 668 1 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie at des équivalents de trésorerie et équivalents de trésorerie at despots non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'					
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés 8 590 (7 268) 9 744 (11 347) Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 11 Bureaux et matériel – achats nets (16) (46) (70) (87 Logiciels achetés et développés – achats nets (78) (42) (121) (88 Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517) Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 688 1 113 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et édpôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 341 1 3 623 \$ 10 247	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	• •		, ,	
Produit de la vente de terrains et de bâtiments - 11 5 11 Bureaux et matériel – achats nets (16) (46) (70) (87) Logiciels achetés et développés – achats nets (78) (42) (121) (88) Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517) Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 668 1 113 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 340 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 10 247 12 30 \$ 1	·				
Bureaux et matériel – achats nets (16) (46) (70) (87) Logiciels achetés et développés – achats nets (78) (42) (121) (88) Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517) Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 668 1 113 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 10 247 Composition: Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 12 2334 \$ 9 007 12 2334 \$ 9 007 12 20 234 \$ 10 247 12 20 247 12 20 24 \$ 10 247 12 20 24 24 24 24 24 24 24 24 24 24 24 24 24		-	, ,		,
Logiciels achetés et développés – achats nets (78) (42) (121) (88) Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517) Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 668 1 113 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 13 623 \$ 10 247 13 623 \$ 10 247 Composition : 1 1 1 2 34 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 10 247 13 623 \$ 10 247 13 623 \$ 10 247 13 623 \$ 10 247 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 240 14 2		(16)			
Acquisitions (note 7) (24) (310) (922) (316) Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement 8 612 (284) 3 405 (4 913) Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie (568) (570) (572) (517) Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 668 1 113 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 Composition : 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 334 \$ 9 007 12 340			. ,		(88)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement Rontant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement Rontant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement Rontant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'investissement Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie au début de la période Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie au début de la période Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie au début de la période Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie au début de la période Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie au début de la période Rontant net des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie au début de la période Rontant net des flux de trésorerie au des flux de trésorerie et les équivalents de trésorerie et des équivalents de trésorerie au debut de la période Rontant net des flux de trésorerie au des flux de trésorerie et des équivalents de trésorerie au debut de la période Rontant net des flux de trésorerie au debut de la période Rontant net des flux de trésorerie au debut de la période Rontant net des flux de trésorerie au	- · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				(316)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie 1 282 (6 704) 3 668 1 113 Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 Composition: Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 Chèques et autres effets en transit, montant net 1 289 1 240 1 289 1 240 Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1 726 \$ 3 352					(4 913)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période 12 341 16 951 9 955 9 134 Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 Composition : Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 \$ 1 289 1 240 1 289 1 240 Chèques et autres effets en transit, montant net 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1 726 \$ 3 352	Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(568)	(570)	(572)	(517)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 \$ Composition : Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 \$ 1 289 \$ 1 240 \$ 1 289 \$ 1 240 \$ 1 289 \$ 1 240 \$ 1 247 \$ 1 3623 \$ 10 247 \$ 10 247 \$ 247 \$<	Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 282	(6 704)	3 668	1 113
Composition: Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 Chèques et autres effets en transit, montant net 1 289 1 240 1 289 1 240 Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1 726 \$ 3 352	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	12 341	16 951	9 955	9 134
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques 12 334 \$ 9 007 \$ 12 334 \$ 9 007 Chèques et autres effets en transit, montant net 1 289 1 240 1 289 1 240 Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1726 \$ 3 352	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	13 623 \$	10 247 \$	13 623 \$	10 247 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net 1 289 1 240 1 289 1 240 13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1 726 \$ 3 352	·	12 224 6	0 007 ¢	12 224 ¢	0.007
13 623 \$ 10 247 \$ 13 623 \$ 10 247 Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1 726 \$ 3 352	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			•	
Autres renseignements sur les flux de trésorerie Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1 726 \$ 3 352	eneques et contes en constit montant net				10 247 \$
Intérêts versés au cours de la période 687 \$ 1 382 \$ 1726 \$ 3 352	Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de la période 258 \$ (146)\$ 1 068 \$ (6)		687 \$	1 382 \$	1 726 \$	3 352 \$
	Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de la période	258 \$	(146)\$	1 068 \$	(6)\$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2010 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, telles qu'elles figurent aux pages 114 à 164 de notre Rapport annuel 2009. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement

reconnus (PCGR) du Canada, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, et comprennent tous les rajustements normaux et récurrents qui, de l'avis de la direction, sont essentiels à la présentation fidèle des résultats des périodes présentées.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de

crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 30 avril 2010 et au 30 avril 2009, aucune provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit n'était comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypoth à l'habita		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers 1)		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
Pour les périodes de trois mois terminées le	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2019	30 avril 2010	30 avril 2019
Provision spécifique au début de la période Dotation à la provision pour pertes sur	37 \$	16 \$	·	1\$	510 \$	390 \$	10 \$	- \$	613 \$	407 \$
créances	4	6	165	169	80	197	-	-	249	372
Recouvrements	-	-	31	22	10	10	-	-	41	32
Radiations	(2)	(1)	(198)	(149)	(90)	(141)	-	-	(290)	(291)
Écarts de change et autres	_	-	_	_	(19)	(9)	_	_	(19)	(9)
Provision spécifique à la fin de la période	39	21	54	43	491	447	10	_	594	511
Provision générale au début de la période	23	21	334	258	928	1 015	45	40	1 330	1 334
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	-	(20)	(22)	23	14	-	8	-	-
Écarts de change et autres	-	-	_	-	(39)	(20)	_	-	(39)	(20)
Provision générale à la fin de la période	20	21	314	236	912	1 009	45	48	1 291	1 314
Provision totale	59 \$	42 \$	368 \$	279 \$	1 403 \$	1 456 \$	55 \$	48 \$	1 885 \$	1 825 \$

Pour les périodes de six mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers 1)		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Provision spécifique au début de la période Dotation à la provision pour pertes sur	33 \$	13 \$	51 \$	2 \$	507 \$	411 \$	5 \$	- \$	596 \$	426 \$
créances	10	9	329	298	238	493	5	-	582	800
Recouvrements	-	-	63	50	23	18	-	-	86	68
Radiations	(4)	(1)	(389)	(307)	(251)	(474)	-	-	(644)	(782)
Écarts de change et autres		-		-	(26)	(1)		-	(26)	(1)
Provision spécifique à la fin de la période	39	21	54	43	491	447	10	-	594	511
Provision générale au début de la période Dotation à la provision pour pertes sur	18	8	266	242	968	1 030	54	41	1 306	1 321
créances	2	13	24	(6)	(17)	(14)	(9)	7	-	-
Écarts de change et autres	-	-	24	-	(39)	(7)	=	-	(15)	(7)
Provision générale à la fin de la période	20	21	314	236	912	1 009	45	48	1 291	1 314
Provision totale	59 \$	42 \$	368 \$	279 \$	1 403 \$	1 456 \$	55 \$	48 \$	1 885 \$	1 825 \$

¹⁾ Au 30 avril 2010, les prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers de même que les prêts aux entreprises et aux administrations publiques comprenaient 24 millions de dollars et 8 millions de dollars, respectivement, au titre de l'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club (se reporter à la note 7).

Note 3: Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 avril 2010 et 2009 :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires	à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit		Total	
	30 avril	30 avril	30 avril	30 avril	30 avril	30 avril
Pour les périodes de trois mois terminées le	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Produit net en espèces 1)	1 492 \$	932 \$	- \$	- \$	1 492 \$	932 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	-	-	-	-
Prix d'achat différé	66	58	-	-	66	58
Passif de gestion	(11)	(4)	-	-	(11)	(4)
	1 547	986	_	-	1 547	986
Prêts vendus	1 520	950	-	-	1 520	950
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	27 \$	36 \$	- \$	- \$	27 \$	36 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	12 \$	51 \$	86 \$	121 \$	98 \$	172 \$

	Prêts hypothécaires	à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit		Total	
Pour les périodes de six mois terminées le	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Produit net en espèces 1) Investissement dans des entités de titrisation 2)	1 823 \$ -	5 549 \$ -	- \$ -	- \$ -	1 823 \$ -	5 549 \$ -
Prix d'achat différé Passif de gestion	84 (14)	147 (24)	- -	-	84 (14)	147 (24)
Prêts vendus	1 893 1 857	5 672 5 610	-	-	1 893 1 857	5 672 5 610
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	36 \$	62 \$	- \$	- \$	36 \$	62 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	30 \$	91 \$	181 \$	237 \$	211 \$	328 \$

¹⁾ Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaire	s à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit 1)		
Pour les périodes de trois mois terminées le	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	4,65	4,35	1,00	1,00	
Taux de remboursement anticipé (%)	16,00	12,12	34,05	34,63	
Taux d'intérêt (%)	4,12	5,19	21,17	21,66	
Pertes prévues sur créances 2)	-	-	4,58	3,67	
Taux d'actualisation (%)	2,73	5,74	9,09	10,55	

	Prêts hypothécaires à l'ha	abitation	Prêts sur cartes de crédit 1)		
Pour les périodes de six mois terminées le	30 avril 3 2010	0 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	4,71	3,40	1,00	1,00	
Taux de remboursement anticipé (%)	16,00	22,66	35,33	36,65	
Taux d'intérêt (%)	4,14	4,41	21,33	21,54	
Pertes prévues sur créances 2)	· =	-	4,58	2,76	
Taux d'actualisation (%)	2,77	3,76	9,16	10,29	

Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 avril 2010 et 2009.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

²⁾ Inclut les prêts sur cartes de crédit titrisés conservés par la Banque et inscrits à son bilan.

Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

L'actif total dans nos entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et notre risque maximal de perte sont résumés dans le tableau suivant.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos EDDV, il y a lieu de se reporter à la note 9 aux pages 127 à 129 de notre Rapport annuel 2009.

(en millions de dollars canadiens)					3	0 avril 2010					31 0	ctobre 2009
		Risqu	ie de perte			Actif total		Risq	jue de perte			Actif total
_	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total		Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total	
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons d'importants droits variables												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3) Entité de titrisation américaine	4 486 \$	-\$	241 \$	24 \$	4 751 \$	4 570 \$	5 819 \$	- \$	328 \$	44 \$	6 191 \$	5 674 \$
des clients Entités de titrisation de la	4 417	340	-	2	4 759	4 312	6 214	158	-	2	6 374	4 943
Banque 3) Entités de protection de crédit –	5 100	-	624	20	5 744	9 469	5 100	-	625	94	5 819	9 719
Apex 4)5) Entités de gestion de placements	1 030	-	1 116	645	2 791	2 204	918	112	833	1 236	3 099	2 322
structurés 6)	244	5 960	-	13	6 217	5 981	247	7 230	-	12	7 489	6 968
Entités à financement structuré Fiducies de capital et de	s.o.	S.O.	2 489	-	2 489	3 387	S.O.	S.O.	1 762	-	1 762	2 451
financement	43	12	2	-	57	1 278	43	12	2	-	57	1 270
Total	15 320 \$	6 312 \$	4 472 \$	704 \$	26 808 \$	31 201 \$	18 341 \$	7 512 \$	3 550 \$	1 388 \$	30 791 \$	33 347 \$
EDDV consolidées Entités de titrisation canadiennes des clients 3)7)	548 \$	- \$	534 \$	- \$	1 082 \$	534 \$	733 \$	- Ś	719 \$	- Š	1 452 \$	719 \$
Entités à financement structuré	S.O.	s.o.	52	_	52	52	S.O.	s.o.	54	-	54	54
Fiducies de capital et de financement	9 103	1 897	880	25	11 905	5 032	9 013	1 987	880	45	11 925	5 190
Total	9 651 \$	1 897 \$	1 466 \$	25 \$	13 039 \$	5 618 \$	9 746 \$	1 987 \$	1 653 \$	45 \$	13 431 \$	5 963 \$

- 1) Ces facilités comprennent les facilités de financement de premier rang qui ont été fournies à notre entité de protection de crédit et à nos entités de gestion de placements structurés ainsi que les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients et à notre entité de titrisation américaine des clients. Aucun concours de trésorerie ne visait un soutien de crédit à nos entités de titrisation canadiennes des clients au 30 avril 2010 et au 31 octobre 2009. La section ci-après traite des concours de trésorerie accordés à notre entité de titrisation américaine, qui comprennent un soutien au crédit.
- Les montants en cours sur les concours de trésorerie et les facilités de financement de premier rang sont classés dans les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.
- 3) Les titres détenus dans nos entités de titrisation de la Banque sont constitués de 69 millions de dollars de papier commercial (55 millions en 2009) classé dans les titres de négociation, ainsi que d'un prix d'achat différé de 283 millions (293 millions en 2009) et de titres adossés à des actifs de 272 millions (277 millions en 2009) qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial et sont classés dans les titres de négociation. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.
- 4) Les instruments dérivés détenus par le biais de cette entité sont classés comme instruments de négociation. Les variations de leur juste valeur sont contrebalancées par les instruments dérivés détenus par le biais de contreparties indépendantes, instruments qui, eux aussi, sont classés comme instruments de négociation.
- 5) Les titres détenus sont classés dans les titres de négociation et ont une valeur nominale de 1 415 millions de dollars. Notre exposition à ces titres est couverte au moyen d'instruments dédute.
- 6) Les titres détenus sont constitués de billets de capital qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Nous avons ramené la valeur de ces billets à néant au 30 avril 2010 et au 31 octobre 2009.
- L'actif total détenu au 30 avril 2010 était constitué d'un prêt de 398 millions de dollars (560 millions au 31 octobre 2009) et d'actifs divers totalisant 136 millions de dollars (159 millions en 2009).
- s.o. sans objet

Entité de titrisation américaine des clients

Le risque auquel nous expose notre entité de titrisation américaine des clients est résumé dans le tableau ci-dessus. Notre risque comprend les concours de trésorerie que nous consentons. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de fournir un concours de trésorerie, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts. Un montant de 304 millions de dollars américains a été fourni au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010 conformément aux modalités de ces facilités de trésorerie. Ce montant est compris dans le tableau précédent.

Note 5: Instruments financiers

Modification d'une convention comptable

Le $1^{\rm er}$ août 2008, nous avons choisi de transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente les titres pour lesquels nous avons changé notre intention de

nous en défaire ou de les négocier à court terme, selon la conjoncture prévalant alors, et avons plutôt décidé de les conserver dans un avenir prévisible.

Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le	30 avril 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009
Juste valeur des titres au début de la période	1 038 \$	1 378 \$	1 493 \$	1 732 \$	1 737 \$
(Ventes/échéances) achats nets	(227)	(343)	(162)	(175)	(54)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	24	38	46	62	93
Moins-value durable comptabilisée dans le revenu	(8)	(9)	(18)	(23)	(8)
Incidence du taux de change	(36)	(26)	19	(103)	(36)
Juste valeur des titres à la fin de la période	791 \$	1 038 \$	1 378 \$	1 493 \$	1 732 \$

Pour les périodes de six mois terminées le	30 avril 2010	30 avril 2009
Juste valeur des titres au début de la période	1 378 \$	1 955 \$
(Ventes/échéances) achats nets	(570)	(276)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	62	124
Moins-value durable comptabilisée dans le revenu	(17)	(58)
Incidence du taux de change	(62)	(13)
Juste valeur des titres à la fin de la période	791 \$	1 732 \$

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Pour plus de renseignements sur la détermination de la juste valeur, il y a lieu de se reporter aux pages 116, 157 et 158 des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels figurant dans notre Rapport annuel 2009.

			Écart positif			, .
			(négatif) de			Écart positif
			la juste valeur par			(négatif) de la juste valeur
			rapport à la			par rapport à
	Valeur		valeur	Valeur		la valeur
	comptable	Juste valeur	comptable	comptable	Juste valeur	comptable
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 623 \$	13 623 \$	- \$	9 955 \$	9 955 \$	- \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 741	2 741	-	3 340	3 340	-
Valeurs mobilières	123 398	123 398	-	110 813	110 813	-
Titres pris en pension ou empruntés	25 053	25 053	-	36 006	36 006	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	46 671	46 996	325	45 524	46 067	543
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	47 774	47 780	6	45 824	45 913	89
Prêts sur cartes de crédit	3 318	3 318	_	2 574	2 574	_
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	66 894	66 657	(237)	68 169	67 895	(274)
	164 657	164 751	94	162 091	162 449	358
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 981	6 995	14	7 640	7 642	2
Provision pour pertes sur créances	(1 885)	(1 885)	-	(1 902)	(1 902)	-
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations,						
déduction faite de la provision pour pertes sur créances	169 753	169 861	108	167 829	168 189	360
Instruments dérivés	41 469	41 469	-	47 898	47 898	-
Bureaux et matériel	1 552	1 552	-	1 634	1 634	-
Écarts d'acquisition	1 609	1 609	-	1 569	1 569	-
Actifs incorporels	749	749	-	660	660	-
Actifs divers	10 219	10 219	-	8 754	8 754	-
	390 166 \$	390 247 \$	108 \$	388 458 \$	388 818 \$	360 \$
Passif						
Dépôts	239 260 \$	239 886 \$	626 \$	236 156 \$	237 046 \$	890 \$
Instruments dérivés	39 523	39 523	-	44 765	44 765	-
Acceptations	6 981	6 981	-	7 640	7 640	-
Titres vendus à découvert	16 475	16 475	_	12 064	12 064	-
Titres mis en pension ou prêtés	46 323	46 323	-	46 312	46 312	-
Passifs divers	16 257	16 368	111	15 938	16 047	109
Dette subordonnée	3 682	3 960	278	4 236	4 591	355
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 192	42	1 150	1 218	68
Capitaux propres	20 515	20 515	-	20 197	20 197	-
	390 166 \$	391 223 \$	1 057 \$	388 458 \$	389 880 \$	1 422 \$
Total des rajustements à la juste valeur			(949)\$			(1 062)\$

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des

données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau cidessous :

		30 avril 2010			31 octobre 2009	
		Évaluation selon	Évaluation selon		Évaluation selon	Évaluation selon
		des modèles	des modèles		des modèles	des modèles
	Évaluation selon les	(avec données	(sans données	Évaluation selon les	(avec données	(sans données
(en millions de dollars canadiens)	cours du marché	observables)	observables)	cours du marché	observables)	observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	20 011 \$	- \$	- \$	16 607 \$	- \$	- 9
les provinces et municipalités canadiennes	3 826	_	_	2 882	-	-
l'administration fédérale américaine	4 041	=	=	3 021	-	-
les municipalités, agences et États américains	1 134	180	41	54	653	49
les autres administrations publiques	1 741	_	_	1 712	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres						
garantis par des créances hypothécaires	4	1 388	199	584	238	204
Obligations d'entreprises	9 030	2 621	76	8 556	2 293	233
Actions d'entreprises	26 686	=	=	21 985		-
	66 473 \$	4 189 \$	316 \$	55 401 \$	3 184 \$	486 \$
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	13 392 \$	- \$	- \$	17 359 \$	- \$	- 9
les provinces et municipalités canadiennes	1 457	_ `		1 688		_
l'administration fédérale américaine	3 740	_	_	1 111	_	_
les municipalités, agences et États américains	2 094	2 189	66	4 584	1 418	86
les autres administrations publiques	13 111	9	_	8 220	9	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres						
garantis par des créances hypothécaires	710	8 680	23	826	9 530	39
Obligations d'entreprises	2 045	825	1 724	1 499	1 078	1 960
Actions d'entreprises	336	176	352	303	236	357
·	36 885 \$	11 879 \$	2 165 \$	35 590 \$	12 271 \$	2 442 9
Passifs inscrits à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	16 475 \$	- \$	- \$	12 064 \$	- \$	- 9
Passifs au titre des billets structurés	-	3 495	_	-	3 073	-
	16 475 \$	3 495 \$	- \$	12 064 \$	3 073 \$	- 5
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	29 \$	23 967 \$	233 \$	42 \$	30 062 \$	1 :
Contrats de change	76	11 114	=	61	9 323	_
Contrats sur produits de base	980	2 284	_	1 160	2 330	-
Contrats sur titres de participation	562	762	6	618	1 353	11
Swaps sur défaillance	_	1 316	140	_	2 370	567
311aps 301 detailionee	1 647 \$	39 443 \$	379 \$	1 881 \$	45 438 \$	579 5
Passifs dérivés	. 547 7	37 443 4	3.74	1 501 7	۲۵ - ۱۵۵ و	377
Contrats de taux d'intérêt	33 \$	23 109 \$	36 \$	61 \$	28 781 \$	73 9
Contrats de change	30	9 992	-	8	9 161	75.
Contrats sur produits de base	756	2 519	_	966	2 201	_
Contrats sur titres de participation	43	1 753	145	(222)	1 480	97
Swaps sur défaillance	43	1 104	3	(222)	2 156	3
Straps sai actamatica	_	1 104			2 130	J

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est présentée ci-dessous.

Au 30 avril 2010, les titres de négociation, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres garantis par des créances hypothécaires comprenaient des titres adossés à des créances immobilières commerciales de 199 millions de dollars désignées comme des titres de négociation aux termes de l'option de la juste valeur. L'évaluation de ces billets a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination des rendements sur le marché utilisés dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation des titres. L'incidence de l'hypothèse que le

rendement sur le marché augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions de dollars, respectivement.

Les titres de créance de sociétés disponibles à la vente comprennent un prix d'achat différé de 680 millions de dollars relatif à nos activités de titrisation hors bilan. Nous avons déterminé l'évaluation du prix d'achat différé en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est établie au moyen d'hypothèses relatives au taux de remboursement anticipé et au taux d'intérêt. La détermination du taux d'intérêt (marge excédentaire) utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du prix d'achat différé. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'intérêt affiche une augmentation ou une diminution de 10 % serait une variation de la

juste valeur de $99 \, \mathrm{millions}$ de dollars et de $(99) \, \mathrm{millions}$, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 30 avril 2010, les sommes de 373 millions et de 39 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions de dollars, respectivement.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une augmentation de 30 millions de dollars des revenus de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts, pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 (4 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010), incluant une augmentation de 17 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 (11 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010) imputable aux fluctuations de nos écarts de taux (une augmentation de 53 millions de dollars des revenus de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts et une charge de 158 millions de dollars, respectivement, pour la période de douze mois terminée le 31 octobre 2009). Nous avons constaté des montants correspondants sur les dérivés et les autres instruments financiers détenus pour couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction et le 30 avril 2010, correspond à une perte non réalisée de 32 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 30 avril 2010, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle des billets structurés comptabilisés comme étant

détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 3 495 millions et de 3 725 millions de dollars (3 073 millions et 3 377 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent, le choix de l'option de la juste valeur pour ces investissements permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres était de 3 818 millions de dollars au 30 avril 2010 (3 167 millions au 31 octobre 2009). L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de 36 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 (128 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010 et 415 millions pour la période de douze mois terminée le 31 octobre 2009).

Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, une partie du papier commercial adossé à des actifs émis par les conduits et assujetti à l'Accord de Montréal a été transférée du niveau 3 au niveau 2 puisque nos évaluations sont désormais fondées sur des cotes provenant de courtiers plutôt que sur des modèles internes, la liquidité des billets utilisés dans notre modèle s'étant améliorée en raison de la négociation accrue du titre par les courtiers.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les instruments financiers qui étaient classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010, incluant les gains (pertes) réalisés et non réalisés inclus dans le revenu net et dans les autres éléments du résultat étendu.

	_	Variation de la	a juste valeur						
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 janvier 2010	Inclus dans le revenu net	Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Ventes	Règlements 2)	Transférés dans le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2010	Gains (pertes) sur les éléments toujours détenus 1)
Titres de négociation									
Titres émis ou garantis par : les municipalités, agences et États									
américains	46 \$	(5)\$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	41 \$	3 9
Titres adossés à des créances									
hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	208	(2)	_	_	(2)	(5)	_	199	(5)
Obligations d'entreprises	71	(19)	_	10	(2)	(3)	14	76	(4)
Total des titres de négociation	325\$	(26)\$	- Ś	10 \$	(2)\$	(5)\$	14 \$	316 \$	(6)\$
Titres disponibles à la vente		(/+			(-/+	(-)+			(-/+
Titres émis ou garantis par :									
les municipalités, agences et États	0.4.6	2.6	(42)¢		(7)¢				,
américains Titres adossés à des créances	84 \$	2 \$	(13)\$	- \$	(7)\$	- \$	- \$	66 \$	- \$
hypothécaires et titres garantis par									
des créances hypothécaires	26	_	(1)	_	_	(2)	_	23	_
Obligations d'entreprises	1 782	_	7	101	(48)	(118)	_	1 724	(75)
Actions d'entreprises	365	(1)	(18)	7	(1)	` _	-	352	-
Total des titres disponibles à la vente	2 257 \$	1\$	(25)\$	108 \$	(56)\$	(120)\$	- \$	2 165 \$	(75)\$
Actifs dérivés									
Contrats de taux d'intérêt	237 \$	23 \$	- \$	- \$	- \$	· / /	- \$	233 \$	233 \$
Contrats sur titres de participation	11	(1)	-	-	-	(4)	-	6	6
Swaps sur défaillance	241	(32)	-	-	-	(69)	_	140	140
Total des actifs dérivés	489 \$	(10)\$	- \$	- \$	- \$	(100)\$	- \$	379 \$	379 \$
Passifs dérivés									
Contrats de taux d'intérêt	58 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(22)\$	- \$	36 \$	(36)\$
Contrats sur titres de participation	118	28	-	-	-	(1)	-	145	(145)
Swaps sur défaillance	-	-	-	-	-	3	-	3	(3)
Total des passifs dérivés	176 \$	28 \$	- \$	- \$	- \$	(20)\$	- \$	184 \$	(184)\$

¹⁾ Représente des gains ou des pertes non réalisés, compris dans les revenus, survenus au cours du trimestre ayant trait à des actifs et passifs toujours détenus au 30 avril 2010.

²⁾ Inclut le règlement en espèces d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

		Variation de	la juste valeur							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre ars canadiens) 2009	Inclus dans le revenu net	Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Ventes	Règlements 2)	Transférés dans le niveau 3	Transférés hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2010	Gains (pertes) sur les éléments toujours détenus 1)
Titres de négociation										
Titres émis ou garantis par : les municipalités, agences et	40 ¢	(¬\¢	,		/a\¢	,	- \$	- \$	44.4	2.6
États américains Titres adossés à des créances	49 \$	(7)\$	- \$	- \$	(1)\$	- \$	- 3	- 3	41 \$	3\$
hypothécaires et titres qarantis par des créances										
hypothécaires	204	23	_	1	(1)	(28)	_	_	199	7
Obligations d'entreprises	233	(21)	_	10	-	(1)	15	(160)	76	(5)
Total des titres de négociation	486 \$	` ,	- \$	11 \$	(2)\$. ,	15 \$	(160)\$	316 \$	5 \$
Titres disponibles à la vente		. , , .			. , , .			, , ,		
Titres émis ou garantis par : les municipalités, agences et États américains	86 \$	3 \$	(13)\$	- \$	(10)\$	- \$	- \$	- \$	66 \$	- \$
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances	00 Ş	5 7	(13)3	Ÿ	(10)3	,	Ý	7	00 7	4
hypothécaires	39	_	_	_	_	(16)	_	_	23	_
Obligations d'entreprises	1 960	-	37	119	(148)	(244)	-	-	1 724	(159)
Actions d'entreprises	357	(3)	(21)	15	(1)	(1)	6	-	352	
Total des titres disponibles à la vente	2 442 \$	- \$	3 \$	134 \$	(159)\$	(261)\$	6 \$	- \$	2 165 \$	(159)\$
Actifs dérivés										
Contrats de taux d'intérêt Contrats sur titres de	1\$	(7)\$	- \$	- \$	- \$	239 \$	- \$	- \$	233 \$	233 \$
participation	11	(36)	_	-	-	31	_	-	6	6
Swaps sur défaillance	567	(70)	-	-	-	(357)	-	-	140	140
Total des actifs dérivés	579 \$	(113)\$	- \$	- \$	- \$	(87)\$	- \$	- \$	379 \$	379 \$
Passifs dérivés										
Contrats de taux d'intérêt Contrats sur titres de	73 \$	- \$	- \$	- \$	-\$	(37)\$	- \$	- \$	36 \$	(36)\$
participation	97	17	_	_	_	31	_	_	145	(145)
Swaps sur défaillance	3	-	_	_	_	-	_	_	3	(3)
Total des passifs dérivés	173 \$	17 \$	- \$	- \$	- \$	(6)\$	- Ś	- Ś	184 \$	(184)\$

Représente des gains ou des pertes non réalisés, compris dans les revenus, survenus au cours du semestre ayant trait à des actifs et passifs toujours détenus au 30 avril 2010.

Autres éléments évalués à la juste valeur

Certains actifs comme les biens saisis sont évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, mais ne sont pas tenus d'être évalués à la juste valeur de façon continue.

Au 30 avril 2010, la Banque détenait des biens saisis de 121 millions de dollars évalués à la juste valeur au moment de la

Note 6: Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 10 590 millions de dollars au 30 avril 2010 (11 384 millions au 31 octobre 2009). Aucune des lettres de crédit de soutien ni aucun des cautionnements bancaires n'était coté au 30 avril 2010 et au 31 octobre 2009.

Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. constatation initiale, lesquels étaient tous classés dans le niveau 2. La perte totale comptabilisée à l'égard de ces actifs dans l'état consolidé des résultats pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010 s'élevait à 39 millions de dollars.

Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Au 30 avril 2010 et au 31 octobre 2009, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne

²⁾ Inclut le règlement en espèces d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 16 124 millions de dollars au 30 avril 2010 (19 108 millions au 31 octobre 2009), dont un montant de 12 667 millions de dollars avait trait à des facilités de catégorie investissement, un montant de 965 millions était de catégorie spéculative et un montant de 2 492 millions n'était pas coté (respectivement, 17 541 millions, 649 millions et 918 millions de dollars au 31 octobre 2009). Au 30 avril 2010, 394 millions étaient utilisés sur ces facilités conformément aux modalités de ces concours de trésorerie (185 millions au 31 octobre 2009), dont 340 millions (335 millions de dollars américains) (158 millions ou 146 millions de dollars américains au 31 octobre 2009) avaient trait à l'entité de titrisation américaine des clients dont traite la note 4.

Facilités de rehaussement de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les facilités de rehaussement de crédit sont incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 4.

Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 30 avril 2010, 5 972 millions de dollars avaient été utilisés (7 342 millions au 31 octobre 2009) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés et à l'entité de protection de crédit dont traite la note 4.

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 30 avril 2010 ni au 31 octobre 2009.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat. Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisions une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 45 057 millions de dollars au 30 avril 2010 (51 072 millions au 31 octobre 2009), dont 40 979 millions avaient trait à des swaps de catégorie investissement, 3 660 millions avaient trait à des swaps de catégorie spéculative et 418 millions n'étaient pas cotés (45 843 millions, 5 034 millions et 195 millions, respectivement, au 31 octobre 2009). La durée de ces contrats varie de un jour à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 1 107 millions au 30 avril 2010 (2 159 millions au 31 octobre 2009).

Les options position vendeur comprennent les ententes contractuelles par lesquelles l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments de créances ou de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de moins de un mois à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 686 millions de dollars au 30 avril 2010 (667 millions au 31 octobre 2009), dont aucun n'était coté (667 millions n'étaient pas cotés au 31 octobre 2009).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix d'exercice ou le taux de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de deux mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 107 millions de dollars au 30 avril 2010 (118 millions au 31 octobre 2009), et aucun de ces instruments n'était coté (118 millions n'étaient pas cotés au 31 octobre 2009).

Note 7: Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

AMCORE Bank N.A. (AMCORE)

Le 23 avril 2010, nous avons acquis de Federal Deposit Insurance Corporation certains actifs et passifs d'AMCORE pour une contrepartie totale de 253 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'actif net. Cette acquisition accélère notre stratégie de croissance et renforce notre position déjà solide dans le Midwest des États-Unis en accroissant notre présence en Illinois et au Wisconsin. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu un actif incorporel constitué de dépôts de base amorti selon la méthode dégressive sur une période n'excédant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. L'actif acquis et le passif pris en charge sont inclus dans notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Diners Club

Le 31 décembre 2009, nous avons acquis de Citigroup le montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club pour une contrepartie en espèces totale de 882 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'actif net. Compte tenu du rajustement de 44 millions de dollars postérieur à la conclusion de la transaction, le prix d'achat final a été réduit à 838 millions de dollars au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010. L'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes Diners Club nous donne le droit d'émettre des cartes Diners Club à des entreprises et à des professionnels aux États-Unis et au Canada et nous permettra d'accélérer notre projet visant à accroître nos activités dans le secteur des voyages et du divertissement à l'intention des entreprises clientes de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti

selon la méthode dégressive sur une période de 15 ans, et un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Diners Club fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Paloma Securities L.L.C. (Paloma)

Le 23 décembre 2009, nous avons conclu l'acquisition de certains actifs utilisés dans le cadre des activités de prêt de titres de Paloma pour une contrepartie en espèces de 7 millions de dollars et nous avons embauché son équipe de prêt de titres à l'échelle mondiale. L'acquisition de Paloma nous permet d'élargir nos activités de prêt de titres. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Cette acquisition fait partie de notre unité d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Integra GRS (Integra)

Le 23 novembre 2009, nous avons conclu l'acquisition des activités de tenue de registres d'Integra, filiale en propriété exclusive d'Integra Capital Management Corporation, pour une contrepartie en espèces de 13 millions de dollars, majorée d'une contrepartie conditionnelle maximale de 4 millions de dollars fondée sur les revenus qui seront générés à l'avenir. L'acquisition d'Integra élargit notre gamme existante de services de gestion du patrimoine. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans, et un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti de façon linéaire sur trois ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. Integra fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (BMO Société d'assurancevie)

Le 1^{er} avril 2009, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada pour une contrepartie en espèces de 330 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction et établi en fonction de l'actif net. Le rajustement postérieur à la conclusion est désormais connu et le prix d'achat a été réduit à 278 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	AMCORE	Diners Club	Paloma	Integra
Encaisse 1)	420 \$	- \$	- \$	- \$
Valeurs mobilières	10		- '	- '
Prêts	1 509	873	_	-
Bureaux et matériel	-	-	_	-
Écarts d'acquisition	92	5	7	5
Actifs incorporels	25	63	-	8
Actifs divers	546	9	-	-
Total de l'actif	2 602	950	7	13
Dépôts	2 186	-	-	-
Passifs divers	163	112	-	-
Total du passif	2 349	112	-	_
Prix d'achat	253 \$	838 \$	7 \$	13 \$

La répartition du prix d'achat d'AMCORE, de Diners Club, de Paloma et d'Integra est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge

¹⁾ L'encaisse, qui a été acquise dans le cadre de l'acquisition d'AMCORE, comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie de même que les dépôts portant intérêt.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2010, nous avons attribué un total de 1 737 204 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options attribuées au cours du semestre terminé le 30 avril 2010 était de 9,97 \$ l'option. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

Pour les options attribuées au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2010

Rendement prévu des actions	6,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	27,5 %
Taux de rendement sans risque	2,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retr	aite	Autres avantages sociaux futurs		
Pour les périodes de trois mois terminées le	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	
Prestations constituées des employés	31 \$	38 \$	5 \$	2 \$	
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	64	65	14	14	
Perte actuarielle constatée dans la charge	19	19	1	-	
Amortissement du coût des modifications aux régimes	4	3	(1)	(2)	
Rendement prévu des actifs des régimes	(74)	(62)	(1)	(1)	
Charge liée aux prestations constituées	44	63	18	13	
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	18	19	-	-	
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	3	2	-	-	
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	65 \$	84 \$	18 \$	13 \$	

	Régimes de retr	aite	Autres avantages sociaux futurs		
Pour les périodes de six mois terminées le	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009	
Prestations constituées des employés	64 \$	68 \$	10 \$	6 \$	
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	128	131	28	26	
Perte actuarielle constatée dans la charge	37	38	2	_	
Amortissement du coût des modifications aux régimes	8	6	(3)	(4)	
Rendement prévu des actifs des régimes	(145)	(123)	(2)	(3)	
Charge liée aux prestations constituées	92	120	35	25	
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	32	33	-	-	
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	5	4	-	-	
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	129 \$	157 \$	35 \$	25 \$	

Note 9 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons remboursé la totalité de nos billets à moyen terme de série C, première tranche, à $4,00\,\%$, échéant en 2015, d'un montant total de 500 millions de dollars. Les billets ont été remboursés à un prix

correspondant à 100~% du montant en capital, majoré des intérêts courus à la date du remboursement.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nos débentures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

Note 10 : Titres d'une fiducie de capital

Rachat futur

Le 3 mai 2010, nous avons annoncé que nous avions l'intention de racheter au pair la totalité de nos titres d'une fiducie de capital – série A (appelés BOaTS) le 30 juin 2010.

Note 11: Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2010, nous n'avons pas émis ni racheté d'actions privilégiées.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons émis 11 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5%, série 21, au prix de 25,00 1 action, le prix d'émission global étant de 275 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons

émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 1,0 milliard de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de $6,5\,\%$, série 18, au prix de $25,00\,$ l'action, le prix d'émission global étant de $150\,$ millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 253 millions de dollars.

Le 19 novembre 2009, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ce qui nous permet de racheter jusqu'à 15 000 000 de nos actions ordinaires au cours de la période comprise entre le 2 décembre 2009 et le $1^{\rm er}$ décembre 2010.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

30 avril 2010

	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200 \$	-
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	-
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	-
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	-
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	_
		2 571	
Actions ordinaires	560 112 798	6 590	
Capital-actions		9 161 \$	
Options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions		S.O.	16 711 880 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, aux pages 144 à 148 de notre Rapport annuel 2009.

Note 12: Résultat par action

Les tableaux qui suivent présentent le résultat de base et dilué par action de la Banque :

Résultat de base par action	Pour les périodes de terminées	Pour les périodes de six mois terminées le		
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net	745 \$	358 \$	1 402 \$	583 \$
Dividendes sur les actions privilégiées	(34)	(26)	(69)	(49)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	711 \$	332 \$	1 333 \$	534 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	558 320	543 634	556 120	531 631
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	1,27 \$	0,61 \$	2,40 \$	1,00 \$

Résultat dilué par action	Pour les périodes de terminées l		Pour les périodes de six mois terminées le	
	30 avril	30 avril	30 avril	30 avril
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2010	2009	2010	2009
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, rajusté pour tenir compte de la dilution	711 \$	332 \$	1 333 \$	534 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	558 320	543 634	556 120	531 631
Actions convertibles	252	264	252	264
Options sur actions pouvant être exercées 1)	11 671	1 978	11 053	3 245
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(8 375)	(1 549)	(7 873)	(2 722)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	561 868	544 327	559 552	532 418
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	1,26 \$	0,61 \$	2,38 \$	1,00 \$

¹⁾ En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options sur actions en cours, soit 2 421 479 et 3 134 100, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 61,34 \$ et de 59,98 \$ pour les périodes de trois et de six mois terminées respectivement le 30 avril 2010 (3 472 466 et 6 296 578 options d'un prix moyen pondéré de 41,21 \$ et 41,82 \$ pour les périodes de trois et de six mois terminées respectivement le 30 avril 2009), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 13: Gestion du capital

Notre objectif consiste à maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital en fonction des risques, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts

Au 30 avril 2010, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 30 avril 2010 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

de taux, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Les principales mesures au 30 avril 2010 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 à 13 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

Note 15 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)	Pour les périodes de terminées	Pour les périodes de six mois terminées le		
	30 avril 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net – selon les PCGR du Canada	745 \$	358 \$	1 402 \$	583 \$
Rajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(64)	34	(70)	112
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	681 \$	392 \$	1 332 \$	695 \$
Résultat par action De base – selon les PCGR du Canada	1,27 \$	0,61 \$	2,40 \$	1,00 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,16	0,67	2,27	1,21
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,26	0,61	2,38	1,00
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,16	0,67	2,27	1,21

Instruments d'emprunt convertibles

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons adopté les nouvelles directives américaines du Financial Accounting Standards Board (FASB) portant sur la comptabilisation des instruments d'emprunt convertibles pouvant être réglés en espèces (ou autres actifs) au moment de la conversion, y compris un règlement partiel en espèces. Aux termes de cette directive, nous devons comptabiliser les composantes passif et capitaux propres de façon distincte. Cette nouvelle directive n'a pas eu d'incidence sur notre rapprochement avec les PCGR des États-Unis puisque nous n'avons pas d'instruments d'emprunt convertibles, la totalité de nos actions privilégiées et de nos titres d'une fiducie de capital convertibles

étant classés comme instruments de capitaux propres aux termes des PCGR des États-Unis.

Part des actionnaires sans contrôle présentée dans les états financiers consolidés

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons adopté la nouvelle norme comptable du FASB portant sur la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. Aux termes de cette nouvelle norme, l'intégralité de la part des actionnaires sans contrôle détenue par des parties autre que la société mère doit être présentée comme capitaux propres aux fins de la présentation de l'information financière aux termes des PCGR des États-Unis. Aux termes des PCGR du Canada, l'intégralité de la part des actionnaires sans contrôle est présentée à titre de passifs divers.

Regroupement d'entreprises

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons adopté la nouvelle norme du FASB portant sur les regroupements d'entreprises. Aux termes de cette norme, nous constatons les actifs acquis, les passifs pris en charge et toute part des actionnaires sans contrôle dans la société acquise à leurs justes valeurs à la date de l'acquisition et passons en charges les coûts liés à l'acquisition. Selon les PCGR du Canada, les actifs acquis et

Note 16: Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et de cartes de crédit, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques. Depuis le troisième trimestre de 2009, puisque les activités liées aux dépôts à terme sont désormais mieux alignées sur la stratégie de PE Canada en matière de produits de détail, les résultats de ces activités sont compris dans PE Canada plutôt que dans le groupe Gestion privée. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques. Au cours du trimestre considéré, nous avons repéré un certain nombre de moyennes entreprises américaines clientes qui seraient mieux servies par des services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO Marchés des capitaux aux Services bancaires PE – États-

les passifs pris en charge sont rajustés seulement pour la part de la juste valeur qui revient à l'acquéreur. La part des actionnaires sans contrôle est comptabilisée conformément aux valeurs comptables inscrites dans les comptes de la société acquise. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés dans le prix d'achat. La nouvelle norme n'a donné lieu à aucune différence importante relative à la présentation de l'information financière aux termes des PCGR des États-Unis quant aux acquisitions réalisées depuis son adoption.

Unis. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour refléter ce reclassement.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP), qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne et de l'assurance au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis. Depuis le troisième trimestre de 2009, toutes nos activités d'assurance sont comprises dans le groupe GP, ce qui intègre notre capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe au sein de notre gamme de services liés à la gestion de patrimoine. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels. Au cours du trimestre considéré, nous avons repéré un certain nombre de moyennes entreprises américaines clientes qui seraient mieux servies par des services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs comptes de BMO MC aux Services bancaires PE -États-Unis. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour refléter ce reclassement.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les

revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficience établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces unités sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et les dotations à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et au rendement plus élevé. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons modifié notre façon de présenter les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Auparavant, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais, nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans PE Canada et les montants compensatoires sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Le revenu net d'intérêts gagné sur l'ensemble des actifs hypothécaires titrisés est compris dans le revenu net d'intérêts de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts gagné sur certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Les données des périodes antérieures au 31 janvier 2010 ont été retraitées en fonction de cette nouvelle présentation.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation : (en millions de dollars canadiens)

(en millions de dollars canadiens)						
Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2010 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	вмо мс	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	989 \$	259 \$	87 \$	324 \$	(137)\$	1 522 \$
Revenu autre que d'intérêts	418	77	471	540	21	1 527
Revenu total	1 407	336	558	864	(116)	3 049
Dotation à la provision pour pertes sur créances	121	31	2	67	28	249
Amortissement Frais autres que d'intérêts	33 686	15 220	10 388	10 459	51 (42)	119 1 711
		70	158		` '	970
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales Impôts sur les bénéfices	567 171	24	40	328 69	(153) (97)	207
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-		-	-	18	18
Revenu net	396 \$	46 \$	118 \$	259 \$	(74)\$	745 \$
Actif moyen	143 651 \$	31 625 \$	14 094 \$	199 060 \$	4 798 \$	393 228 \$
Écarts d'acquisition (au)	118 \$	1 016 \$	360 \$	113 \$	2 \$	1 609 \$
econs o ocquismon (co)			300 7		- 1	. 007 7
0	PE	PE		0110115	Services	Total
Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2009 2)	Canada	États-Unis	Groupe GP		d'entreprise 1)	(selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	921 \$	337 \$	86 \$	400 \$	(409)\$	1 335 \$
Revenu autre que d'intérêts	360	89	381	278	212	1 320
Revenu total	1 281	426	467	678	(197)	2 655
Dotation à la provision pour pertes sur créances Amortissement	93 36	23 23	2 8	39 10	215 44	372 121
Frais autres que d'intérêts	656	252	362	409	88	1 767
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	496	128	95	220	(544)	395
Impôts sur les bénéfices	156	47	23	32	(240)	18
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<u> </u>	-			19	19
Revenu net	340 \$	81 \$	72 \$	188 \$	(323)\$	358 \$
Actif moyen	139 570 \$	45 460 \$	10 672 \$	268 483 \$	(3 575)\$	460 610 \$
Écarts d'acquisition (au)	122 \$	1 083 \$	353 \$	110 \$	2 \$	1 670 \$
Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP		Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	2 008 \$	524 \$	174 \$	667 \$	(319)\$	3 054 \$
Revenu autre que d'intérêts Revenu total	810 2 818	161 685	934 1 108	1 024 1 691	91	3 020 6 074
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2 8 18	62	1 108	132	(228) 143	5 074 582
Amortissement	65	31	19	20	99	234
Frais autres que d'intérêts	1 363	446	777	919	(70)	3 435
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 149	146	308	620	(400)	1 823
Impôts sur les bénéfices	350	49	77	147	(239)	384
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	- -	- 07.6	- 224 ¢	-	37	37
Revenu net	799 \$	97 \$	231 \$	473 \$	(198)\$	1 402 \$
Actif moyen	142 480 \$	32 401 \$	13 840 \$	200 322 \$	4 435 \$	393 478 \$
Écarts d'acquisition (au)	118 \$	1 016 \$	360 \$	113 \$	2 \$	1 609 \$
	PE	PE			Services	Total
Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2009 2)	Canada	États-Unis	Groupe GP	BMO MC	d'entreprise 1)	(selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts Revenu autre que d'intérêts	1 844 \$ 698	680 \$ 175	178 \$ 768	813 \$ 462	(853)\$ 332	2 662 \$ 2 435
Revenu total	2 542	855	946	1 275	(521)	5 097
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	46	3	76	487	800
Amortissement	69	43	15	21	88	236
Frais autres que d'intérêts	1 327	498	749	837	82	3 493
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	958	268	179	341	(1 178)	568
Impôts sur les bénéfices	303	91	39	38	(524)	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-		38	38
Revenu net	655 \$	177 \$	140 \$	303 \$	(692)\$	583 \$
Actif moyen	139 779 \$	47 249 \$	10 100 \$	270 724 \$	(6 026)\$	461 826 \$
Écarts d'acquisition (au)	122 \$	1 083 \$	353 \$	110 \$	2 \$	1 670 \$

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.
 Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par région :

en	millions	de	dollars	canadiens)	

(en millions de dollars canadiens)				
Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2010	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 174 \$	319 \$	29 \$	1 522 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 158	330	39	1 527
Revenu total	2 332	649	68	3 049
Dotation à la provision pour pertes sur créances	139	123	(13)	249
Amortissement	89	29	1	119
Frais autres que d'intérêts	1 221	449	41	1 711
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	883	48	39	970
Impôts sur les bénéfices Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	192 13	17 5	(2)	207
Revenu net		-	41 \$	18 745 \$
Actif moyen	678 \$ 258 367 \$	26 \$ 106 110 \$	28 751 \$	393 228 9
	442 \$	1 146 \$	20 /31 \$	1 609 \$
Écarts d'acquisition (au)	442 3	1 140 3	•	1 009 3
Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2009	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	819 \$	425 \$	91 \$	1 335 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 016	265	39	1 320
Revenu total	1 835	690	130	2 655
Dotation à la provision pour pertes sur créances	127	245	-	372
Amortissement	83	37	1	121
Frais autres que d'intérêts	1 247	483	37	1 767
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	378	(75)	92	395
Impôts sur les bénéfices	38	(30)	10	18
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	326 \$	(50)\$	82 \$	358 \$
Actif moyen	270 456 \$	158 681 \$	31 473 \$	460 610 \$
Écarts d'acquisition (au)	441 \$	1 206 \$	23 \$	1 670 \$
			Autros	
Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2010	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	2 323 \$	666 \$	65 \$	3 054 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 234	663	123	3 020
Revenu total	4 557	1 329	188	6 074
Dotation à la provision pour pertes sur créances	277	313	(8)	582
Amortissement	176	56	2	234
Frais autres que d'intérêts	2 477	874	84	3 435
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 627	86	110	1 823
Impôts sur les bénéfices	360	18	6	384
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27 1 240 \$	10 50 ¢	104 č	37 1 402 č
Revenu net Actif moyen	257 737 \$	58 \$ 108 398 \$	104 \$	1 402 \$
			27 343 \$	393 478 \$
Écarts d'acquisition (au)	442 \$	1 146 \$	21 \$	1 609 \$
			Autres	
Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2009	Canada	États-Unis	pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 616 \$	850 \$	196 \$	2 662 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 813	632	(10)	2 435
Revenu total	3 429	1 482	186	5 097
Dotation à la provision pour pertes sur créances	238	562	-	800
Amortissement Finis putter and d'intérêts	163	71	2	236
Frais autres que d'intérêts	2 453	962	78	3 493
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	575	(113)	106	568
Impôts sur les bénéfices Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	39 27	(86) 11	(6)	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales Revenu net	509 \$	-	112 Ċ	38 593 ¢
		(38)\$	112 \$	583 \$
Actif moyen	272 241 \$	159 077 \$	30 508 \$	461 826 \$
Écarts d'acquisition (au)	441 \$	1 206 \$	23 \$	1 670 \$

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter notre Rapport annuel 2009, le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 26 mai 2010 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 23 août 2010, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 4451142).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 23 août 2010.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996 Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656 Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452 Andrew Chin, directeur principal, andrew.chin@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétaire général

Blair Morrison, premier vice-président, conseil général délégué, Affaires générales, et secrétaire général corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché Février 2010 55,03 \$ (53,93 \$*) Mars 2010 61,96 \$ Avril 2010 64,44 \$

 $\mbox{*}$ reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada 100 University Avenue, $9^{\rm th}$ Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone: 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone: 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international) Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1 Téléphone : 416-867-6785 Télécopieur : 416-867-6793

Courriel: corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à

l'adresse www.bmo.com

MD Marque déposée de la Banque de Montréal